



# LENDEMAINS DE DICTATURE EN GRÈCE

## Les conditions d'une véritable démocratisation

PAR ILIOS YANNAKAKIS

**C**ELUI qui, il y a quelques années déjà, dans un pays de l'Europe centrale, avait assisté au passage inattendu et provoqué d'un « diktat » d'un système autoritaire, policier et monarchique, à une situation débouchant sur la démocratisation du pays, devait retrouver en Grèce en cet été 1974 des signes étrangement analogues.

Sans vouloir faire une typologie de la phase transitoire située entre la fin brusque du régime autoritaire et la reconstitution d'une vie politique pluraliste, on constate néanmoins que les élections populaires, l'attitude prudente des autorités, le genre d'espoir et de volonté de changement exprimés, les frustrations, sont semblables dans les deux cas et suivent la même courbe d'évolution.

Tout d'abord, stupéfaction, et même méfiance à la fois de peur et de méfiance, si caractéristique des gens qui ont vécu longtemps sous un régime policier, pour d'autant plus compréhensible et visible qu'il n'en apparaît ni change d'« l'environnement des villages » du quartier, du village, de la ville même ; soit d'informations sérieuses et en même temps rassurantes, soit d'informations qu'on espère, aggravées par la crainte des moyens de médiation et de l'absence de tout soutien pour la frustration de l'ère pour l'ère du changement. Et puis, soudain, autre stupeur. Une décision gouvernementale (dans le cas de la Grèce, le retrait de l'organisation militaire de l'OTAN), qui donne ce sentiment net et grisant de la dignité nationale retrouvée, prise de conscience populaire d'« être » instant privilégié, conditionne la démocratisation, lui donne enfin une crédibilité aux yeux de l'opinion publique. C'est à ce moment que les crises s'accentuent, que les frustrations cèdent la place à une volonté de vivre la politique « à haute voix ». Le pays sort de sa léthargie.

Difficilement quantifiable, ces nuances et gradations du sentiment populaire qui s'enchevêtrent s'inscrivent parallèlement dans une courbe parallèle à celle que nous avons vue dans le régime autoritaire, sans qu'on ait l'impression qu'elles se rejoignent. De la chute de la dictature à la démocratisation, le chemin est bien long.

Et, pour la Grèce, ce chemin est surcoûté particulièrement sinistre.

### Du côté du gouvernement

« **G**OUVERNEMENT accepterait d'une situation exceptionnelle », comme l'a défini un ministre, l'équipe mise en place par M. Karamanlis est composée de ministres et de quelques résistants et recouvre un éventail relativement large de tendances politiques — ces uniques dans toute l'histoire de la Grèce.

Socialistes et socialistes, centristes et représentants de la droite classique, — personnes plus que chefs de file politiques — ces hommes assument la lourde charge de l'héritage des colonies. Sans autre représentativité que celle d'avoir été des opposants inconditionnels à la dictature, ils ont par là même assumé la responsabilité d'être au jour mal compris par le peuple pour la lenteur de certaines décisions à prendre, en butte à l'appareil gouvernemental traditionnellement déféctueux, assailli par tous ceux qui « maintiennent la soupe », ou courant de la gravité des menaces de la situation internationale, qui pressent sur le pays en août, désespérément conscient, pour plusieurs d'entre eux, de la distance qui sépare les espoirs du peuple grec de la « politique du possible ». Ces ministres montrent en public une unité sans faille dans l'application de la politique tracée par le premier ministre. Elle peut se résumer par ces grandes lignes.

En politique intérieure : continuité de l'État par le retour à la Constitution de 1952 épurée sans grand incident de l'armée en pratiquant la politique du « salami », tout en veillant à ce qu'elle ne se détache pas de la nation ; élimination limitée parmi le corps des hauts fonctionnaires en préservant le fonctionnement de l'appareil d'État ; nomination rapide de nouveaux préfets, tout en ne reconduisant pas pleinement les anciens membres dans leurs fonctions ; d'autre part, vigilance accrue envers tout débordement populaire en maintenant la loi martiale et en faisant appel aux « sages et autorités du peuple grec » ; simultanément, application de quelques mesures urgentes d'ordre économique et social. En somme, une politique de dosage progressif quand à l'épuration, mais qui a eu le mérite d'éviter des manifestations féroces en provocations et arrestations démocratiques dans une situation des plus troubles.

En politique extérieure, bien que Chypre soit pour l'instant l'épicentre des préoccupations diplomatiques, ce qui domine en réalité, c'est le changement d'axe de la diplomatie traditionnelle grecque. Le retrait de la Grèce l'Organisation militaire de l'OTAN ne signifiait nullement le

rejet de l'atlantisme, mais remettait profondément en cause les relations de dépendance de la Grèce à l'égard des États-Unis. C'est désormais en Europe que la Grèce veut trouver ses « alliés naturels ». « L'idée européenne » avait fait du chemin dans les esprits au cours des sept ans de dictature, et la Grèce est aujourd'hui sûrement la « plus européenne » des pays de la C.E.E. Plusieurs facteurs ont contribué à ancrer solidement l'idée européenne dans la population entre autres le fait que la Grèce « découvre » l'Europe à la fin des années 50, à travers les vagues successives de sa main-d'œuvre expatriée, laquelle, abandonnant le chemin traditionnel des Amériques, immigrait dans les pays du « miracle économique ». L'attitude de la C.E.E. qui avait guéri ses relations avec la Grèce des colères, fut accueillie avec une profonde sympathie par le peuple grec.

Pour le gouvernement grec, le « parti européen » est de taille. Il évite à la Grèce de se retrouver qu'on le dirait « l'île soviétique », il lui permet de recevoir une aide économique urgente pour fuir une faillite économique. D'autre part, tout succès diplomatique en Europe sur la question chypriote affirmerait l'autorité du gouvernement et consoliderait le processus de démocratisation. Car l'« affaire chypriote » est un des ingrédients du dosage politique du gouvernement Karamanlis. La tension avec la Turquie maintient l'armée hors de la sphère politique en la confinant dans son rôle de défenseur de l'intégrité du territoire. Éloignée d'Athènes et des grands centres urbains, envoyée aux frontières, l'armée peut être épurée plus aisément. En outre, cette tension servait de garde-fou d'éventuels mouvements populaires susceptibles de la cohésion nationale, bref, d'empêcher du mouvement gouvernement pour assainir la situation intérieure.

### Du côté des forces politiques

INCAPABLE de s'unir tout au long des sept ans de dictature, « groupuscularité » par la force des choses, surprise par le renversement du pouvoir des généraux, frustrée d'une victoire qu'elle voulait sierra, sans projets politiques d'avenir cohérent, la résistance émerge au grand jour dans une vie politique inquiète. D'un côté, un gouvernement qui agit sans vouloir entamer un dialogue avec personne, assuré d'un consensus populaire affectif ; de l'autre côté, des groupes et des personnalités politiques sans « membres » derrière eux, tout ou plus quelques personnalités fidèles, et, entre eux, la grande majorité de la population qui espère un changement, qui, paradoxalement, attend, fût-il, l'appel des chefs leur indiquant la voie à suivre, surprenant ostensiblement que ne soit pas sans inquiéter les milieux politiques. Les citoyens et les groupes qui se sentent rejetés dans la clientèle traditionnelle des partis au cours de la dictature demeurent la grande inconnue. Cette ignorance de la température sociale, les mutations des structures sociales, les réels problèmes du pays, le pratiquant de la crise de la société grecque, prolongent en quelque sorte les milieux politiques. Les anciens partis politiques héritiers à se reconstruire, les organisations de la résistance à se transformer en partis politiques. D'ailleurs, les divergences à l'intérieur de ces organisations semblaient trop graves pour permettre une homogénéité de plans-forts politiques et une crédibilité aux yeux du public. Un drapeau dans la résistance, la plupart de ces hommes étaient de nouveau attirés par leur famille idéologique d'origine.

Bien qu'une éventuelle échéance électorale semblât lointaine, les regards des uns et des autres se tournaient vers le lien bleu des élections. Des combinaisons d'alliances s'échafaudaient et se déliquaient, des projets d'union de certains groupes politiques se défilèrent à peine formulés, les supputations sur les chances politiques de certaines personnalités allaient bon train. Que va faire exactement M. Karamanlis ? Un nouveau parti, un rassemblement populaire allant de la droite à la gauche ? Et l'Union du centre sera-t-elle reconstituée sous sa forme ancienne ? Et M. Papandréou sera-t-il l'extrême gauche d'une gauche disparate ? Et les P.C.G. vont-ils choisir ou rechercher à leur tour des alliances ? Questions, certes, importantes mais qui ne correspondent pas à la gravité de la situation.

En mal de représentativité, conscients que le temps presse, porteurs en projets politiques et sociaux, pris dans la contradiction permanente de reconstruire la scène politique d'avant 1967, et la nécessité politique de répondre à cette volonté populaire de changement, de saisir ce qui est en puissance dans les revendications mal formulées encore, les groupes politiques semblaient ne pas savoir quelles voies suivre.

Néanmoins, dans ce remue-ménage, des pôles commencent à émerger. À gauche, les deux partis communistes, l'un dit de « l'extérieur », l'autre de « l'intérieur ». Pour l'instant, comme dit l'un de leurs dirigeants, les deux partis sont composés d'un noyau de cadres, d'un anneau de militants et d'une couronne de sympathisants. Personne ne peut aujourd'hui évaluer précisément leurs forces. Au départ, ces deux partis sont sérieusement handicapés par les circonstances.

L'un, de « l'extérieur », mène les lourdes responsabilités de la guerre civile, son langage de bois persiste et dogmatique, son intentionnisme envers l'Union soviétique, le fait aussi que sa direction s'est mue durant presque vingt-cinq ans hors des frontières de la Grèce aggrave sa position. À son avantage, la « légitimité » son intransigence initiale qui plait à une frange de la jeunesse souffrante de « régularité révolutionnaire », de slogans durs. Ce parti, paradoxalement, craint ce qu'on appellerait un peu rapidement les « sautes de humeur intérieures ». Toutefois, il est en train de subir une mutation intéressante. Sous les conseils d'un grand parti frère occidental qui l'a « pris

en charge politiquement », il s'efforce des entraves de son passé, de son maximalisme, et prépare son insertion dans la vie politique en tant que parti sérieux et crédible.

Quant au parti de « l'intérieur », il a subi sa catharsis en 1968, au moment de la scission (1). Composé en majorité de militants qui ont vécu en Grèce, callant davantage aux réalités du pays, plus ouvert aux idées nouvelles, il se veut le véritable représentant de tous ceux qui espèrent à une « voie socialiste grecque ». Mais il n'est pas reconnu par les partis communistes, évitant le moindre prétexte d'être tout d'« orthodoxie », il mise sur son dynamisme et son rayonnement pour être réintégré dans la « famille communiste ».

Reconnus de facto dès le 24 juillet, enfin légalisés deux mois plus tard, après presque quarante ans de clandestinité, les deux partis sont parvenus à un moment décisif pour leur avenir. Leurs futures alliances électorales détermineront dans une grande mesure leur impact sur le pays.

L'Union démocratique et socialiste veut, elle aussi, jouer un rôle polarisateur. Unique héritière d'une faible tradition socialiste grecque, ayant toujours été une force électorale d'appoint, l'U.D.S. ambitionne de devenir le noyau d'un parti sortant d'un grand parti socialiste grec, Portage entre une tendance social-démocrate classique, qui espère secrètement se retrouver avec le mouvement de rassemblement de M. Karamanlis, et une autre qui cherche à s'unir aux nombreux groupes socialistes et socialistes parti n'a pas encore trouvé son « style », son langage et sa force de rénovation.

L'Union du centre, qui s'est reconstituée ces jours derniers, dispose d'une forte personnalité à sa tête, M. Mavros, ministre des affaires étrangères. Face au rassemblement que projette M. Karamanlis, l'Union du centre est persuadée de devenir le second parti de Grèce à l'issue des élections. Se rendant indispensable, ce parti décide donc une grande mesure de la composition du prochain gouvernement.

Quant à M. Andreas Papandréou, avec son nouveau parti personneliste, l'Union panhellénique socialiste, il veut représenter l'aile la plus radicale, la plus révolutionnaire de l'échiquier politique. Se sachant populaire, « étendu », il est un éternel mélange d'enthousiasme et de refus pour ces multiples groupuscules révolutionnaires en quête d'un toit.

M. Karamanlis, pour l'instant, ne se prononce pas. Il limite au minimum le rôle de la scène politique. Il a senti qu'à l'heure actuelle sa personne est indispensable à l'équilibre politique de la Grèce ; son crédit est important, il se sent le chef attendu par une partie importante de la population. L'image gauloise de M. Karamanlis a fait son chemin, des mythes se sont créés, le passé de cet homme politique sans cesse révisé, les élections sont presque dans six semaines.

### L'échéance électorale

LES élections étaient généralement attendues au printemps de 1975. Bien que tout le monde ait conscience que la phase transitoire ne pouvait plus durer sans créer un profond malaise politique dans le pays, les forces politiques à la recherche de leur identité craignaient des élections à brève échéance. L'annonce des élections pour le printemps a été accueillie avec une certaine réserve, les prévisions, et peu importe si c'est M. Karamanlis ou un groupe de pression de la droite qui impose cette échéance.

Quelles significations auront ces élections ? Du point de vue de la politique intérieure, le gouvernement a obtenu un crédit réel pour mener à terme ses efforts diplomatiques sur la question chypriote. En face, en Turquie, M. Ecevit espère que des élections anticipées lui donneront une autorité accrue, et non négligeable dans les futures négociations sur Chypre. La Grèce ne pouvait plus se permettre d'avoir un gouvernement issu d'une situation exceptionnelle, non élu par un Parlement, et un ministre des affaires étrangères qui ne rendait de comptes qu'à son premier ministre.

La C.E.E., réticente quant à l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne, pourrait être plus compréhensive si toutes les exigences d'une démocratisation étaient établies en Grèce. Un gouvernement issu d'élections libres la Grèce d'un crédit international qu'elle n'a pas encore acquis. La question des élections est plus complexe par rapport à la situation internationale. Les forces politiques en formation sont prises de court. Des alliances sans principes et souvent contre nature se nouent pour accrocher une clientèle électorale. Les programmes électorales vont être bloqués, des surenchères ou des timidités politiques fuseront le discours politique, le verbe — ce mal éternel de la Grèce — se révélera nul dans le campagne électorale.

Malgré tout, de cet aspect des choses, les élections risquent de relancer la société grecque à l'usage de la représentation parlementaire ne correspondra pas aux profondes mutations qui sont en train de se produire dans le corps politique. Lieu de reconstruire patiemment une scène politique qui reflète le rapport exact des forces, ou lieu de permettre à ce qui est une nécessité vitale pour l'avenir du pays — l'éclosion de projets à long terme fondés sur la connaissance des

problèmes, ces élections prématurées réintroduisant le vieux jeu politique des partis à clientèle électorale.

L'épuration, qui est une des revendications majeures du peuple grec, devra être par la force des circonstances entravée, car les élections signifient une page tournée de l'histoire toute récente de la Grèce. Cette revendication légitime n'a rien de commun avec une vengeance aveugle et arbitraire d'un peuple qui se libère d'une dictature. Elle prend tout son sens quand on connaît la responsabilité de la droite et du centre droit dans le coup d'État des colonels. Cet inachèvement de l'épuration laisse sans aucun doute des traces profondes dans la conscience du peuple grec. En outre, on assiste à une tentative très courtoise d'effacer de la mémoire collective les années d'avant la dictature, où la répression était une des constantes de la vie politique en Grèce, même la courte période du gouvernement de Georges Papandréou. La droite, en freinant l'épuration, laisse passer une occasion unique de se débarrasser de tous les éléments fascistes qu'elle contient en son sein et hypothèque sa catharsis, fermant le chemin de sa modernité.

Les élections, certes, vont donner une légitimité au gouvernement, les institutions parlementaires vont normalement fonctionner après une interruption, la démocratie sera officiellement rétablie. Mais tous les problèmes de la Grèce demeurent entiers.

Si, par démocratisation de la vie politique, on entend rétablissement des libertés, fonctionnement des institutions, législation et libre activité des partis, la Grèce est en voie de réussir cet objectif. Résultat non négligeable après ces années de dictature.

Mais ce pays est-il bien parti pour résoudre la question fondamentale autour de laquelle se déroulent tous les drames de son histoire moderne : répression (2) ou acceptation des réformes structurelles ? Les partis politiques et les différentes organisations professionnelles et syndicales seront-ils capables de promouvoir, d'élaborer, d'imposer des politiques réformatrices et réformatrices indispensables ou déplaçantes du pays ? Le futur gouvernement sera-t-il prêt à réaliser des réformes de court et de long terme, ou bien, face aux différentes pressions populaires, sera-t-il recouru à la répression, cette constante de la vie politique grecque, qui a pour conséquence d'éliminer une importante partie de la population et l'activité politique du pays ? Pourra-t-il transformer un appareil d'État, dont la plupart des fonctionnaires à tous les échelons sont dévoués au système, en un appareil de la fonction publique, des intérêts de la collectivité, ce qui n'est pas un legs de la dictature militaire, mais le produit d'une société encore archaïque dans son fonctionnement ?

La refonte radicale du système de l'enseignement, immobile depuis la dix-neuvième siècle, sera-t-elle enfin réalisée ou, comme ce fut le cas jusqu'à présent, repoussée « ad aeternum », de peur d'une modernisation de l'éducation nationale et d'un bouleversement des mentalités et la remise en cause de toute l'idéologie répressive dominait jusqu'alors ?

Le futur gouvernement aura-t-il la volonté, la force, les outils nécessaires pour s'attaquer aux structures économiques vitales, à la corruption, aux activités parasitaires qui ont fleuri sous la dictature, à bien, devant l'éventualité de perdre le soutien des milieux économiques attachés aux anciennes structures, majoritaires actuellement, se contentera-t-il de quelques réformes superficielles ? Et, au-delà de ces trois réformes fondamentales et urgentes qui entraînent par voie de conséquences des transformations dans tous les secteurs de la vie sociale et économique, le gouvernement aura-t-il le courage de répondre à la question que toute l'histoire de ce pays a posée : répression, violence, répression, ou volonté de changement, acceptation des transformations sociales, reconnaissance des luttes sociales et politiques ? Car c'est bien après les élections que tout ce qui est réfrain jusqu'à maintenant défilait en plein jour.

(1) Cf. A. Kritis, « Mort et naissance d'un parti », Politika, autorévisé, Paris, août 1968.

(2) Coup d'État, coupe de construction, éducation, courte période normale, coup d'État, etc.

Centre européen  
de la Dohatun Carnegie  
pour le paix internationale

## LE CONFLIT DE CHYPRE

1946-1959

par

FRANÇOIS CROUZET

Professeur à la Sorbonne

Deux volumes in-8°

format ensemble 1200 pages

(1973) - 3040 F.B.

Éditions juridiques

BRUYLANT

67, rue de la Régence,

1000 BRUXELLES

**GROSPIRON**  
RAOULT GROSPIRON SUC'

DEMÉNAGEMENTS  
EMBALLAGE  
GARDERMEUBLES  
EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV

734-02-66

Client Administratif

### NOS PRÉCÉDENTS ARTICLES

« UNE ARCADE D'OCCUPATION AU SERVICE DE LA LANGUE », RICHARD CARRAS, CHANTIERS 1970.  
« Trente ans de politique américaine en Grèce », FAYOL NICHOLSON (MAY 1974).  
« LES ÉCHANGES », RICHARD CARRAS, CHANTIERS 1974.  
« INSTANCES À ALEXANDRE », RICHARD CARRAS (JANV. 1974).

سكوان للإيجال













# AGNE

## éances

## La crise de confiance atteint la City

[illegible]

En outre, le développement « extrané » du marché du soudanais en 1973 et au début de 1974 s'est traduit par une augmentation de 100 pour cent de la production première fois, souligne notre interlocuteur, dès le mois de mai sans appurer les réserves de la production nationale.

Les bédouins saoudiens ont été les premiers à vouloir assurer leurs arrières et à se procurer des produits de première nécessité à New-York notamment. Bien que les milieux officiels britanniques démentent l'existence d'un tel mouvement, il est évident que les pays pétroliers, qui avaient, entre janvier et juillet, placé quelque 4 milliards de dollars sur le marché des actions, ont été les premiers des Bédouins. Ce propos est responsable d'une certaine éraube tendant à la déception des pétroliers est simple : la production de pétrole n'est pas une affaire de First World War, elle est une affaire de First World War, elle est une affaire de First World War.

Manhattan. A New York. A la rigueur, dans les heures précédentes, mais pas dans leurs heures précédentes.

[illegible]

A l'évidence, le gouvernement britannique — quel qu'il soit — n'est pas en

## Le pétrole, planche de salut ou coûteuse chimère ?

Nord (North Sea Oil, N.S.O.).  
Plus encore que l'intégration à l'Europe, remède miracle des conservateurs, le pétrole de la mer du Nord apparaît aux autorités britanniques comme la planche de salut par excellence. Mais est-ce vraiment le cas ?

Les craintes concernent le coût des emprunts (pour financer le défilé, peut-on lire dans le rapport de l'A.E.S.R., semblent être exagérées, nous le verrons plus loin), et le fait que les pétroliers attendus de la mer du Nord. Les intérêts des prêts pour financer la production de pétrole sont élevés, mais la valeur de la production pétrolière de la mer du Nord est forte. D'après l'hypothèse la plus défavorable, la production annuelle potentielle de 1980, fournissant la possibilité de commencer à rembourser les dettes que « cela ne signifiera en fait que le début de la production commerciale de pétrole. Le Royaume-Uni pour la vaste des années 1980-1990 ». L'analyse présentée dans le rapport de l'Ours ou celle de l'Aéro et du pot au lait d'appartenance

On se frotte les yeux. Le pétrole naturel net exporté en 1980 (5 milliards de pieds cubes four-  
nissant 1,5 milliard de barils) a été remplacé  
par des importations, connues ou estimées da 30  
milliards de pieds cubes (soit, 7,5 milliards de  
barils) en 1981. Les prévisions pour 1982 et  
1983 sont, au mieux, l'année prochaine :  
25 milliards de pieds cubes (soit 6,25 milliards  
de barils) et, au pire, 30 milliards de pieds cubes  
(soit 7,5 milliards de barils). 5 millions, soit moins de la moitié,  
de l'énergie ; 3 millions, au plus, de  
la production nationale.

En septembre, les prévisions étaient  
encore plus pessimistes. Selon les prévisions établies  
au même moment, la production pourrait  
être de 10 milliards de barils en 1980 et de 15  
milliards en 1981 et 1982. On se stabiliserait à 10 ou 150 millions  
de barils, tonnes par an pendant la prochaine

Si l'on se réfère à l'exploitation du  
pétrole, « l'État » divise la classe  
politique. Pour les conservateurs, le gou-  
vernement doit intervenir dans la presse  
de participation, mais les taxes  
sont élevées. Pour les libéraux, la  
concurrence de 50 % des profits, si néces-  
saire. Les travaillistes, et élargis-  
sant, veulent une nationalisation partielle  
ou totale, mais ils ne veulent pas  
contrôler l'accès aux nationalisations.

Début juillet, M. Eric Varley, délégué  
général du parti travailliste, a déclaré que  
la nationalisation de l'industrie pétrolière,  
technique, a proposé une série de mesures  
en ce sens : nouvel impôt sur les béné-  
fices, nouvelles taxes sur les dividendes  
et sur les plus-values, nouvelles taxes  
déchappantes par laquelle les compa-  
gnies étrangères contournaient la légis-  
lation britannique.

Même en supposant les cas déplorables de production, point spécifié (les esprits prévenant les chagrins sont que les brevets ne soient pas pas coincider avec une stratégie des multinationales qui prétendent faire monter les enchères avec le pétrole arabe avant de s'intéresser qu'N.E.O.). Il reste la question du montant des bénéfices qu'on retirerait en Roumanie.

Le 11 juillet dernier, en réponse à une question écrite d'un député, le secrétaire d'Etat à l'énergie, M. Eric Vautier, déclarait : « La part de la Grande-Bretagne dans les gisements de pétrole et de gaz découverts sur le plateau continental britannique au début respectivement à 35 et à 40 millions de tonnes brut, a été évaluée à 10 et 15 milliards de tonnes brut, soit 10 et 15 % du pétrole. Dans les années 85, quand le flot d'or noir commença à diminuer, on verra sans doute les travailleurs réclamer, à l'occasion d'une élection, la nationalisation complète (comme dans l'Algérie des années 70), et les conservateurs laisseront faire... »

Pour l'instant, en tout cas, ces reven-

[illegible]

Paul-Il doit vraiment s'étonner de l'étonnante prise de position de l'Economist, qui écrit très récemment : « Dans le nouveau continent mondial, la Grande-Bretagne a une position dominante. Ou bien elle se retire et s'enferme dans une politique de non-alignement, ou bien elle doit accepter l'abandon de ses prétentions à une autonomie économique et s'efforcer d'être une partie d'une Communauté européenne totalement intégrée — dans laquelle elle doit soutenir d'abord et pressante les vues des hommes d'Etat américains, et non les intérêts particuliers des Allemands. Continuez, continuez le rôle que — ou, più encore, essayer de se mettre à la remorque des Etats-Unis et du Fonds monétaire international quand ils prônent une libéralisation des échanges sous une économie mondiale non revigorée (unrefuted), tout en se répandant en larmes dans la C.E.E. — semble être la meilleure recette pour aller à la catastrophe. » (18).

son intention et son déficit pétrolier et  
de l'Union-Russie s'accroît de façon mas-  
sive à travers le monde. On ne peut pas  
se tromquer que ce soit un gouvernement  
qui ait été le premier à accepter un  
tel d'infin (sans doute sans sans remous  
en Communauté). Néanmoins, le 28 mars dernier,  
l'agence avait emprunté 2,5 milliards de  
dollars de la République. Elle n'a pas encore  
pu se procurer les fonds nécessaires pour  
payer ses dettes. L'Agence a tenté d'émettre des  
obligations sur le marché international.  
Mais ces emprunts ne se poursuivent  
pas. En fait, le Royaume-Uni,  
certes blâmes, croit disposer d'un  
gros naturel et le pétrole de la mer du

remède miracle des conservateurs, le  
britanniques comme la planche du

82 ?

4 % respectivement. - Par « secteur public », il faut entendre le British Gas, le National Coal Board et les 48 % du capital du British Petroleum fournis par l'Etat. Mais dans quelle mesure cette participation à 39 pour cent ne permet-elle pas de considérer comme « partie intégrante du secteur public » (17) ?

Un rapport de la Cour des comptes britannique révélait en mars 1973 que « ce qui semble être les meilleures concessions d'exploration de la mer du Nord ont été attribuées à des conditions d'une extrême libéralité, avec des permis d'exploitation de quarante-ans sans possibilité de révision, alors qu'il est probable que ces compagnies, avec leur habileté coutumière dans la manipulation des concessions d'impôts, réussissent à ne pas payer d'impôts, ou que soient levés des impôts minimes ».

« L'exploitation de la pétrole offshore » divise la classe politique. Pour les conservateurs, le gouvernement ne devrait pas accorder ses subventions de participation, mais les taxes d'exploitation devraient être réduites à concurrence de 50 % des profits, si nécessaire. Les travaillistes, et englobant le centre la gauche du parti, mettent en avant l'accès aux nationalisations. Les libéraux, et les écologistes, proposent une nouvelle politique énergétique britannique, a proposé une série de mesures : la mise en place d'un impôt sur les bénéfices des sociétés ; fermeture de plusieurs usines charbonnières par lesquels les compagnies de pétrole ont obtenu des subventions sur les rapatriements de bénéfices ; acquisition d'une participation majoritaire dans les formes purement d'exploitation ; annulation des licences déjà attribuées ; création d'une société publique pour l'exploitation des gisements offshore.

« En somme, comment un journaliste socialisé, plutôt moins que ce qu'on obtenu la majorité des pays exportateurs de pétrole. Dans les années 80, quand il ot d'or noir commencera à diminuer, il verra sans doute les travailleurs réclamer, à l'occasion d'une élection, la nationalisation complète (comme dans l'Algérie des années 70), et les conservateurs pourront le faire... »

Pour l'instant, en tout cas, ces reven-

ditions posées, on n'a donc aucune prudente expectative... et si ne se passera rien jusqu'à ce que les résultats des élections soient connus, mais les six mois suivants seront passés, à condition bien sûr que le labour reste au pouvoir. » Dans l'après-midi [11 mai] j'ai écrit à M. de la Motte : « Tant qu'il n'aura pas été décidé à quel rythme la production va se développer, si elle sera ou non orientée vers l'étranger, dans quelles proportions, si les exportations éventuelles porteront couramment le brut, les produits raffinés ou les deux, il est impossible de déterminer à partir de quel moment la N.S.G. pourra développer son activité. » Et j'ai ajouté : « Tant que les prévisions les plus autorisées » [19].

## Surenchère électorale auprès des nationalistes

Du coup, en assiste à une surveillance électorale sans précédent. Les travailleurs sont engagés à envoyer un contingent de sept mille hommes fœniculaires à Glimpore à l'été déplacé dans cette ville. Les dirigeants du parti ont promis de faire l'emploi régulier, promette la création d'une agence de développement de l'économie, qui sera financée par les revenus du N.S.O. Mais ils hésitent à octroyer des emplois étendus au personnel régional.

Pour ne pas être en reste, les TORIES ont aussi promulgué une agence de développement, le transfert à Aberdeen de la capitale politique du pays, le déplacement de la fin des péages sur les routes routières écossaises... Leur manifeste électorale offre à l'Ecosse un « fonds de développement » ainsi qu'une assemblée élue ayant pouvoir de décision sur la répartition de ce *le part écossais du budget du Royaume-Uni* ». Le Pays de Galles, moins rassuré, devrait se contenter d'un

liste, en vous démontrant encore que l'adhésion britannique n'est qu'une des effets négatifs dans tous les secteurs. « Nous enfin, demandez-vous, correspondra-t-elle de la *renseigner* sur des aspects signés et de la *laisser* un chantage au retrait ? » Cela vous veut quelques réparations cinglantes, du genre : « Voyez donc

» Depute

sonnel»,  
« l'objectif électoral des Tories et des autres est très clair : les Tories sont tout autant prêts à promettre ce qu'ils font pour l'air, pour l'énergie, pour les votes — des tiers parti dans la perspective d'un gouvernement de coalition où les socialistes pourraient aller travailler dans des bureaux d'évitement de la peine coincés dans un nouveau gouvernement minoritaire — que les socialistes avancés pourraient réserver bien des surprises. Le Socialist National Party est tout ce qu'il y a de plus sûr et de moins douteux pour la représentation parlementaire. Les socialistes ont le droit de proposer leur propre programme législatif. La socialité nous rendra de nouveau de Londres à l'égard du "Ecosse travailliste" et de la "Gauche nationale" le mauvais garçon du congrès de la confédération depuis trente ans, ce qui est tout à fait juste. Je n'ai rien de plus à dire sur ce sujet, mais je n'ai rien à dire sur ce qui plait, car la route a mortel du mouvement syndical ».

N'est-il pas ironique de voir les mouvements éparpillés relever la tête alors même que l'Etat britannique, plus que jamais, s'efforce de faire passer les sociétés multinationales, « obéissantes par l'heure » à brigue les attributions d'investissement ?

Le congrès européen où il s'est réuni ?

Poussé par les conservateurs dans la Communauté européenne, la droite britannique, à cet égard, n'est pas si différente de ce qu'elle est, à cet égard, il y a vingt mille ans plus tard, alors commence à dénouer le tissu pour représenter...

D'autre part, un certain nombre de dirigeants significatifs modérés doivent compter sur la sympathie des conservateurs et la pression du *shopkeepers* (détailiste d'atelier) communistes ou « gauchistes ».

Au sein même du gouvernement, des ministres tels que Harold Wilson, enlevé « enfant terrible » de la gauche, ministre du Travail à la possible succession de M. Harold Wilson à la tête du parti, ne sont pas si éloignés de la droite, l'impol, autre prétendant, M. Eric Hare, si d'autant, tentent d'appliquer une poli-

[illegible]

ce qu'a fait la France sous da Gaulle ! « Inutile de faire remarquer qu'aux efforts consentis pour intégrer la Communauté, les nouveaux sacrifices pour en sortir pourraient être totaux en pays dans le conjoncture actuelle, si qu'en ne voit pas très bien dans quel nouveau contexte le Royaume-Uni d'insérerait... On voit que ces bons vieux pays du Commonwealth qu'on a laissé tomber un peu vite ; on évoque le possibilité de négocier avec la C.E.E. les conditions d'une association libre, « et si elle ne veut pas, eh bien tant pis ! » ; on voit assés pour finir le refus du peuple norvégien d'agréer

Pourtant, en dehors de ces cercles passionnés, l'impression prévaut que le référendum dont le gouvernement Wilson brandit la menace n'est qu'un pétard mouillé; que les « renégociations » fondées sur le principe de la réciprocité ne sont que des coups de théâtre destinés à prouver par la procédure communautaire; que les travailleurs s'en satisfont et, attribuant le mérite de ces améliorations, demandent l'agrément d'une opinion publique moins encline à blâmer les Européens pour tous ses maux et, peut-être, épuisée par les conséquences d'un tel effort.

Le monde d'aujourd'hui a une conscience internationale qu'elle devrait affirmer.

Il n'en restera pas moins que l'Europe va demeurer pendant longtemps la pomme de discorde des travaillistes. La gauche du parti se dit prête à « aller jusqu'à l'affrontement ». Qu'un vieux réflexe social-démocrate l'arrête au seuil de l'éclatement du parti, c'est probable — ce n'est pas certain.

« Sur un déficit commercial actuel de 1,3 milliard de livres, 1 milliard est dû à nos échanges avec la *Marché commun* ». M. Clements a déclaré que l'Angleterre ne se sentait pas en chet da Tribuna, hebdomadaire da gaucha travestida radicala, qui compatiava qualche quatre-vingts députés dans le précédent Parlement. Nous représentons les intérêts des agriculteurs, des pêcheurs, des négociants à Bruxelles (la petite agriculture commune, le fonds d'aide régionale, la statue des pays du Commonwealth et surtout la contribution au budget communautaire). M. Clements a déclaré que, en 1960, alors que nous part du P.I.B. da la Communauté aurait régressé à 14 % ! M. Clements s'est dit convaincu que rien n'empêche que la satisfaction totale des revendications anglaises n'implèrât les intérêts du peuple britannique.

La décision d'en référer au parti — plutôt que de laisser le premier ministre décider de la tenue et du contenu du référendum — a été prise en conseil des ministres en l'absence de M. Wilson et de deux autres « modérés ». Elle n'est valable, semble-t-il, que pour la présente législature. Si elle contribue dans l'immédiat à écarter les pressions dans les négociations de Bruxelles, elle fournit aussi à la gauche travailliste une arme supplémentaire, éventuellement négociable au plan politique.

Ce n'est pas négligeable, car l'influence de la gauche n'a cessé de s'effriter — comme en témoignent le fait que M. Wilson n'a pas hésité à faire de l'adhésion au Marché commun un thème de la campagne électorale, malgré les menaces du démission de personnalités de la droite travailliste telles que M. Roy Jenkins et Mme Barbara Castel, prête à démissionner et la Grande-Bretagne quitte l'Europe.

4. (début de la première législature Wilson) renforcement massif et continu du pouvoir la pays, se félicite M. Richard Clement. Le mouvement travailliste, des changements ont également intervenus. « Aujourd'hui, la social-démocratie est fortement représentée parti travailliste parlementaire que dans ion et au sein des avocats.

du TUC à Brighton a marqué une nouvelle des radicaux majoritaires, avec conseil général, Jim Slater et Ken Gill. Ce dernier, en section de « cols blancs » affiliés au grand syndicat (21), fut à la fois le héros du communisme à être nommé à la direction lui qui mena la bagarre contre l'adoption de la loi, laisse le patronat libre de faire à la dernière minute « au nom de l'unité »

listo tanta d'imposer una legislazione anti-  
ouvrière (in place of strike), qui fut  
violemment répudiée par les syndicats :  
l'année suivante, il perdit les élections.  
(Lire la suite page 8.)

(17) L'Anti-Report: n° 8 du Counter Information Service, à Londres, intitulé : *The Oil Fix, An Investigation into the Control and Costs of Energy*, souligne par exemple que B.P. « n'a pas payé d'impôt sur ses bénéfices au Royaume-Uni entre 1967 et 1972, en dépit d'un profit commercial net moyen de 101 millions de livres ».

(18) *The Oil Firm*, op. cit.

(19) Cein fait fit à John Pardo, porte-parole des libéraux pour les questions économiques : « D'énormes portions de l'héritage pétrolier de nos enfants en mer du Nord sont placés en dépôt dans les monts-de-piété du Proche-Orient. Cette nation de boutiquiers est devenue une

(20) A en juger, au moins, par les élections de février, la lutte électorale oppose dans le sud de l'Angleterre les conservateurs et les libéraux, les nationalistes et les travaillistes : d'un côté, le Centre (du nord de la Tamise à la frontière écossaise), Tories et Labour. Le Centre compte un tiers des circonscriptions ; deux tiers des sièges Tories sont marginaux. Toute progression du parti nationaliste écossais augmenterait d'au-

(21) Il s'agit de l'Amalgamated Union of Engineering Workers (A.U.E.W.), un million trois cent mille membres, dirigée par M. Hugh Scanlon.

MARCHE COMMUN  
DE SIX A NEUF  
sur Mare Basses

SECRET

100-443887-100



(Suite de la page 7)

Les conservateurs revenaient à la charge en faisant voter par le Parlement une législation autrement plus draconienne, le loi sur les relations Industrielles (Industrial Relations Act). Aux élections de février dernier, les Tories étaient battus. La législation fut aussitôt annulée par le nouveau gouvernement travailliste.

Aujourd'hui, le « contrat social » passé entre les syndicats et le gouvernement Wilson est le marque de la normalisation de leurs relations. Mais d'aucuns craignent que les dirigeants travaillistes ne soient en fait les prisonniers des syndicats. Cette promesse de coopération à une politique des revenus modérée, assurément, ne durera qu'aussi longtemps que les pressions économiques ne pousseront pas les gros bataillons ouvriers

Ce sentiment, très fortement ancré, permet peut-être d'expliquer l'opposition dans la société anglaise d'un certain nombre de phénomènes que l'on aurait pu s'attendre à trouver chez. Le prévalent à croire et leur conséquence et le contexte dans lequel ils se situent ne leur donnaient une apparence simple : il est désormais légitime de se demander si le grand décalage n'est pas un fruit de la prévision du fascisme.

## Sursaut de la droite ou préliminaires du fascisme ?

Quelle que soit la législation dont il s'agit, le sentiment n'est guère de ceux qui rassurent. Il est économique qui obéissent davantage à une stratégie mondiale qu'à des considérations strictement nationales.

Il y a eu cependant une réaction britannique.

Il lui est par contre beaucoup plus difficile d'intervenir au

niveau des élections. Tôt ou tard, des mesures économiques draconiennes devront être prises : les travailleurs, par conséquent, ne peuvent pas attendre que le

changement trappe jusqu'à deux millions et demi d'entre eux — chiffre qu'écrasent les

porteurs d'une politique monétariste exténuée ?

Le temps n'est plus où cette menace

saurait contraindre le classe ouvrier à toutes

les concessions pour préserver l'emploi.

Pour probabilité, un assésariat à une

multitude des occupations d'urgence, à une

« révolutionnaire » ou « corporatiste ».

Compte tenu des précédents échecs

des conservateurs surtout, face à un pou-

voir syndical de plus en plus affirmé, il

n'est pas étonnant que certains se pré-

parent, à leur manière, à un effacement

immédiat.

« Ce n'est pas tout, c'est un homme

fort. La remarque est de plus en plus

répandue. Bien sûr l'homme de la rue

échouerait à ce jeu. Un Churchill, Et,

une fois sur deux, on vous dirait : « Powell

le fait. » C'est Powell qui nous

donne à voir. Powell, outre et rigoureux,

zéro-trois et tricolore, monétariste et anti-

européen : Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'abord, n'est pas un homme de la

droite. Powell, tout d'abord, n'est pas

un homme de la droite. Powell, tout d'abord,

n'est pas un homme de la droite. Powell,

tout d'



(Photo Gamma.)  
Ni la Sahel, en Tchad  
Arizona, U.S.A., août 1974.

## L'échec des politiques agricoles

Des famines spectaculaires, de mauvaises récoltes successives, l'augmentation des stocks de céréales aujourd'hui en Occident, aggravée par la crise économique, un concours de circonstances défavorables ont amené les opinions publiques à prendre conscience, bien après les événements, d'un nouveau danger qui guette l'humanité tout entière. La pénurie alimentaire est frappée de façon chronique plus de la moitié de la population mondiale ne va-t-elle pas, en l'espace d'une génération, payer l'autre fraction ?

La terre devra nourrir trois milliards d'hommes au lieu de la fin du siècle. Mais la production alimentaire globale croît moins vite que la démographie, et les spécialistes estiment maintenant des limites au développement de l'agriculture imposées par l'écologie, les problèmes de structure ou les conséquences

de la crise de l'énergie qui compromettent les espoirs placés dans la « révolution verte ».

Si la situation devient à ce point critique, malgré tous les efforts consacrés depuis la guerre à l'augmentation et à l'accroissement des récoltes, il est temps de se demander si les politiques agricoles menées jusqu'à présent permettront de faire face aux difficultés nouvelles.

Devant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international, M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, a invité les pays riches à rejoindre leur contribution pour venir en aide aux millions d'hommes menacés de famine. La conférence mondiale de l'alimentation, qui se tiendra à Rome du 5 au 15 novembre, va précisément examiner le problème de la grande disparité qui persiste entre un Occident surab-

menté et un tiers-monde au bord de nouvelles famines. On s'apprête à y mettre un peu plus de « sécurité alimentaire » et une meilleure gestion des stocks. Mais les politiques agricoles nationales, fondées sur des intérêts particuliers et des objectifs à court terme, vont-elles s'en trouver améliorées pour autant ?

La F.A.O. a été huppée à assumer sa mission par défaut d'accord politique entre les Etats qui la composent, dit en substance son directeur général, M. A. H. B. dans la conclusion de l'article qui sera publié. Les Etats qui savent — pour ne pas parler de certaines menaces extérieures à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies — maintenant que le chemin est encore long sur la voie d'une véritable politique mondiale de l'alimentation.

### Des signes alarmants de pénurie mondiale malgré tous les avertissements

EN 1972, le risque de famine est réapparu. Il y avait vingt-cinq ans que le monde n'avait pas connu une période aussi grave sur le plan alimentaire. Nous nous étions assurés dans la prospérité, l'abondance, l'élévation sans fin des niveaux de vie. Le paradis sur terre était en vue pour une moitié de l'humanité.

Dépendant, les signes avertisseurs d'une fin prochaine de l'opulence n'avaient pas manqué depuis deux ans. Nous sommes à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), nous avions multiplié les avertissements et les mises en garde. Cependant, la crise alimentaire est aujourd'hui sur nous. La famine qui, nous le croyions de bonne foi, se trouvait reniée au magasin des horreurs, est à nos portes. Malgré les progrès dans l'agriculture et dans tous les autres domaines, qu'il s'agisse de santé, d'éducation, de culture, l'humanité se trouve à nouveau sur la corde raide et peut perdre l'équilibre d'un moment à l'autre. Heureusement, on a finalement pris conscience du danger et on peut espérer que tous les pays riches et pays moins riches, auront adopté les mesures qui éviteront la catastrophe, à l'occasion notamment de la conférence mondiale des Nations unies sur l'alimentation qui se tiendra à Rome en novembre prochain.

Comment a-t-on pu passer d'une longue période où l'économie des produits agricoles occidentaux connaît une situation de pénurie à une situation de prospérité ? Sur tout, pourquoi d'avait-on pas prévu la possibilité d'un renversement de la situation ? Depuis l'acte de l'humanité, on sait que l'agriculture dépend essentiellement de la météorologie et que celle-ci est capricieuse. En 1971 et 1972, les récoltes ont été mauvaises dans la plus grande partie du monde. Les superficies ensemencées avaient été réduites en Amérique du Nord pendant la période des vaches grasses, l'Union soviétique, prudente, a effectué d'énormes achats de grains. Pour toutes ces raisons, les réserves mondiales de blé, céréales

### Un risque immédiat dans les tiers-monde

ON ne peut pas douter que la situation actuelle aura les conséquences les plus graves dans les pays les plus pauvres. Si cela n'est pas le cas, c'est parce que leur population d'aujourd'hui est plus nombreuse et plus dense que celle du monde développé, mais surtout parce qu'ils sont les moins capables, étant donné la situation déjà difficile de leur balance des paiements, de payer plus cher leurs importations de produits alimentaires, de pétrole et d'énergie.

Certains d'entre eux tentent bien d'augmenter leur production vivrière, mais ils se heurtent à des difficultés climatiques, techniques, économiques et sociales. En outre le monde souffre d'une crise connue qui est la rareté, d'un prix élevé des engrais, surcoût considérable.

Dépendant, devant le risque immédiat de disette pour une grande partie de la population du tiers-monde, les pays plus riches devraient intervenir, ne serait-ce que pour éviter de trop grands bouleversements politiques. Ils devraient aider ces pays les moins favorisés pour financer le déficit de leur balance des paiements entraîné par le renchérissement de leurs importations de produits alimentaires, de combustibles et d'énergie, et pour soutenir le système de leur développement général. Ils devraient aussi leur fournir une aide alimentaire accrue. En ce qui concerne le problème des engrais, la F.A.O. a pris des mesures. J'ai convoqué notre conseil en session extraordinaire en juillet dernier, et il a adopté un programme international pour porter remède à la situation. Il a décidé la création d'un fonds commun d'engrais auquel des contributions en espèces ou en nature seraient offertes. Son rôle sera non pas de régler l'ensemble du problème des engrais dans les pays en voie de développement, mais de combler des déficits « en cas de problèmes temporaires à résoudre autrement ». Un système d'information sur la situation des engrais dans le monde sera mis sur pied, et la F.A.O. apportera son aide à la mobilisation des ressources mondiales nécessaires pour les livraisons d'urgence d'engrais.

Tout ce qui concerne le nombre d'hommes souffrant directement de la famine est sujet à caution. On pense, à la F.A.O., qu'environ quatre cents à cinq cents millions de personnes ne mangent pratiquement jamais à leur faim. Cette estimation très

approximative ne tient pas compte de tous ceux, encore plus nombreux, qui mangent mal, mais parfaitement en général à remplir leur ration, bien que ce soit d'une manière malsaine, presque toujours avec beaucoup trop d'hydrocarbures et peu ou pas de protéines. On estime, grosso modo, que la somme des sous-alimentés et des mal-nourris représente aujourd'hui la moitié de la population mondiale.

La terre elle-même, quand elle connaît à nouveau les vaches grasses, pour elle longtemps vivra avec une moitié de l'humanité affamée qui contemple l'autre trop bien et trop abondamment nourrie ? Evidemment non, à l'âge des grandes menaces d'inflation.

Il faut donc se réjouir qu'à l'initiative de grands hommes d'Etat une conférence mondiale étudie le mois prochain les moyens connus qui permettraient de sortir cette moitié malheureuse de l'humanité de la misère sans espoir, et de permettre à l'autre moitié de s'enrichir un avenir plus calme.

Un des points essentiels que les délégués auront à débattre le mois prochain est le projet de sécurité alimentaire mondiale dont la F.A.O. s'est fait l'avocat depuis longtemps. L'idée n'est pas neuve. En fait, la tout premier directeur général de la F.A.O., lord Boyd Orr, avait proposé cette question à l'Organisation en 1945. Elle a souvent été reprise sous une forme ou sous une autre, et nous espérons vivement que notre dernier projet,

que les instances de la F.A.O. ont approuvé, passera avec succès l'examen de la conférence mondiale de l'alimentation. Il est d'ailleurs soumis actuellement à l'étude des gouvernements membres des Nations unies.

Sans entrer dans les détails de l'entreprise, disons que les Etats développés ont à continuer des stocks nationaux de céréales. Les quantités à stocker seraient évaluées pour chaque pays, compte tenu des conditions différentes dans chacun d'eux et des situations particulières auxquelles ces réserves de vivres devraient porter remède. Une telle sécurité alimentaire est la condition de tous et l'accord pour une répartition équitable des charges qu'entraînerait la constitution de ces réserves.

Mais la formation de stocks est évidemment liée aux prix. Les gouvernements devront donc aussi se mettre d'accord sur cette question épineuse de la stabilisation des prix. Sans un tel accord, il serait très difficile de conduire des politiques de stocks viables, notamment lorsqu'il faudra distinguer entre les opérations purement commerciales, celles du renforcement de la sécurité ou de la stabilisation.

Bien entendu, il faudra aussi entendre pour éviter les « coups et adopter une politique d'aide alimentaire plus rationnelle, afin de faire face aux situations urgentes et protéger sur une base continue les groupes les plus vulnérables de la population.

### Un problème politique

MAIS les pays en voie de développement ne peuvent pas attendre leurs efforts sur l'accroissement de leur propre production vivrière afin de faire face à l'augmentation continue de leur population et de satisfaire l'ensemble des besoins qui créent leur développement économique et social pour libérer les plus pauvres de la faim et de la malnutrition. Ce sont les pays développés qui devront déployer les plus grands efforts, mais une aide extérieure grandement accrue leur sera nécessaire.

Et surtout, la conférence mondiale des Nations unies sur l'alimentation ne sera utile que dans la mesure où elle fera la preuve de la volonté politique des gouvernements de tous les gouvernements, de façon que les ressources indispensables au développement économique et social soient disponibles. Les peuples du monde, surtout les plus déshérités, seront particulièrement intéressés à cette conférence ne restant qu'une autre tribune à discours.

La F.A.O., comme les autres institutions des Nations unies, n'a d'autres pouvoirs que ceux que les Etats membres lui accordent. En fait,

outre les conseils concernant des projets spécifiques, les avertissements, les mises en garde en privé ou en public, constituent à peu près les limites de son action. Elle peut faire beaucoup plus pour éviter les crises alimentaires futures et les gouvernements lui en donnent la capacité.

### Lire pages 10 à 14

P. 10 — États-Unis-C.E.E. : La redistribution des terres (Gérard Garnier).  
P. 11 — Les contradictions de la « révolution verte » en Inde, par Mohan Han.

P. 12 — La victoire du peuple chinois sur la sécheresse (Neville Maxwell).

P. 13-14 — Le transfert de la technologie instrument de développement (Erich H. Jambory).  
Le commerce des produits pétroliers : les inégalités structurelles de l'économie mondiale de la haute (Frederic P. Galt).

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE  
(Président-Fondateur : Gaston BOUTHOU)

**Un numéro exceptionnel**  
**Etudes Polémologiques n° 14 - Octobre 1974**

Au sommaire :

- Les grandes pères historiques, par Eric MORAISE ;
- Guerre et économie, par Christian SCHMIDT ;
- avec
- Alexis PHILONENKO : Guerre et langage ;
- J.-Lucien RADEL : « Modèles » de conflits américains et « Modèles » français ;
- René CARRERE : Fashion et devoirs de la polémiologie.

Le numéro : France : 10 F ; étranger : 11 F  
Abonnement : 4 numéros (1 an) : France : 38 F ; étranger : 41 F  
Souscription de soutien : 50 F  
Adresse : Institut Français de Polemologie, 7 rue du Commerce, 75013 PARIS  
(Téléphone : 877-44-47) C.C.P. 3102-01 LA SOUSCRIPTION

A paraître FIN 1974  
GASTON BOUTHOU  
LA PAIX  
(Collection « Qua nio-7 » - Editions des Presses universitaires de France)

### Priorité aux impératifs de la production agricole occidentale

La publication, par le ministère américain de l'Agriculture, des estimations de récolte de céréales aux Etats-Unis a déclenché une certaine nervosité à la Bourse de Chicago. La réaction en hausse de la production est directement à l'origine de cette panique, provoquée aussi bien par la prévision des exportations qui ont signé des contrats à tour de bras pour se mettre à l'abri d'éventuelles restrictions d'exportation que par le voyage impromptu à Washington de M. Pierre Lardinois, commissaire européen chargé des questions agricoles, pour y rencontrer M. Earl Butz, ministre américain de l'Agriculture. Au centre de cet entretien : les problèmes posés par la mauvaise récolte de blé, de maïs et de soja aux Etats-Unis, à la suite de la sécheresse persistante de ces derniers mois.

Dès la publication des résultats, le responsable européen des questions agricoles, on a fait, voulu obtenir l'assurance de Washington qu'aucun embargo sur les livraisons de soja et de maïs ne serait décidé à l'encontre de la Communauté. En 1973, les Etats-Unis avaient en effet bloqué pendant plusieurs mois leurs exportations de soja à destination de l'Europe, entraînant une crise sans précédent et une forte spéculation internationale sur les tourteaux destinés à l'alimentation animale. La démarche

de M. Lardinois, sur ce point, permet d'éviter que le gouvernement américain ne prenne à nouveau des mesures aussi draconiennes, mais elle n'a pas abouti, néanmoins, à ce qu'à terme, les Etats-Unis fournissent le maïs qui manque à l'Europe pour compléter son approvisionnement : nouvelles nouvelles pour les éleveurs qui utilisent le deuxième du maïs produit dans la Communauté pour nourrir leurs animaux.

Les clients traditionnels des Etats-Unis, la Chine et l'U.R.S.S., risquent également de faire les frais de cette relative pénurie. C'est ainsi que le député démocrate John Chiver, a même demandé à la Chambre des représentants que le gouvernement américain oppose un veto à l'U.R.S.S. en cas où celle-ci envisagerait de procéder à d'importantes achats aux Etats-Unis. Des rumeurs selon lesquelles l'Union soviétique aurait l'intention d'importer des pays occidentaux d'importantes quantités de blé circulent en effet sur les marchés internationaux. Elles sont en partie fondées : la récolte soviétique de blé, qui en 1973 s'élevait à 110 millions de tonnes (sur un total de 222 millions de tonnes de céréales), ne dépasserait pas cette année 95 millions de tonnes (sur un total de 209). L'Union soviétique serait donc obligée de compléter ses disponibilités par des importations substantielles.

### Les précautions des Neuf

La Communauté, de son côté, sans attendre l'annonce d'une réduction des exportations américaines (qui serait de l'ordre de 30 %), avait pris dès le début du mois d'août un certain nombre de précautions. L'augmentation des prélèvements — autrement dit des taxes perçues lors de l'exportation hors de la C.E.E. — a pu contribuer notamment à maintenir l'équilibre du marché. On lui fait aux exportations à destination de la Communauté. Cette mesure, prise beaucoup plus pour éviter que les exportateurs ne cèdent à la tentation de vendre à bas prix, que pour protéger la production européenne, s'est révélée efficace : le maïs américain n'a pas dépassé 100 millions de tonnes, sensiblement au même niveau que l'an dernier, avec une légère avance pour le blé (45 millions contre 41) et un net recul pour le maïs (37 millions contre 41). Ce n'est pas la production totale communautaire, est gravement compromise par la sécheresse qui a sévi dans les régions frontalières productrices.

Dans l'hypothèse où les prévisions optimistes de la récolte de blé dans la C.E.E. se maintiendraient, cette situation ne serait pas dramatique pour l'élevage. On peut imaginer que les experts de la Commission de Bruxelles prendront ensuite des mesures pour favoriser l'utilisation de ce blé excédentaire dans l'alimentation humaine.

Le simple rétablissement de la prime de désaturation supprimée en juillet dernier suffirait à favoriser cette substitution. La possibilité d'un accroissement des besoins en blé pour l'élevage, en raison même de l'insuffisance des récoltes de céréales fourragères et de soja aux Etats-Unis, n'est donc pas à exclure. Mais on peut aussi prévoir une

éventuelle réduction de ces besoins, en raison de la crise actuelle de l'élevage qui amène les producteurs à se débarrasser précipitamment de leur cheptel.

Pourtant, dans ce secteur également, les autorités de Bruxelles ont tenu fait pour rétablir l'équilibre du marché. Sans résultat, semble-t-il. Le blocage des frontières de la C.E.E. aux importations en provenance des pays tiers n'a pas permis, contrairement à toute attente, d'asseoir le marché de la viande bovine. La situation est telle que les organismes d'intervention se trouvent toujours dans l'obligation de racheter une partie des viandes qui leur sont offertes, en raison de l'insuffisance des installations de congelation. Il est vrai que le problème de la capacité de stockage des entrepôts frigorifiques ne s'était pas posé jusqu'à présent. Traditionnellement, d'ailleurs, la Communauté était obligée d'importer d'Argentine ou d'Uruguay la viande qui lui manquait. Or on estime maintenant que le déficit européen sera seulement de 25 000 tonnes à la fin de 1974 (alors que les importations se sont déjà élevées à 254 000 tonnes pour le seul premier semestre). En effet le cheptel communautaire s'est accru au cours de l'année 1973 de 5 millions de têtes, soit d'environ 7 % (en passant de 74 à 79 millions de têtes), évolution nettement inférieure à une augmentation imputable à une augmentation importante en Irlande et au Royaume-Uni. Idem et effe à tel un peu tardive, la décision prise par Bruxelles de fermer les frontières aux importations en provenance des pays tiers sera ponctuelle d'éviter un massacre sans précédent.

Les organisations de l'élevage n'ont-elles pas demandé la réduction des appareils frigorifiques et de l'armée pour peiller les carcasses de l'infrastructure existante ? La distribution de viande à prix réduits aux économi-

## Etats-Unis - C.E.E. : la redistribution des cartes

Par GERARD GARREAU

quantum faibles, conduits en toute hâte, n'ont eu quant à elle aucune incidence sur le dégellement des stocks. Il est fait entreprendre une action plus énergique dans le cadre du plan d'aide alimentaire mondial pour qu'une telle politique puisse avoir une réelle efficacité.

Couverture des frontières pour les céréales, en particulier le maïs dont la Communauté risque de manquer ; fermeture pour la viande de bœuf, dont elle dispose, telle est pour l'instant la politique suivie par Bruxelles. Seule l'organisation du marché du sucre laisse encore les experts européens perplexes. Certes, la Commission a préparé en rapport qui conduit à la nécessité de garantir un débouché européen au sucre de canne en provenance des pays du tiers-monde, mais il est évident mainte-

Ce texte ne serait-il rédigé, comme le prétendent les bétailiers européens, que pour assurer la maintien en Europe d'une activité très discutée : le raffinage des sucres rous du Commonwealth britannique ? Ne conviendrait-il pas mieux dans ce cas d'équiper les sucres du Commonwealth pour qu'ils puissent produire du sucre blanc consommable en l'Etat ? Quel qu'il en soit, la mise en place de la politique préconisée par la Commission aboutirait inévitablement à une remise en cause de la préférence communautaire. Une telle politique risquerait en outre d'apporter de l'ordre au moulin de Washington, qui n'a jamais caché son hostilité à l'égard des politiques de la politique agricole commune. Les Etats-Unis ont cherché par les moyens à obtenir, au cours des discussions du « Nixon round », la libéralisation des échanges mondiaux et notamment la suppression des restrictions aux exportations communautaires

fondées, et les circonstances démontrent que les pays occidentaux doivent tout mettre en œuvre, en contrepartie, pour augmenter leur production agricole. Dans quelle mesure pourrions-nous cet effort ? On a peut-être un peu sous-estimé jusqu'à présent les repercussions de la hausse des produits agricoles dans l'agriculture qui a entraîné une élévation considérable des coûts de production. Les produits pétroliers, qui représentent à eux seuls environ 70 % des consommations intermédiaires de l'agriculture (contre 20 % pour l'électricité et 10 % pour le gaz), ont joué un rôle prédominant dans cette augmentation de l'énergie évaluée à 50 % dans l'ensemble de la Communauté (à plus sensible au Royaume-Uni, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas). Même si la crise de l'énergie n'a pas entraîné une pénurie dans l'approvisionnement d'énergie agricole et photovoltaïque, la crise a augmenté fortement (de 50



Plus de 200 millions d'hommes ne mangent jamais à leur faim.

ment, à la lumière des événements récents, que ce document sera quelque peu édulcoré lorsqu'il arrivera sur le table du conseil des ministres de l'Agriculture des Neuf. Les bétailiers européens et leur chef de file, M. Henri Cayre, soutiennent en particulier que, dans cette affaire, les pays en voie de développement constituent l'initiateur derrière laquelle évoluent les divisions du rattachement britannique et de la Bourse de Londres.

M. Henri Cayre y voit aussi le marque de la compromission de certaines autorités communautaires avec la firme de raffinage Tate and Lyle, « grand bénéficiaire de l'opération », qui, sous le prétexte faiblement généralisé de venir en aide aux pays du tiers-monde, permettrait en fait un développement sans aucune entrave de la production de pays tels que l'Australie et l'Afrique du Sud, qui ne comptent qu'un faible nombre de planteurs. En fait, le danger principal de cette position réside surtout dans la volonté de leurs auteurs de faire échouer la C.E.E. à l'Accord international sur le sucre à titre d'importateur, lui retirant ainsi toute perspective de développement de sa production sucrière, alors que les efforts réunis de tous les pays producteurs de sucre ne seront pas de trop pour tenter de faire échouer à la situation de pénurie qui se manifeste au niveau des besoins mondiaux.

qui permettent aux produits agricoles de la Communauté de concurrencer les produits américains dans les pays jusqu'ici traditionnellement réservés aux Etats-Unis.

Qu'il du revirement de la situation, les exigences américaines sont moins brutes. De la même façon, devant la pénurie relative des produits agricoles, l'idée d'associer les producteurs européens au financement de sources de matières pour limiter les dépenses du Trésor communautaire est momentanément abandonnée. Il est évident que cette révision fondamentale de la politique agricole des pays occidentaux va entraîner une redistribution des cartes au niveau des échanges mondiaux. On voit mal, en particulier, de quelle manière les pays qui produisent tout juste équilibre de ce qui couvre leur consommation pourront tenir leurs engagements au titre du programme d'aide alimentaire. Le budget de l'aide alimentaire vient d'être fixé à 1 million de dollars aux Etats-Unis, — il était de 500 000 dollars durant l'exercice précédent — mais d'ores et déjà on prévoit que cette augmentation sera engloutie par l'inflation et ne permettra pas d'acheter des quantités plus importantes, alors que les besoins, en raison des conditions climatiques catastrophiques en Afrique notamment, se sont accrues dans des proportions considérables.

à 40 % pour les azotés et de 45 % pour les phosphatés.

Certes la crise de l'énergie n'explique pas seule les augmentations de prix constatées pour les engrais, étant donné que ces hausses s'inscrivent dans le mouvement général d'augmentation des prix des matières premières. Toutefois, compte tenu de l'importance relative des coûts des produits énergétiques dans les coûts de production, l'incidence est néanmoins sensible sur les secteurs. La nourriture revient de plus en plus cher à produire et il est vraisemblable que, plutôt que de dépenser beaucoup d'argent en engrais pour des gains de productivité marginaux qui ne compensent pas leurs investissements, les agriculteurs feront tout simplement l'économie de ces consommations intermédiaires et chalonner délibérément d'orienter vers une production plus extensive. Cette hypothèse extrême n'est pas à exclure si, à l'occasion de la prochaine révision des prix agricoles, les agriculteurs européens n'obtiennent pas la prime en compte intégral de leurs charges de production. A l'heure où il convient d'encourager une forte expansion de la production agricole en Europe, il serait souhaitable que Bruxelles consente à faire un effort particulier dans ce domaine. Dans l'attente d'une décision, les pays de la Communauté prennent des mesures nationales pour soutenir leurs agriculteurs. Ces mesures, qui vont parfois à l'encontre de la plus élémentaire orthodoxie européenne, ne sont qu'un pis-aller. Faute de mieux, l'Europe s'accommode, alors que la nécessité d'une politique globale se fait de plus en plus sentir.

### Un fonds financé par les pays producteurs de pétrole

NUL doute que ce problème délicat sera examiné à la conférence mondiale de l'alimentation à Rome en novembre. Pour coordonner l'action internationale en matière de production agricole et d'aide alimentaire, la création d'une agence mondiale de l'alimentation serait envisagée dans le cadre de cette conférence. Cette agence gèrerait un fonds de développement agricole dont le financement incomberait pour moitié aux pays producteurs et pour moitié aux pays industrialisés, qui contribuent d'ores et déjà au financement de projets de développement agricole dans les pays sous-développés.

Reste à savoir comment l'action de ce fonds serait organisée par rapport aux autres organismes mondiaux spécialisés dans l'aide aux pays sous-développés. Cette question fait l'objet de discussions entre M. Marek, secrétaire général de la conférence mondiale de l'alimentation, et le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger.

La future agence mondiale de l'alimentation comprendrait, en outre, un comité d'information qui tiendrait notamment une statistique des stocks de matières premières agricoles, et un comité d'aide alimentaire dont le but serait d'établir la place aux côtés des organismes internationaux existants.

Plusieurs autres propositions vont être soumises à la conférence de Rome : le Bangladesh a suggéré la création d'un « Conseil de sécurité alimentaire » ; le Mexique propose d'instituer une banque spéciale dans le financement de projets agricoles. Une chose est sûre : l'obsolescence des accords n'est pas

## automobiles PEUGEOT



# SODEX

Distributeur officiel pour la vente :

aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales

ainsi qu'aux clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

Tél. 265.21.50 - Télex Peuloja 28.426

26, RUE CAMBACÈRES

B. P. 97-08

75362 PARIS CEDEX 08

### F.A.O. Dépositaire : EDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS. - Tél. : 033-05-97

	F	P
• Annuaire du commerce (1972) .....	60,00	
• Annuaire de la production (1972) .....	85,00	
• La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (1973) .....	67,50	
• Atlas des ressources biologiques des mers .....	60,00	
• Guide pour la planification des entreprises de pêches et de pisciculture .....	62,50	
• Teneur des aliments en acides aminés .....	60,00	
• Rapport et perspectives sur les produits .....		32,50
• Nations d'économie générale et d'économie rurale .....		25,00
• Annuaire statistique des pêches (1972). Capture et quantités débarquées. Produits des pêches .....		35,00
• Projections relatives aux produits agricoles (1970-1980) : Vol. I : Perspectives générales ...		25,00
Vol. II : Méthodologie générale ...		25,00

CATALOGUE SUR DEMANDE

مكتبة الشامل











Généralement, ces pays sont affligés de systèmes économiques en état de décadence, de pathologies et de structures égraires défectueuses. A l'exception peut-être des pays producteurs de pétrole, leur capacité de marchandage est trop faible pour qu'ils puissent opposer une résistance économique ou politique aux pressions des sociétés transnationales.

## BIBLIOGRAPHIE

- loppé par l'intégration verticale du processus de production agricole. Elles commencent par combiner le producteur alimentaire avec le traitement des produits de l'agriculture, pour finir généralement par contrôler le commerce de détail, par des chaînes de magasins, ainsi que le tourisme, par des hôtels et des restaurants.
- A la différence des grandes entreprises

coloniaux du passé les sociétés transnationales ont le droit de modifier les lois nationales qui ne leur protègent pas la propriété. Le fondement réel de leur puissance n'est pas la propriété de la terre ou des éléments du minéral, ni leur extraterritorialité, mais leur capacité à utiliser les technologies nouvelles, technologiquement difficile à acquérir selon les procédures normales d'exportation et de nationalisation. Cette puissance est renforcée par le contrôle qu'elles exercent sur les marchés mondiaux, par leur accès au monde par l'intermédiaire d'un système d'industries du transport, de chaînes de magasins, d'entrepôts et aussi, généralement, de moyens de transport, complètement par leur contrôle des communications. Les autres sociétés transnationales. J'ai pu constater que dans une filière des carbides les sociétés transnationales obtiennent de se faire concurrence dans le monde, mais qu'elles ne peuvent pas se faire concurrence arbitrairement la prix, grâce à son monopole de marché.

Les pays sous-développés ne peuvent participer à la « propriété » du processus technologique qu'en s'attachant de façon permanente à livrer part à l'emploi ou à l'éducation de leur main-d'œuvre. Ils ne peuvent, en outre, éviter de participer à la manipulation du processus technologique par lequel on contrôle la production et l'économie dans leur ensemble, ce que la technologie n'estime pas neutre. Les relations entre les différents groupes sociaux et politiques d'un pays. La technologie commerciale aggrave les inégalités en faveur de ceux qui ont le pouvoir politique, économique et l'influence politique. Elles créent ainsi une alliance avec les élites. C'est particulièrement évident pour la technologie agricole, qui permet de transformer progressivement l'agriculture en une industrie dans laquelle les capitaux massifs, qui utilisent plus de travailleurs par hectare, moins par hectare, moins de grains productifs, réduisant ainsi la dépendance de l'élite à l'égard de la

Les nouvelles relations entre le travail et le capital ne peuvent manquer de modifier profondément la structure sociale, la vie économique, la vie politique et la vie culturelle du pays. La puissance accrue du capital favorise les groupes privilégiés qui ont accès à la coopération avec les sociétés transnationales et leurs associations bancaires dans le pays et à l'étranger. Ils deviennent des fermiers capitalistes qui utilisent des machines et des méthodes

La propriété de la terre perd sa signification économique si l'investissement des capitaux ne permet pas de moderniser l'agriculture. Or, ce sont les sociétés transnationales — qui n'ont aucun intérêt à posséder la terre — qui sont, en fait, à la recherche d'un moyen simple de faire trainer à l'arrière de la production agricole la surplu de contrats conclus avec les propriétaires terriens locaux. L'association type de relations patrilinéaires entre le propriétaire terrien et le financier, qui a été le modèle dominant jusqu'à présent, en train de disparaître car le prix de la bonne terre augmente : les financiers, à cause de la modernité de leurs moyens financiers, ne peuvent plus gérer efficacement les terres qu'ils possèdent et sont graduellement remplacés par des machines modernes et des travailleurs saisonniers. Cette évolution dans la

production agricole s'accompagne du changement des correspondants au niveau de la gestion et du travail, ce qui entraîne naturellement des effets décisifs sur l'ensemble de la vie économique sociale et politique.

Dans de vastes régions du tiers-monde les sociétés transnationales sont en train de modifier les schémas de l'utilisation des terres en faveur de la production de récoltes destinées à l'indus-

trie et de produits alimentaires de tous les pays riches, au détriment de la production alimentaire destinée à la consommation intérieure. C'est ce qui se passe en Afrique, dans la vallée d'Aouati en Ethiopie, où le cultivateur du coton et du café se développe au détriment des pâturages nomades, et dans la région du Sahel en Afrique, où les éleveurs de bétail sont chassés d'un des milliers d'hectares aux cultures maraîchères, à la production du coton et à l'élevage du bétail alors que la production de céréales décline. La réduction simultanée des sources d'approvisionnement alimentaire, la monopolisation des rares ressources en eau, affectées à la culture intensive du type capitaliste, multiplient les effets de la sécheresse. Dans bien des pays, les populations sont menacées par les sociétés transnationales dans l'agriculture ne sont pas en phase avec les menaces de famines imminentes.

La sorte de cette main-d'œuvre agricole est encore aggravée par le transfert d'une grande part des potentialités d'emploi dans l'agriculture dans les industries du monde occidental qui produisent le

engrais, les produits chimiques, les tracteurs et autres machines. En d'autres termes, les curviers des pays industrialisés produisent l'équipement qui leur permet de réduire substantiellement la main-d'œuvre agricole dans les pays du tiers monde. L'aléation de l'agriculture - ou l'étrite rurale n'est pas éparquée - trouve son parallèle dans la substitution de l'étranger aux systèmes de production. Ainsi, la direction de l'agriculture du tiers-monde se déplace vers les pays industrialisés, où les sociétés transnationales encouragent et financent la recherche en matière de technologie avancée, leurs bénéfices exclusifs.

Præst en Attende grand-chose d'inter-  
vention des Nations unies en faveur  
des pays en développement. Les  
sociétés transnationales ont fait leur  
entrée à l'F.A.O. et dans les autres  
organisations internationales. Elles ont  
des projets à l'F.A.O. et fait largement  
avec le concours et l'aide du Comité  
international pour l'Élimination de la  
vingtième sociétés transnationales sont  
représentées, et dont les activités  
sont financées par les Nations Unies  
pour le développement  
(PNUD) par le canal des accords  
de coopération technique. La Banque  
mondiale agit en tant que coo-  
donneur pour le compte des sociétés  
transnationales et leur aide à  
encourager leurs activités. La politique  
actuelle de l'F.A.O. est presque exclu-  
sivement de promouvoir la coopération  
de l'agriculture et sur l'augmentation de  
la production agricole, tandis que la  
politique traditionnelle de l'F.A.O. est  
le bien-être de la paysannerie n'y recou-  
vre que peu d'attention. On peut  
conclure que l'F.A.O. est devenue  
l'agriculture du tiers-monde vs de  
l'élimination de l'F.A.O. qui s'éloigne  
de ses buts : l'élimination du  
bien-être des paysans.

## La nouvelle conquête des pays industrialisés

**L'INTEGRATION** à grande échelle des nouvelles technologies agricoles, des injections de plus en plus fortes de capital étranger dans les agricultures locales, ont amorcé le déclin des systèmes agricoles tódxoux ou semi-tódxoux avec le disparition progressive de la culture et des petites ou moyennes unités de production. Les propriétaires terriens détiennent de plus en plus de terres, et le relation traditionnelle patron-client, qui était un facteur d'intégration dans la société féodale, est presque arrivée au stade de sa liquidation. Même les programmes du réforme les plus modestes ne reçoivent de la part des gouvernements qu'un soutien très limité. Les vastes régions de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, les communautés paysannes sont définitivement perdantes. L'exode s'accroît en direction des villes-dortoir à la périphérie des grandes

Dans les campagnes, la composition de la force de travail n'a guère varié. Le salariat s'est accru, mais la main-d'œuvre permanente, dans les fermes hautement mécanisées, sera désormais composée en grande partie de techniciens employés dans les bureaux et les ateliers de réparation, de tractoristes et autres travailleurs qualifiés. De plus, en plus souvent, les agriculteurs eux-mêmes font appel aux travailleurs locaux pour remplir les tâches saisonnières, mais à des migrants, venant de régions pauvres et étioquées. Les tensions et les autres petits propriétaires cultivateurs, qui autrefois fournissaient la grande masse de la main-d'œuvre, sont maintenant « déplaçés » socialement et même, d'une façon croissante, géographiquement. Mais ceux qui abandonnent le terre sont rarement intégrés dans l'économie et la société des régions

ERICH H. JACOBY

**CAMBODGE** A la veille d'un débat aux Nations unies

## La dégradation croissante du régime Lon Nol

Por NAYAN R. CHANDA

**A** MESURE qu'avancent les travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, le poula du régime de Phnom-Penh bat plus vite. La ville est quasiment habituée à recevoir dans sa périphérie sa ration quotidienne de roquettes ; on ne fait guère attention de l'aggravement des combats à quelques kilomètres, mais les conséquences éventuelles d'une réunion qui doit se tenir à des dizaines de milliers de kilomètres des espoirs, selon les cas, inquiétudes ou

notamment par le Chine, l'Albanie et l'Algérie, afin que les Nations unies débattent de la question de la restauration des droits légitimes du GRUNC (« gouvernement royal d'union nationale du Cambodge »), fut rejetée à deux voix seulement de majorité. Depuis lors, de nombreux pays ont reconnu le GRUNC — ce qui porte le total à soixante-deux — et les changements intervenus sur la scène politique mondiale ont accru l'isolement du régime du maréchal Nol.

Phonon-Prem, les diplomates des pays socialistes et communistes ont pressé tous leurs arguments sur la table. Ils ont insisté sur le rôle de la République démocratique allemande à l'ONU; pourtant, les autorités allemandes étendant la confiance, si moins que l'Allemagne en public. Ce qui compte, disent-elles, c'est que la République démocratique allemande ait pu obtenir la participation de son peuple à une compétition internationale. Elles ont insisté sur le rôle de la République démocratique allemande dans la lutte contre le fascisme et le nazisme, sur le rôle de la République démocratique allemande dans la lutte contre le fascisme et le nazisme, sur le rôle de la République démocratique allemande dans la lutte contre le fascisme et le nazisme.

dur le champ du désastre.

À court terme, toutefois, les sinistres ne sont pas considérables. Une victoire du GRUNC n'aurait ni l'énorme influence qu'a eue le parti au pouvoir pendant des siècles de la République (qui a permis au GRUNC de se servir de l'ONG et le gouvernement américain de Washington sans que d'est au Cameroun le budget soit le résultat d'un accord avec le FMI), ni le poids des institutions qui ne peut qu'entraîner le pays à retarder l'économie.

Qu'advient-il si l'ONG décide que le rôle de la GRUNC est le seul gouvernement légitime du Cameroun ? Un responsable ambigüement énoncé nous répond : « En bien ! vous enverriez les forces armées d'élite capitale rebelle ! »

En d'autres termes : les changements de régime au Cameroun ne sont que ceux qui résultent du résultat du vote, et ce n'est certainement pas les États-Unis continuer, au moins jusqu'à l'éventuelle élection, à injecter au Cameroun des milliards de dollars.

bodge du Lon Nol les deux masses d'aide économique et militaire indisciplinées à sa survie. En dehors du camouflage psychologique infligé au régime de Phnom Penh et du renforcement de son isolement international, il se pourrait bien qu'il ait pas d'autres changements politiques ou militaires majeurs. Ceux-ci ne pourraient provenir que d'une offensive déloyale des miquetards contre la capitale ou de la décision des Etats-Unis d'abandonner le régime à son sort.

Un peu inquiète du vote des Nations Unies, les responsables américains ont décidé d'envoyer à Genève un diplomate d'un optimisme prudent quant à la situation militaire et politique générale : sous arrivés à Phnom-Penh, Juste evoit fin des bombardements américains, remarquer un diplomate, alors que prouve étrangement s'apprêtait à envoyer des milliers de soldats américains pour défendre la chute de la ville. En bref, s'il commencent par commander huit cartes d'invitation. Je n'ai été pas si pessimiste à l'époque, pourquoi le serais-je aujourd'hui ? Un optimisme négatif cette sorte s'appuie sur le fait que, si les Américains ne cessent pas de réaliser (Phnom-Penh) servira au reste de la couverture aérienne américaine, ou la conviction qu'avec le maintien l'aide étrangère à son niveau actuel régime du Roi Nol peut tenir assez longtemps.

[illegible]

chez les gouvernements — dont les navires tirent parti — ne cessent de préoccuper l'ambassade américaine.

Les cas de ventes d'armes sont si abondants. Pour ne mentionner que les plus récents, notons que, au début de l'été dernier, cinquante chargés d'obus disparu d'un convoi militaire; leur gâsion devait émettre sur le large quelques tonnes plus tard. En août, un porteur de Phnom-Penh d'un convoi de barges transportant munitions et carburant les entres furent mystérieusement tués. Les barges furent abandonnées le long du Mékong. Les gouvernements ne purent en récupérer que huit-vois de carburant fourni par les États-Unis.

Importants que l'embassade américaine exige du gouvernement de Phnom-Penh rembourse 500 000 dollars de son matériel.

Les chérpangs n'en continuent moins.

L'EXPANSION de la corruption est directement liée à l'aggravation de la situation économique, désastreuse quasiment catastrophique. J'adu un des premiers d'Asie exportateurs de riz (en 1989-90 ses exportations ont dépassé les 16,2 millions de dollars), le Cambodge a survécu aux famines de riz amé- rican. La plupart des riziculteurs sont sous contrôle des forces révolutionnaires raison de l'insécurité des voies de trans- port, une petite partie seulement du récolté dans la province de Battam (en partie contrôlée par les gouver- nementaux) peut être acheminée à Phn Penh. D'autres denrées ne parviennent dans le capita qu'en très faibles quan- tités : les pénuries incitent au stoc- kage, la marché noir prospère et les monies en flèche.

Le renforcement continu de la base productive du pays, la baisse totale du pays) a diminué d'autant la source de revenus du régime, tandis que l'économie de guerre et la consommation de certains privilèges ont entraîné une dégradation des relations sociales. Celle-ci s'élevait à 214 millions de dollars en 1973 — soit plus du double leur niveau lors du coup d'Etat militaire de 1966. Mais, à l'heure où l'on n'a pas possible que grâce à l'assistance américaine. Depuis le début de l'ère fasciste, les Etats-Unis ont versé 161,9 millions de dollars au titre de l'opération Contre-Poison, 10 millions de dollars au titre de la P-14 (vente à l'étranger d'excédents agricoles américains).

En 1974, les deux masses d'aidés étaient, le déficit budgétaire croissant et désormais des proportions alarmantes. Les dépenses prévues pour 1974 sont de 71 milliards de rials, alors que les revenus du régime ne s'élèveront qu'à 22,8 milliards de rials. Et bien que le

da contrepartie américain afin de combler la différence, le gouvernement Phnom-Penh doit battre du plus au moins 100 millions de dollars en 1974, le gouvernement a imprimé 14 milliards de riels en papier non illégal, le 9 septembre, à une dévaluation, alignant le taux officiel du riel sur celui du dollar à 400 à 1200 riel pour un dollar. L'inflation a en effet atteint du République khmère les proportions de 1000 à 1200 % par an, le gouvernement envisage la libération. Entre 1972 et janvier 1974, les prix ont augmenté de 472 %, tandis que les salaires ont baissé de 25 %, les dépenses publiques ont augmenté de 100 %, les charges, l'endettement du coût de la vie travailleurs (base 100 en 1949) est de 348 en mars 1970 à 5 138 en 1974, tandis que celui de l'étranger augmenté de 100 %, le coût de la vie bol de ce tissu (coupe de vermicelle) pour le menu peuple, tient souvent de la rapine, coût 18 riel il y a 10 ans, aujourd'hui 1800 riel, le salaire moyen — pour qui il n'y avait un emploi — était de 500

avait le mi-septembre, 95 vient d'être  
révisé. Les importations de riz ont subi  
passant l'inflation. Et'il n'y a pas de  
au Cambodge, la sous-alimentation et les  
revues et les malades se multiplient.  
Le riz est la base de la nourriture de  
membres de la commission des  
étrangers de la Chambre des rep-  
sant à Washington souligne que  
l'insécurité alimentaire au Cambodge  
dépend entièrement de l'assistance  
étrangère et économique des Etats-Unis.  
Le riz est le seul produit agricole  
qui peut être retiré, le riz est le  
secteur tombent.  
khmers pourraient bien l'importer et  
l'abandonner ». Constaté aggravé par le  
système de distribution du riz, le riz  
de survie à long terme du régime, et  
à l'aide étrangers se maintient. Le  
port présente clairement l'alternance  
de la riziculture. Le riz est le produit  
le plus important de l'économie du  
le riz, il n'y a pas de garantie  
sera utilisé efficacement et sans  
de la riziculture. Le riz est le produit  
rutillement que la riziculture  
finir par l'importer ou même  
à survivre. D'un autre côté, le riz  
est le produit le plus important de  
le présent gouvernement et pour-  
doire à une victoire rapide des

WASHINGTON craint qu'une vague de « Khmers rouges » ne reprenne une « pression supplémentaire » sur le Vietnam du Sud et pose un « problème de sécurité » à Thaïlande voisine. En fait, à la suite d'une intensification attaquée des maquisards dans la province de Battambang, la Thaïlande a renoué ses effectifs militaires à la frontière (Cambodge). Puisque les Etats-Unis peuvent espérer vaincre le FUNK national du Kampuchea, il ne pèche la détérioration de la situation indochinoise, la seule solution de recours paraît être un gouvernement

coalition « de type laotien », où pourrait contrecarrer les initiatives des « Khmers rouges ».

[illegible]

Les principaux dirigeants du régime des  
d'extrême gauche. Comme le dit l'Un-  
les Etats-Unis, le régime de Cuba  
Elarte-Unia à modifier leur attitude  
vriellent encourager « l'autre côté » à  
toute négociation et à conduisant à  
benéficiant de la victoire. Les ma-  
n'ont pas à protéger les intérêts  
des votes de communication vici-  
Outre la soutien que leur appor-  
Cubains, la peuvent explorer « l'au-  
« l'autre côté » par la voie de la  
perte au moins du carburant, des  
tions et des médicaments dont ont  
besoin. « Je ne vois pas, dit-il, un  
qui pourrait faire le FLN/RK négocier  
aujourd'hui et qui ne soit pas sous  
sous d'intenses bombardements  
en, il suit que le temps joue en sa  
il peut attendre que les Américains  
s'efforcent de faire passer le message  
viennent, tout en essayant de se  
ordonnés ombrilleux de Pinon-Pan  
dents de temps en temps des re-

2019-2020

roite  
adi-

du  
 ind-  
 John  
 leur  
 lap-  
 du  
 ind-  
 d'Al-  
 ma-  
 tère  
 d'Al-  
 tant  
 es  
 que  
 long  
 qui-  
 à  
 tils  
 assé  
 cor-  
 vira  
 alla  
 valu  
 On  
 me  
 pour  
 rou-  
 vers  
 la  
 va-  
 ment  
 ont  
 l'ère  
 la  
 et  
 indi-  
 hat  
 tout  
 de  
 les  
 rou-  
 pas  
 las  
 sin-  
 vec

\_\_\_\_\_



**ÉCONOMIE****Des succès appréciables**

(Suite de la page 15)

Les sociétés ont implanté essentiellement des usines de fabrication, mais peu de bureaux ou de centres de recherches. Les sièges sociaux sont restés ailleurs, en Allemagne ou à l'étranger. Sur les sept mille employés de l'Industrie de la Sarre, huit cents appartiennent au secteur tertiaire. A Cologne, où se trouve le siège de

**Une population déclinante**

DANS l'ensemble, d'ailleurs, le rythme des installations industrielles a sensiblement baissé au cours des deux dernières années. La chambre du travail de Sarre craint qu'il ne manque soixante-cinq mille emplois en 1985 et si la politique structurelle demeure toujours aussi modeste. Sans partager totalement ces inquiétudes, le gouvernement explique le ralentissement des implantations : la Sarre était autrefois bien placée pour les entreprises allemandes ou étrangères, mais les étrangers n'ont plus beaucoup d'intérêt à investir en R.F.A. ; quant aux sociétés allemandes, elles recherchent les coûts de production plus avantageux, notamment des salaires plus bas, et les étrangers ont plus de mal à s'implanter dans le territoire. En outre, les lois sur la protection de l'environnement sont plus sévères en Allemagne de l'Ouest qu'en France par exemple, et une attitude parfois hostile à l'industrie, de la part des citoyens, a réduit la liberté de manoeuvre des collectivités locales. Enfin, la « programme de stabilisation » du gouvernement de Bonn, en réduisant les crédits et en freinant les investissements, n'a pas contribué à améliorer la situation de la Sarre. Le ministre de l'Économie n'exclut pas « le danger que les succès obtenus dans le passé par la politique structurelle régionale soient remis en cause par la politique conjoncturelle du gouvernement de Bonn ».

Forêt-Allemagne, sur vingt-six mille employés, plus de six mille sont des tertiaires. Le gouvernement de Sarrebruck essaie bien d'attirer des entreprises offrant des postes pour ouvriers spécialisés, ainsi que des instituts de recherche publics ou privés, mais jusqu'à maintenant ses efforts n'ont pas connu de grands succès.

« Notre second numéro 1, nous a déclaré M. Sinnwell, c'est le secteur minier. » Selon le plan énergétique fédéral adopté en septembre 1973, la production sarroise de charbon, qui est actuellement légèrement supérieure à 9 millions de tonnes, serait de huit millions en 1980, mais, en raison de la crise de l'énergie, cette hypothèse devrait être révisée en baisse. Les mines sarroises, qui appartiennent pour 78 % à l'État fédéral et pour 24 % au Land de Sarre, développent d'autre part la recherche pour la production de gaz à partir du charbon ou éventuellement l'emploi d'un procédé faisant appel à l'énergie nucléaire. Une coopération dans ce domaine avec les Houillères du bassin lorrain n'est pas exclue. L'approvisionnement en gaz naturel de la Sarre sera assuré à l'avenir par l'accord en prépa-

**Rendre les frontières perméables**

Fondé le 17 octobre 1971, l'Institut pour la coopération inter-régionale (IIR) qui dépend de l'Assemblée européenne d'Allemagne, est une institution privée qui se propose de « favoriser directement, et en accord avec la communauté européenne, la coopération entre les gouvernements, en vue de rendre les frontières de

plus en plus perméables. Pour atteindre ce but, l'Institut prépare des propositions concernant un programme d'aménagement régional en un système d'association bilatérale par exemple, qu'il transmet à la commission régionale SAR-LOR-LUX, composée de représentants de la Lorraine, du Grand-Duché et

**HISTOIRE****UN SOUS-SOL DISPUTÉ**

(Suite de la page 15)

C'est pourquoi Clemens ne les exige en « compensation », représente le vieux projet des rois de France sur la rive gauche du Rhin et suscitant l'hostilité d'un président Wilson qui s'accroche à ses « quatorze points ». Les articles 45-50 du traité de Versailles portent : « En compensation des dommages causés aux habitants de France entre 1914 et 1918, les mines de charbon de la Sarre sont attribuées à la France pour une exploitation de quinze ans. Le S.D.N. assurera le contrôle de ces opérations. » Une assemblée élue par les Sarrois, demeurant d'ailleurs citoyens allemands et partagés entre Rhénanie et Palatinat, doit compléter ce régime qui, avec diverses vicissitudes, se maintiendra jusqu'au référendum de 1935. En 1926, à Tholey, Stresemann avait tenté en vain de négocier le rachat des charbonnages. An « plébiscite » du 13 janvier 1935, 471 198 voix se prononcèrent pour le rattachement à l'Allemagne, 46 813 pour le maintien du statu quo et 1 194 seulement pour la France. Le S.D.N. a contrôlé la régularité du scrutin et quelles que soient les pressions nazi, son résultat écrasant montre (on s'en souvient) que les Sarrois sont d'abord des Allemands. Le Reich rachète les charbonnages. Il incorpore les « trinités » dans un « Gau Westphalie » (Sarre-Palatinat) qui de-

viendra ensuite le « Gau Westphalie » et sera gouverné, entre 1940 et 1944, par un Gauleiter ayant aussi autorité sur la Lorraine.

Après l'effondrement hitlérien, le territoire de la Sarre — moins ravagé que beaucoup d'autres régions allemandes — est, selon le 13 février 1946 de cent quarante-deux communes et coupé par une frontière douanière du reste de la « zone française d'occupation ». Des partis sont formés, mais ils doivent s'engager à militer pour le rattachement économique de la Sarre à la France. Des élections ont lieu le 5 octobre 1947 et le nouveau « Landtag » de

cinquante membres, où le parti chrétien (C.V.P.) a la majorité, adopte une constitution dont l'article 80 porte : « La Sarre est une pays autonome au sein de l'ordre démocratique et social et de la France. » Selon le préambule : « La défense du pays et la représentation des intérêts sarrois à l'étranger sont assurés par la République française, les lois nationales et domaniales françaises sont appliquées. » M. Johannes Hoffmann, « européen » convaincu et tenant d'une réelle autonomie politique et de l'union économique avec Paris, dirige le gouvernement.

**Le refus du "statut européen"**

Le haut commissaire de France, Gilbert Grandval, prend ses fonctions le 14 janvier 1948. Quatre ans plus tard, il deviendra ambassadeur en Sarre, et le gouvernement de Sarrebruck, « autonome », installera alors une mission à Paris. Les autorités exigent, avant la formation de tout parti, une déclaration d'adhésion à la Constitution, ce qui fait que trois nouvelles formations favorables au rattachement à l'Allemagne, sont interdites. Fortunalement, dès les élections de 1952 marquant un recul de la position de M. Hoffmann qui, l'année suivante, propose — après un membre de l'U.E.O. — un « plan d'européanisation » de la Sarre » afin de faire du pays le siège de la Communauté du charbon et de l'acier. Après l'échec de la C.E.D., qui somme le glas de ce type de solution, M. Mendès France et Adenauer signent, le 23 octobre 1954, un accord sur le statut de la Sarre qui, comme le dit le chancelier allemand dans le décret de ratification, a pour but « d'éclaircir M. Grandval et Hoffmann » dans l'espoir de voir « le peuple sarrois faire bon usage des libertés qui lui sont conférées. Car, enfin, ce sont des

Allemands... ». Au même moment, Robert Schumann affirme à l'Assemblée nationale « en Europe qui connaît mieux que tout autre le problème », que « si l'Europe ne devient pas vite une situation réelle, le statut se substituerait peu ».

Le référendum, décidé par le conseil des ministres de l'Union de l'Europe occidentale, confirmera ce pronostic. Trois nouveaux partis — réunis en ligne patriotique — font campagne pour le retour à l'Allemagne, et donc le non au statut proposé. Le Dr Ney, membre la C.D.U. qui va désormais diriger le pays. Le 23 octobre 1955, 67,71 % des électeurs se prononcent pour le non et le statut n'obtient que 32,29 % des suffrages. Succédant, après un gouvernement de transition, à M. Hoffmann démissionnaire, le 6 juillet 1959, la Sarre est l'un des Länder allemands. Le 8 juillet 1959, la frontière douanière est enfin levée et le mark réintroduit. Le chancelier allemand, la Sarre s'emploie à dire un trait d'union entre les deux pays qui se sont disputés ses mines.

**La Sarre:**

**région industrielle en plein essor dont la puissance économique**

**ne se limite plus à l'industrie du charbon et de l'acier.**

**Des entreprises comme Peugeot, Michelin et le groupe**

**St. Gobain-Pont-à-Mousson y ont trouvé un lieu d'implantation à côté**

**de Siemens, Bosch et Ford. Des voies rapides de communication routière, ferroviaire et aérienne desservent l'ouest et l'est. La Sarre: plaque tournante de l'Europe.**

**Tout en développant son économie et son infrastructure, la Sarre a conservé un paysage plein de charme. Les agglomérations et les lieux de travail y voisinent avec des régions de villégiature calmes et boisées. Aux portes de la France et du Luxembourg, elle entretient avec ces pays des contacts étroits et cordiaux.**



# La Sarre

Centre régional au cœur de l'Europe.



مكازم الشلل



## Franz Joseph Roeder

mieux qu'une "carrière à Bonn"

QUAND on lui parle d'une « carrière à Bonn », Franz Josef Roeder, ministre-président inamovible du Land de Sarre, cache mal un reste de refus qui n'est guère flatteur pour la chancellerie et les ministères fédéraux. « Mon travail est ici, assure-t-il, je n'ai jamais envisagé une seconde de passer à ce que certains appellent à tort le plan supérieur. » Aucun homme politique allemand n'a d'ailleurs refusé à ce point d'adhérer au pouvoir que cet ancien principal de collège aux cultures bourgeoises et bonhommes, dont l'affabilité et la douceur démentent une autorité parfois tyrannique au dire de ses adversaires.

Le 30 avril 1959 M. Roeder a accédé pour la première fois au poste de ministre-président, après la mort de M. Eugen Schmidt. Il était alors chef de la C.D.U. sarroise. En quinze ans, il a gagné trois élections provinciales et formé quatre cabinets, sans tenir compte des nombreux remaniements. Présent à toutes les fêtes et cérémonies, variant chaque jour dans les colonnes de la Saarbrücker-Zeitung, l'impressionnant journal local d'ailleurs bien disposé à son égard, le chef du gouvernement sarrois fait figure de dirigeant incontesté au sein de l'Union chrétienne-démocrate.

C'est en 1955, au moment même où M. Johannes Hoffmann perdait la bataille électorale pour la Sarre, que Franz Josef Roeder abordait la carrière politique. Les élections du 18 décembre, qui suivirent la victoire au référendum des partisans du retour à l'Allemagne, assurèrent un mandat au Landtag et l'accession de Roeder, né en 1909 à Merzig. Le 1<sup>er</sup> janvier

1957, lors de l'incorporation du nouveau Land à la République fédérale, il devint le droit membre du Bundestag de Bonn jusqu'à la fin du septembre. Ce court passage dans ce qui était alors le « village-capitale » de la R.F.A. sembla l'avoir à jamais détourné des ambitions nationales et convainquit que mieux valait être le premier à Sarrebruck que le second à Bonn.

D'abord ministre des affaires culturelles (Kultusminister) en raison de sa profession, il ne voulut pas lorsqu'il prit en charge le gouvernement, quitter ce poste de prédilection. Il n'y renonça que le 18 juillet 1968. De même, ce cours au long cours de la vie politique allemande resta à la tête de son parti de 1959 au 10 mars 1973, date à laquelle, de son propre gré, il confia cette tâche à son adjoint et dauphin, M. Werner Scherer.

M. Roeder, qui parle un français aisé, a constamment insisté sur le rôle de médiation assigné à la Sarre dans les rapports franco-allemands. A cet égard, le dirigeant du seul Land où le français soit obligatoire dans la primaire et le secondaire s'est vu des sympathies à Paris où il a été reçu, en janvier 1974, par des hommes peu communs pour un chef de gouvernement provincial. Très sensible à ces présences, Franz Josef Roeder a montré un goût pour les déplacements et les contacts extérieurs que n'ont jamais lassés de très nombreux voyages dans le monde entier. Amoureux du pouvoir, il ne lâchera pas volontiers les rênes et n'est, en fait, tacite à la retraite que par le souci de terminer sa longue carrière par une belle sortie et non sur un revers électoral.

P.-J. F.

## POLITIQUE

### Un Land marié avec la C.D.U.

« Le gouvernement n'est pas marié avec la Sarre », nous dit le secrétaire général de la C.D.U. Il pense que l'union tiendra « de justesse », encore au-delà de 1975. « Le gouvernement a travaillé parfaitement et efficacement », ajoute-t-il, pour élargir son pronostic.

« La démocratie chrétienne est mariée avec la Sarre », nous dit le secrétaire général de la C.D.U. Il pense que l'union tiendra « de justesse », encore au-delà de 1975. « Le gouvernement a travaillé parfaitement et efficacement », ajoute-t-il, pour élargir son pronostic.

Dans la social-démocratie (S.P.D.), qui est appelée à lui succéder à la tête du Land, d'ici quelques années. Sa popularité restant grande, il sera encore, l'année prochaine, la « locomotive électorale » de son parti.

Dans la social-démocratie (S.P.D.), qui est appelée à lui succéder à la tête du Land, d'ici quelques années. Sa popularité restant grande, il sera encore, l'année prochaine, la « locomotive électorale » de son parti.

la sidérurgie de la Ruhr. Il regrette également que le gouvernement du Land ne soit pas intervenu efficacement dans la politique d'éducation et de santé, s'en remettant trop souvent à l'initiative privée.

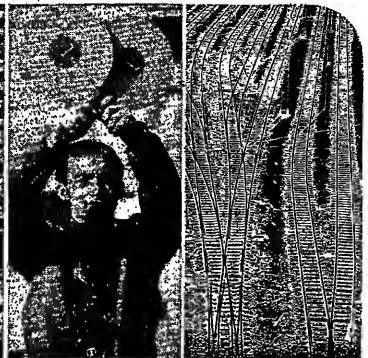
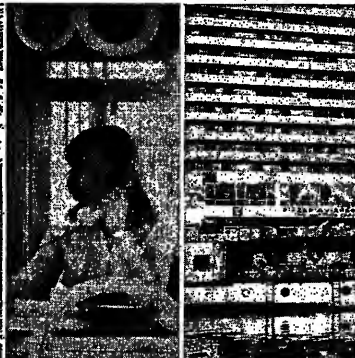
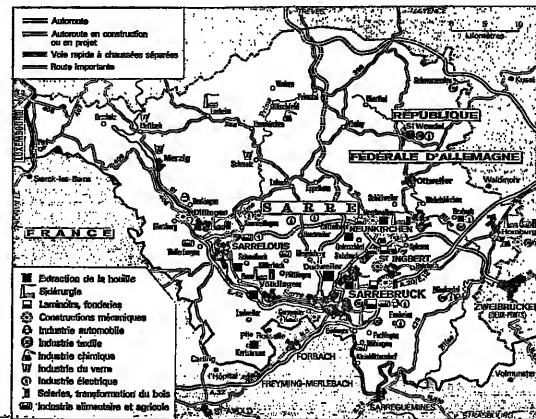
Les critiques des libéraux sont plus nuancées. Elles portent sur l'identification du parti chrétien-démocrate avec l'Etat sarrois, la gestion routinière des affaires publiques, les lenteurs de l'administration.

« La démocratie chrétienne est mariée avec la Sarre », nous dit le secrétaire général de la C.D.U. Il pense que l'union tiendra « de justesse », encore au-delà de 1975. « Le gouvernement a travaillé parfaitement et efficacement », ajoute-t-il, pour élargir son pronostic.

En 1972, lors des élections au Bundestag, la C.D.U. a pourtant obtenu en Sarre que 53,4 % des voix, contre 47,9 au S.P.D., qui devenait ainsi, pour la première fois, le parti le plus important du Land. Deux ans plus tard, des élections communales ont rassuré la démocratie chrétienne, la social-démocratie perdant 10 % des voix par rapport à son score de 1972. Mais la C.D.U. n'a pas pris l'avertissement à la légère. Aux élections législatives, elle avait perdu beaucoup de suffrages parmi les femmes, les jeunes et les ouvriers. Elle va s'efforcer de les rattraper, mais elle ne peut plus compter sur le même appui qu'autrefois de la part de l'Eglise catholique, dont l'influence diminue.

Aux élections régionales de 1975,

D. V.



## LA SARRE partenaire sûr de la France

La physionomie de la Sarre a changé depuis quelques années l'industrie minière et métallurgique n'est plus le noyau de l'économie sarroise. L'évolution de la répartition des masses salariales entre le secteur minier et métallurgique d'une part et les autres secteurs industriels d'autre part le montre clairement. Alors qu'autrefois la répartition entre ces deux secteurs était de 60 à 40, elle se trouve aujourd'hui renversée et est de 40 à 60. La Sarre, lien entre la France et l'Allemagne, est en train de devenir un centre économique important au sein de la Communauté Européenne.

Une politique d'implantation industrielle et de structures qui se fonde sur des assises scientifiques garantit un développement économique constant de la Sarre.

Grâce à l'efficacité de l'industrie des produits de base et des biens de production, de l'industrie des biens d'équipement et des biens de consommation et de l'industrie alimentaire, les producteurs sarrois offrent un programme extrêmement varié de produits de haute qualité.

La Sarre occupe une place très importante parmi les partenaires du commerce extérieur de la France.

En 1973 la Sarre a importé de la France des marchandises d'une valeur de 3,2 milliards de francs et a exporté vers la France des marchandises d'une valeur de 4,4 milliards de francs. La Sarre s'efforce d'intensifier ses rapports économiques avec la France.

Des entreprises en expansion trouvent en Sarre des possibilités considérables pour y implanter des exploitations industrielles. Renseignez-vous sur le potentiel de main d'œuvre disponible à long terme, sur les terrains in-

dustriels, sur l'infrastructure, sur les aides à l'investissement et sur la grande valeur des loyers.

Des informations précieuses seront données et des contacts seront menagés graduellement par la Gesellschaft für Wirtschaftsförderung Saar mbH, D-66 Saarbrücken, An der Römerbrücke 22.

Prêtez d'urgence ce coupon

An die Gesellschaft für Wirtschaftsförderung Saar mbH D-66 Saarbrücken, An der Römerbrücke 22

Veuillez m'adresser à titre gratuit les renseignements suivants :

☐ Possibilités d'implantations en Sarre

☐ Programme de production d'entreprises sarroises

Expéditeur :

SARRE



## VIE CULTURELLE

Deux théâtres  
Deux orchestres symphoniques

O n ignore généralement à l'étranger la multiplicité et la qualité des manifestations qui marquent la vie culturelle sarroise. Les princes de Nassau-Sarrebruck, il y a deux siècles déjà, avaient, par leur goût du théâtre, créé une tradition qui s'est maintenue en passant de la noblesse de cour à la bourgeoisie d'industrie. Le théâtre municipal de Sarrebruck, très réputé aux alentours de 1925 dans toute l'Allemagne, est devenu en 1970 le « Saarländisches Staatstheater », accordant ainsi à la dignité de scène d'Etat. Son intendant général, M. Hermann Wedekind, un passionné d'opéra, a fait en sorte que Sarrebruck puisse voir dans ce domaine, avec d'excellentes distributions, des œuvres contemporaines ou anciennes rarement données ailleurs. En outre, il a noué des liens avec l'opéra de Vienne, en Géorgie, et ces échanges ont même conduit au jumelage des deux villes. Des œuvres présentées à Vienne sont souvent reprises à Sarrebruck, et une collaboration analogue s'établit actuellement avec l'opéra d'Etat de Bucarest.

Le Saarländisches Staatstheater organise des festivals et des semaines consacrées au répertoire étranger. Il ne limite pas sa vocation à l'opéra proprement dit, mais il donne l'hospitalité à tout ce qui est spectacle : aussi bien à l'opérette qu'au show musical ou au ballet. Dans le même bâtiment,

un petit théâtre, la Kammer-spielstätte, est le lieu d'action des pièces modernes. Sarrebruck dispose en outre d'un second théâtre, le Saarländischer Landestheater, qui fait de fréquentes tournées sur toutes les scènes de la Sarre.

Les autres activités culturelles tiennent, pour une part, à la présence et à l'impulsion de l'université, avec des conférences ou soirées musicales. Un cinéma de la ville, le Camera, s'est spécialisé dans les films d'art. Les concerts sont fréquents et d'excellente qualité dans une salle qui dispose de deux grands orchestres symphoniques en constante compétition et d'un conservatoire, la Städtische Musikhochschule. Pour les amateurs d'arts plastiques, la Moderne Galerie, agréablement installée dans un parc au bord de la Sarre, et dirigée par Rudolf Borschtein, présente des collections permettant, de Courbet à Beckmann, de saisir l'évolution de la peinture contemporaine. Ce musée s'offre d'ailleurs le luxe de prêter souvent des œuvres pour de grandes expositions en Europe et en Amérique. Enfin la ville dispose d'un musée de préhistoire de très bon niveau. Si l'on précise que Sarrebruck n'est pas la Sarre et que ce petit pays, hors la capitale, n'a rien d'un désert culturel, on prend mieux conscience des ressources d'une région, surtout connue à l'extérieur par d'autres atouts.

DORIS SECK.

Une université qui conserve  
des "filières françaises"

EN 1773, le secrétaire de légation saar Louis Christoph Gritsch proposa au prince Louis de Nassau-Sarrebruck de créer une « académie noble ». Les programmes furent mis au point mais le projet n'eut pas de suite. Gritsch quitta Sarrebruck en laissant, outre des dettes, l'idée d'un établissement d'enseignement supérieur.

Deux cents ans plus tard, le président de l'université de la Sarre, M. Hans Faillard, accueillait des fêtes du monde entier pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de l'institution.

Fondé en janvier 1947, l'Université de Sarrebruck a été créée à la fois par la République fédérale allemande et par la République française. Elle devait précéder à un « centre universitaire en Sarre » qui fut inauguré à son tour en mars 1947, en présence de nombreux personnalités. Il devint, aux termes des textes prévoyant sa création, être le lieu où « seraient des liens culturels plus étroits entre la France et la Sarre, conformes aux données de l'histoire et de la géographie, et au caractère de notre communauté politique ». Les diverses facultés vinrent s'y adjoindre et le nombre des étudiants atteignit quatre cents. L'hôpital de Hombourg se révélant trop petit, on découvrit une caserne abandonnée à 6 km seulement du centre de Sarrebruck. Seuls les étudiants en médecine restèrent à Hombourg. La création d'une véritable université fut décidée dans un accord signé par M. Georges Bidault, alors ministre des affaires étrangères, et M. Johannes Hoffmann, ministre-président.

Aujourd'hui, grands travaux autour du vieux cimetière qui complètent des constructions ultra-modernes, les étudiants sont plus de dix mille. Le gouvernement sarrois accorde un soutien important à l'établissement. Après le rattachement à l'Allemagne, l'une des premières

décisions du nouveau Land portait sur l'université. Il devait d'ailleurs se heurter à des limites financières puisque l'établissement offre plus de places qu'il n'existe d'étudiants sarrois, l'aide calculée au prorata des habitants étant la plus élevée d'Allemagne. La loi créant l'université lui faisait un devoir d'« assurer pour la jeunesse sarroise et l'unité franco-allemande ».

En 1948, le traité franco-sarrois voulut qu'elle devint un « pont entre la France et l'Allemagne ».

Sans être proprement « européenne », l'université de Sarrebruck a un intérêt particulier pour l'Europe et des relations étalées avec la France. Pris de la moitié

des étudiants étrangers — 10 % des effectifs — sont français. La faculté de droit offre les deux premières années de licence qui, reconnues en France, permettent d'y passer en troisième année. Chez les germanistes, c'est le contraire, et un détenteur du DUEL peut faire une licence d'allemand à Sarrebruck, puis une maîtrise. L'institut d'interprètes a une section française. Les contacts sont fréquents, et les historiens de l'université de Metz organisent des séminaires avec leurs collègues de Sarrebruck.

De même l'institut de romanistique collabore avec le Centre d'études des dialectes et dia-

lectes de Paris pour mener des recherches sur la correspondance littéraire, et un colloque s'est tenu en février dernier à ce propos.

Lorsqu'il était encore ambassadeur à Bonn, M. Sauvagnargue avait déclaré, lors des fêtes annuelles de l'université : « C'est une grande part au mérite du gouvernement sarrois et de l'Université d'avoir permis de faire ici de la politique au sens le plus vaste et le plus noble, en donnant vie à des institutions qui devaient faire prospérer la vérité de coopération entre nos deux pays ».

HELMUT K. MACHNER.

## LA SAARLAENDISCHER RUNDfunk

Une station ultra-moderne coopérant activement avec l'O.R.T.F.

LA Sarre, après son rattachement à la République fédérale allemande, a pu se féliciter d'avoir trouvé dans la Saarlandischer Rundfunk (Radio-diffusion-télévision sarroise), un instrument qui débute quotidiennement son travail dans le cadre germanique et souligne constamment son rôle dans la vie européenne. Sur le plan de la dimension, bien que la station de Sarrebruck se présente comme la plus petite après celle de la ville libre de Bâle, elle respecte la dictée allemande « Klein aber fein » (petit mais fin) et se tient à l'avant-garde dans le domaine radiophonique, où prévaut, en R.F.A., le pluralisme régional. Son succès s'explique en effet surtout par l'autonomie dont jouit chaque station. En jouant pleinement cette carte, la station de Sarrebruck a gagné la partie.

La base démocratique de son statut lui permet d'échapper à toute emprise étatique et gouvernementale, ainsi qu'à une influence excessive des intérêts commerciaux. La station de Sarrebruck participe à l'organisation internationale de l'A.R.D., dont les structures sont rigides. C'est dans ce cadre que M. Franz Mel, « intendant » et directeur général de Radio-Sarrebruck depuis 1958 et doyen dans ces fonctions en Allemagne, a jeté les bases d'une réalisation remarquable des programmes.

Pendant quarante ans, la station installée en Sarre, qui fut le Reichssender Saarbrücken puis Radio-Sarrebruck (1946-1957), a été éparpillée dans des studios et bureaux de rédaction modestes en divers endroits de la ville. Sur la colline bâtie du Hainberg, elle occupe désormais une Maison de la radio qui compte parmi les plus modernes d'Europe, avec un aménagement technique exemplaire. Les bâtiments, sur 180 000 mètres carrés, comprennent un ensemble de sept studios (radio : 1 009 mètres carrés ; télévision : 1 346 mètres carrés) pour les programmes musicaux, les jeux dramatiques et les variétés, dont une salle de concert pour quatre cents auditeurs. S'y ajoutent de petits studios, bureaux de

rédaction et une importante collection d'enregistrements et de disques. Associée au château Hainberg, la Maison de la radio constitue un lieu idéal où se rencontrent artistes, journalistes, hommes politiques, diplomates, savants et hommes d'affaires de différents pays européens. Les programmes de Radio-Sarrebruck bénéficient d'un excellent équipement de diffusion : un émetteur onde moyenne de 1 200 kilo-

watts de fabrication française, trois émetteurs en modulation de fréquence de 100 kilowatts d'une qualité stéréophonique remarquable. Un émetteur de télévision puissante couvre la Sarre et une bonne partie de l'est de la France et du Luxembourg. Cet équipement technique est doté de nombreux appareils de mesure, programmes, qui se distinguent par leur conception originale.

## La semaine culturelle française

Le programme favori de la station est l'« Européenne Saar ». Il fut introduit par M. Mel en 1964 sous les protestations des autres stations allemandes, qui l'ont entre-temps adopté. Sa formule : informer et distraire en se souvenant des débuts de la radio et en servant des moyens techniques actuels. En modulation de fréquence, les émissions culturelles et musicales prédominent, avec cette particularité qu'en semaine le programme France-Musique de la S.R. est relayé de 10 h à 12 h par Radio-Sarrebruck. Cela signifie que ces émissions peuvent être suivies en général par des mélomanes habitant Francfort ou Heidelberg.

Pour les programmes télévisés, la S.R. est également de relais entre la France et les chaînes allemandes. On lui doit la retransmission officielle du gala de l'Union des artistes à Paris, qui est suivie par des millions de téléspectateurs allemands.

Les jeux dramatiques d'auteurs français sont une règle. Téléfilm Saar, société productrice de la Saarlandischer Rundfunk, a été des places d'Anouilh, Claudel, Dauterive, et J.-C. Carrière. Il faut également citer le documentaire « la Côte d'acier », une étude de l'implantation industrielle dans la Ruhr. Dans ses reportages régionaux, la télévision sarroise suit avec attention la vie économique, sociale et culturelle dans les départements mosellans. Ses orchestres, sous la direction de Hans Zander, y donnent fréquemment des concerts.

La France et les questions françaises tiennent une place de première importance dans les pro-

grammes venant de Sarrebruck. Mais il y a plus encore. Dans le cadre du traité franco-allemand de janvier 1963, l'« étroite coopération entre l'O.R.T.F. et l'A.R.D./Z.D.F. » porte les premiers fruits. Là encore, la Saarlandischer Rundfunk joue le rôle de cheville ouvrière. M. Mel, président de la délégation allemande pour la collaboration radiophonique, a préconisé en 1965 les jumelages entre stations allemandes et directions régionales de l'O.R.T.F. qui réalisent en commun des émissions de toutes sortes. La publication d'un Dictionnaire professionnel de la radiodiffusion et de la télévision a été également due à cette initiative.

En automne de chaque année, le conseil général de France à Sarrebruck, M. de Latture, et M. Mel, organisent, avec leurs collaborateurs, une semaine culturelle française en Sarre. Au centre du programme des multiples manifestations et émissions se trouve une région de la France qui est présente au public allemand sous ses différents aspects : économique, culturel et surtout touristique. Après la Provence, la Bretagne et la Bourgogne, la Champagne est cette année à l'ordre du jour. Le Saarlandischer Rundfunk s'efforce donc non seulement comme un moyen d'information franco-allemand mais aussi comme un lien de rencontre des deux pays. A Sarrebruck, cependant, on suit avec beaucoup d'intérêt et quelques soucis le déroulement de la reorganisation de l'O.R.T.F. et on se demande quel sera le futur interlocuteur avec qui continuer la coopération franco-allemande dans le domaine radiophonique.

KLAUS ALTMAYER.

## Prendre un bon départ

Destination: La République Fédérale d'Allemagne

La réussite dépend d'un bon départ ainsi que du choix d'une bonne implantation.

Des entreprises telles que PEUGEOT, CAMUS DIETSCH et les groupes D.B.A., ST. GOBAIN — PONT-A-MOUSSON, la BANQUE NATIONALE DE PARIS, le CREDIT LYONNAIS, (la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE), pour n'en citer que quelques unes, justifient quotidiennement par leurs succès le choix judicieux de leur implantation.

SARREBRUCK: pont entre l'Allemagne et la France, centre du triangle charbon-sar Sarre-Lorraine-Luxembourg, débouché ouvert du réseau d'autoroute allemand, disposant de relations ferroviaires intérieures rapides, ville universitaire, connue par sa Foire, point de rencontre d'activités culturelles franco-allemandes, siège d'un Consulat Général de France, d'une Chambre de Commerce Française et d'autres institutions françaises.

SAARBRUCK: 230 000 h., capitale d'un Land, siège d'un gouvernement et d'administration, centre culturel et de formation professionnelle, centre commercial, artisanal et industriel, ville disposant d'un potentiel diversifié de main d'œuvre, cité entourée de verdure.

Prendre  
un bon départ  
de Sarrebruck

Tous renseignements  
complémentaires vous  
seront fournis par les  
services „Amt für Wirtschaft  
und Verkehr“ de l'Hôtel de  
Ville de Sarrebruck.

Sarrebruck



**Crédit Sarrois S.A.**  
Saarländische Kreditbank  
Aktiengesellschaft  
Saarbrücken, Kaiserstraße 29/31

Nous sommes la première banque commerciale en Sarre. Grâce à nos relations étroites avec la Deutsche Bank Aktiengesellschaft et avec le groupe bancaire du



**Crédit Industriel et Commercial**  
nous sommes en mesure de vous apporter une aide particulièrement efficace pour le dénouement de vos affaires en République fédérale, en France et dans le monde entier.

مكتبة الشامل

هكذا من الإصحاح

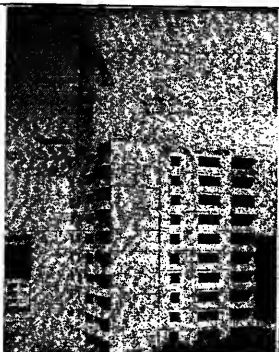
Supplément Sarre

LE MONDE DIPLOMATIQUE — OCTOBRE 1974 — 19

**camus  
Dietsch**

Constructeurs  
Société anonyme  
au capital de F 500 000

Procédés industriels  
de construction  
**RAYMOND CAMUS**



Exportation Camus-Dietsch vers l'Allemagne : 50 % de la production

Plus de 300 000 logements Camus ou en copropriété, maisons monofamili-  
construits par 23 usines dans 12 pays, liaies groupées ou isolées, halls d'usine,  
Grands ensembles, immeubles locatifs, bâtiments administratifs, écoles, salles  
de gymnastique, piscines.



57200 Sarreguemines, place Jeanne-d'Arc, boîte postale 233  
Téléphone (87) 02-01-01 - Téléc 86437 F - CAMDI Sarreguemines  
USINES :  
57000 Marbais-les-Forbach,  
15, rue d'Allemagne,  
Téléphone (87) 85-23-24.  
Téléc 8658 F

Fabrication sous licence  
Camus-Dietsch :  
République Fédérale d'Allemagne :  
1 250 appartements Camus con-  
struits à Hambourg par an.  
Autriche :  
1 800 appartements Camus con-  
struits à Vienne par an.  
Tchécoslovaquie :  
4 usines produisant au total  
3 400 logements par an.



88 Sarrebruck (S.F.A.),  
Ave. Hambourg 4,  
Téléphone (88) 3 85 85.  
Téléc 442195 D.



BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

Sous ce signe, qui représente  
la coopération internationale entre les  
EUROPARTENAIRES

vous trouvez en SARRE  
un réseau des échanges Franco-Allemands  
et une nouvelle banque



**COMMERZ-CREDIT-BANK**

AKTIENGESELLSCHAFT

EUROPARTNER

AGENCES REUNIES DE LA COMMERZBANK ET DU CREDIT LYONNAIS EN SARRE

SIÈGE CENTRAL

D 66 SARREBRÜCK - FAUVORESTRASSE 4

TEL.: 4001-4 Téléc 401 180

Agences: Saarbrücken, Hambourg, Neunkirchen, St. Wendel, Saarlouis

# Que signifie ROEBUR 662?

## Effectifs

22 635 personnes qualifiées

## Equipement

Des installations modernes destinées à l'élaboration  
de l'acier depuis les convertisseurs OBM et LDAC,  
les fours à arc, une installation ESR (la plus importante  
du monde) jusqu'à la métallurgie sous vide.

Des trains de laminage continu, le train à fil le plus  
moderne d'Europe, une nouvelle forge. Des moyens de  
contrôle à tous les stades de la fabrication.

## Importance

Le plus grand producteur de profilés et d'aciers en barres  
de la République Fédérale d'Allemagne, une des plus  
importantes usines européennes d'aciers fins et spéciaux.

## Capacités

Une production approchant les trois millions de tonnes  
d'acier brut avec un chiffre d'affaires de 1631 millions  
de DM en 1973. Des investissements d'environ 1,7 milliard  
de DM au cours des 15 dernières années.

## Performances

Parallèlement aux efforts quotidiens pour garantir la  
qualité, des progrès exceptionnels ont été réalisés dans de  
nouveaux domaines technologiques. L'exemple le plus  
récent: un conteneur en cinq éléments de 100 tonnes à  
l'état de livraison, poids jamais atteint jusqu'à ce jour.

## Un nom

Stahlwerke Röchling-Burbach GmbH

# RÖCHLING-BURBACH

662 Völklingen-Saar, Postfach 1980

Tél.: (06898) 101, Téléc: 4429841

Télégr.: Roebur 662 Voelklingen





**AMÉRIQUE  
LATINE:  
HISTOIRE  
ET CULTURE  
POPULAIRE**

# CINEMA POLITIQUE

## Retrouver une identité nationale

**E** MPOIGNER une caméra, devenir cinéaste, aujourd'hui, en Amérique latine, est une décision qui ne résulte plus d'un frivole « amour du cinéma » ou autre quelconque comportement cinéphilique ; la détient une attitude militante, un enjeu idéologique que la

cinéphiles; la détermination de faire des films constitue plutôt une attitude militante qui procède d'une juste estimation de l'enjeu idéologique que le discours cinématographique représente.

L'impérialisme, depuis toujours, utilise lourdement l'arsenal des mass media qu'il contrôle pour justifier sa présence politique et accroître sa domination économique sur les peuples latino-américains, envers lesquels il adopte une permanence une conduite d'humiliation

culturelle et de déformation coloniales de leur histoire. Les cinéastes progressistes latino-américains ont compris la vaine politique de cette diffusion et, depuis quelques années, ils s'opposent à l'acculturation frénétique que proposent les modèles nord-américains. Dans leurs films, ils ont entrepris un considérable labeur de récupération de leur identité nationale, en revalorisant les éléments essentiels de leur culture vernaculaire et en opérant un sérieux travail de recherche sur leur passé historique. Ainsi ils redonnent à leurs peuples une dignité perdue et rétablissent une histoire trop souvent tronquée, distordue, déformée au profit des classes dominantes qui, par exemple, ont effacé les contributions des autochtones et méprisé les masses dans l'ignorance de leur rôle authentique dans la construction du pays.

Dans cette page, nous évoquons l'œuvre du cinéaste bolivien Jorge Sanjines, qui mène depuis quinze ans un rigoureux travail de revalorisation politique des cultures andines (il est le seul à tourner

en langues quechua et aymara. Son dernier film, *L'Émeute principale* (1974), impressionne par son souci d'expliquer, d'inquiéter, de donner confiance en ses forces au spectateur et de le pousser à l'action. Il constitue un exemple assez rare d'articulation réussie entre une position militante et une volonté d'émouvoir. Nous analysons également le *Terre promise* (1973), œuvre somptueuse où Miguel Littin, cinéaste chilien, pour élaborer une véritable contre-Histoire, aborde dans toute leur complexité les aspects baroques de la culture novoloré.

Enfin, il nous a semblé important de donner la parole à un jeune cinéaste panaméen, Armando Mora, qui exprime les mêmes préoccupations que ses aînés et qui, de son pays tranché en deux par la présence militaire des Etats-Unis, réaffirme que le cinéma est un instrument idéologique efficace pour la libération du sous-continent latino-américain.

**IGNACIO RAMONET.**

***“La Terre promise”***  
***témoignages et métaphores***

[illegible]

Le poète populaire que le marxiste ignore tout naturellement, se son discours en formant sur un même plan des valeurs symboliques différents : c'est ainsi qu'il raconte dans le même style stent une capitale brève des châteaux qu'il accompagne et une apparition de la Vierge et celle-ci s'adresse à lui. Les métaphores s'entrevoient aux témoignages, et lités, comme le vent la tradition de l'art populaire, s'entrevoient aussi celles de la poésie, comme la poésie d'un poète, par lui, le combat idéologique pour la libération nationale erige que l'on rompt, simultanément, l'histoire des luttes et le prélat et la culture populaire.

**1.2**

(1) Salle « 14-Juillet », bd Beaumarchais,  
Paris (XX<sup>e</sup>).

## L'«Ennemi principal»: raconter l'histoire à ceux qui la font

**L**es chocs brutaux des contradictions économiques, politiques, la violence de l'exploitation et de l'oppression, ne permettent pas en Amérique latine, et plus particulièrement en Amérique centrale, d'échapper à l'analyse de transgression idéologique, de compromission, de ressassement psychologique propice à la temporisation politique. La population presque entièrement rurale est composée d'Indiens, de métis, de mulâtres, de groupes ethniques différents : Quechuas et Aymaras, tous deux exploités par une minorité de propriétaires terriens métis ou créoles. Un scandale découvert récemment donne une idée de la féroacité de cette exploitation : un laboratoire pharmaceutique prélevait, dans la forêt résistante des montagnes des Indiens d'altitude sous-alimentés pour le rendre à des prix exorbitants en Europe.

Dans ce contexte, le travail des

cinéastes ont nécessairement engagé dans le combat politique, avec des moyens spécifiques qui sont les leurs : des images et des sons qui, en rappelant le souvenir des victimes, servent au savoir des vivants qui l'inténu. Une question guide les cinéastes latino-américains les plus avancés : comment faire prendre conscience au public populaire de sa propre identité ? En posant des images « réelles du peuple », ils créent l'image proposée par le modèle culturel nord-américain. Désigner la cible : l'ennemi principal, avec des images qui participent de la tradition du récit, de la narration populaire.

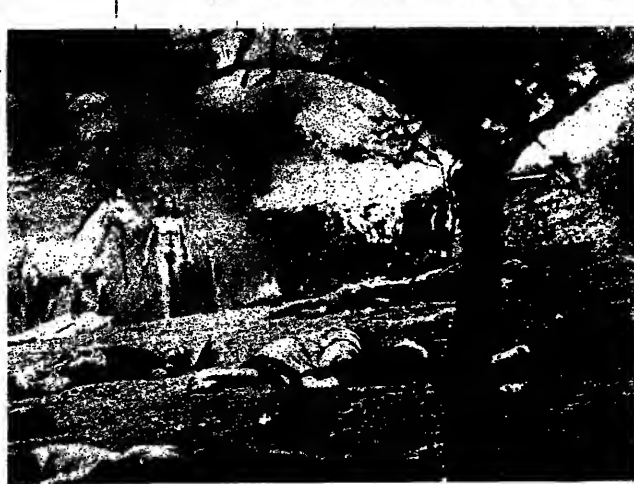
**L'**ENNEMI PRINCIPAL (1) est le dernier film de Jorge Sanjines (et du groupe « Ukamau ») dont on connaît déjà en France *Ukamau*, long métrage qui permit la constitution du groupe de cinéastes, le Sang du

condor et le Courage du peuple. Tous ces films n'ont été produits qu'en Russie tout astucieusement avec la censure économique et politique des différents régimes militaires ; ils possèdent le même topique idéologique, ce même souci du référent réel, de la reconstitution fidèle de la collaboration des témoins d'événements vécus en Bolivie, la même simplicité politique allée à une esthétique dénuée, sobre, comme si elle ne devait pas gêner le schéma idéologique : oppression - lutte - répression - lutte collective.

[illegible][illegible]

**JEAN-RENÉ HULEU,**  
**SERGE TOURIANA**

(1) Bortle prévue fin novembre à Paris.



« LA TERRE PROMISE », DE MIGUEL LITTIN.  
Intégrer la légende populaire et le récit des luttes du prolétariat.

## *Films et luttes anti-impérialistes au Panama*

**L**E 15 avril 1980, quinze ans avant la chute du Communisme de Paris, bien longtemps avant l'intervention nord-américaine au Cuba (1959), il se produisit un incident au Panama qui marque le début de la lutte anti-impérialiste du peuple panaméen. C'était l'époque de la fièvre de l'or en Californie. L'isthme de Panama constituait le passage obligatoire de toutes les marchandises du monde. Le soldat Jack Oliver demande à un marchand de fruits panaméen une tranche de pastèque, qu'il refuse ensuite de lui payer. L'incident déclenche une véritable bataille entre les recruteurs des deux pays, dont le bilan fut seize morts et quinze blessés du côté américain et de la mort d'un jeune panaméen, le fils d'un homme populaire conservé bien vivant cet événement, connu sous l'expression de « la tranche de pastèque ».

L'oligarchie panaméenne qui gouverne le Panama de 1903 jusqu'à 1988 avait réduit à de simples ellusions anecdotiques des faits historiques comme celui-là. Les héros et les luttes populaires étaient déformés dans le but de justifier l'alliance de la

bourgeoisie et de l'impérialisme. L'histoire enseignée aux étudiants successives de Panemáres reflétait une situation de servitude et de soumission devant l'ennemi blanc ; toute résistance populaire était qualifiée de « déviations », de « troubles », la héros populaire Victoriano Lorenzo, fusillé en 1908 par l'oligarchie, devenait un bandit dans l'histoire élaboree par la classe dominante. Mais en un pays divisé géographiquement et socialement en deux, où les contradictions de classe, l'injustice et l'exploitation sont des faits quotidiens, il était impossible d'affaiblir tout un processus historique d'affirmation de l'identité nationale.

Dans cette perspective, comment le cinéma doit-il participer à cette redécouverte de l'histoire du Panama ? Comment le développement d'un cinéma panaméen va-t-il contribuer à la réaffirmation d'une conscience anti-impérialiste dans un pays où la distribution et les salles de projection sont intégralement dans les mains de compagnies américaines ? C'est à ce type de questions que tentent de répondre actuellement l'ensemble des forces de progrès pour essayer de racheter le passé.

moins culturel national que la bourgeoisie panaméenne a bradé au profit d'un colonialisme culturel importé d'Europe et des États-Unis. Depuis 1980, le gouvernement progressiste du général Omar Torrijos a entreprise officiellement la lutte anti-impérialiste pour la récupération de la souveraineté panaméenne dans l'enclave coloniale de la zone du canal : on commence à réviser l'histoire, on revendique les luttes et les héros populaires ; les groupes politiques traditionnellement écartés du pouvoir participent à cette entreprise de

La condition politique favorable au développement d'un cinéma libre se trouve actuellement réunie au Panama. Pour la première fois, l'État soutient et suscite l'élaboration d'une cinématographie progressiste, défiant ouvertement l'impérialisme qui maintient en permanence une armée d'occupation dans les quatorze bases militaires de la zone du canal.

Cependant, la réalisation de films au Panama est un phénomène récent : les rares films tournés jusqu'en 1968 étaient des mélodrames produits par la bourgeoisie ou des superproductions hollywoodiennes.

diennes comme *Les Nuis et Les Morts* (R. Welsh, 1966). Le premier indice d'un cinéma reflétant la réalité du Panama apparaît en 1968, lorsque nous avons créé le groupe Ariel. Pour la première fois, le cinéma s'intéressait aux problèmes sociaux, aux bidonvilles, aux ghettos que la bourgeoisie, dans ses documentaires touristiques, avait dissimulés. Nous avons ainsi réalisé les premiers films montrant une réalité qui correspondait à la triste vérité d'un peuple soumis à la misère (*Tierra Prometida* (1), 1970; *Cuervos*, 1971).

Des 1973, l'Etat est intervenu directement pour encourager la création d'un cinéma révolutionnaire anti-impérialiste. A l'université de Panama, des militants du Parti du peuple (communiste) créent un « groupe de recherches cinématographiques », le CEGU, qui tourne un documentaire sur l'Assemblée populaire du gouvernement révolutionnaire. Le documentaire, dont le titre, *505*, rappelle le nombre des représentants du peuple à l'Assemblée, constitue la première intervention de la gauche organisée dans le domaine de la réalisation cinématographique au Panama.

L'absence d'infrastructure, le manque de cadres techniques indispensables empêchent un développement plus cohérent de l'expression cinématographique; de même, l'absence d'une législation empêche l'Etat d'intervenir efficacement contre les monopoles de distribution et de participer à la planification d'une politique du cinéma.

Pour l'instant, notre cinéma naît et se développe avec l'appui de l'Etat, sans aucune base juridique, mais reste limité par les contradictions du gouvernement populaire qui détient le pouvoir politique mais non le pouvoir économique.

**ARMANDO MORA**

[1] *Tiers Prométhée*, court métrage. Pour des projections, s'adresser à l'auteur de l'article.

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

LA VISITE DE M. TRUDEAU À PARIS

## Le Canada se tourne vers l'Europe

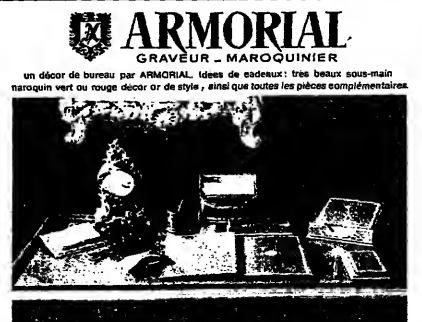
La Visite officielle qu'effectuera en France, les 21 et 22 octobre, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, marque non pas la fin des tensions qu'ont connues les relations franco-canadiennes après l'insuccès du général de Gaulle en 1967 — tensions qui s'étaient peu à peu relâchées pendant les dernières années de la présidence de Georges Pompidou — mais plutôt le retour à la cordialité traditionnelle, voire à une chaleur nouvelle, dans les rapports entre Paris et Ottawa. Mais si ce devait être la fin d'une ère de tensions, ce n'est pas tout. Ce qui se joue, c'est en fait la possibilité de dépasser les limites de la coopération traditionnelle et de passer à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

## Passer du culturel à l'économique

On ne peut pas dire que la visite de M. Trudeau en France soit une simple formalité. C'est une véritable opération diplomatique qui vise à renforcer les relations entre les deux pays. Elle est le fruit d'une longue réflexion et d'une volonté politique claire. Elle vise à passer du culturel à l'économique, du symbolique à l'utile.



38, FAUB. ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO  
27<sup>ME</sup>, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS 7<sup>ME</sup> MAILLOTT  
PARIS

ou moins en rupture de ban avec le pouvoir fédéral. Une visite « pro forma » de M. Trudeau à Paris devrait aussi servir pour de la rhétorique et trop peu de projets concrets. L'absence des ententes Trudeau-Giscard, l'échec de la conférence de presse de l'après-midi, la confirmation de ce que bien des observateurs canadiens et étrangers pensaient déjà : à savoir, que la « tierce option » stratégique formulée en octobre 1972 par l'ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères Mitchell Sharp — la diversification progressive des relations économiques internationales du Canada — n'est qu'une vaine promesse d'administration canadienne et non une volonté politique réelle.

Dire ces choses en clair et à l'avance, c'est se faire entendre. Mais il est une réserve que justice absolue mériterait l'évaluation des relations franco-canadiennes depuis une trentaine d'années. Qu'il s'agisse de l'échange de visites entre le président du conseil René Pleven et le premier ministre Lester B. Pearson en 1961, de la visite du premier ministre John Diefenbaker à Paris en 1965 ou du président Charles de Gaulle à Ottawa en 1967, et enfin celle du premier ministre Lester B. Pearson à Paris en 1969 (sans parler de la dernière visite de M. Trudeau en France en 1972), la diplomatie entre les deux pays a tendance à se répéter d'une manière étonnante : la formule « une visite en France pour le moins une « période » de la diplomatie internationale » est en fait la seule formule qui ait pu résister à l'épreuve du temps. Elle est la seule formule qui ait pu résister à l'épreuve du temps.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Par CLAUDE LEMELIN \*

deux hommes d'état qui se retrouvent à l'heure des 21 et 22 octobre. J'ai pu lire dans leur histoire récente, la France et le Canada n'ont pas toujours été gouvernés par deux hommes d'état qui se retrouvent à l'heure des 21 et 22 octobre. J'ai pu lire dans leur histoire récente, la France et le Canada n'ont pas toujours été gouvernés par deux hommes d'état qui se retrouvent à l'heure des 21 et 22 octobre.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

des affinités avec la vision gaullienne. De même, les relations culturelles franco-canadiennes se sont développées à un rythme fort satisfaisant depuis la négociation en 1964 et 1965 d'ententes entre Québec et Paris, respectivement après coup d'un accord-cadre entre Ottawa et Paris.

Si, par ailleurs, la coopération économique entre les deux pays a cessé de piéger. C'est ainsi que la commission économique franco-canadienne a pu sans grand dommage ne pas se réunir pendant plusieurs années pour reprendre en 1971 des conversations à un rythme plus régulier, plus assidus. Cela, même si les flux de biens et de services ont continué à croître entre les deux pays, croissant à une cadence encourageante depuis un an ou deux, grâce au rôle du secteur privé et des services de promotion des exportations.

Cette situation est d'autant plus délicate que l'essor de leurs relations économiques servirait puissamment les intérêts des deux pays et favoriserait la réalisation des objectifs de leur gouvernement. La recherche de nouvelles formes de coopération économique et la technologie française, l'élargissement des échanges, la poursuite des entreprises nationales, l'assurance de sources sûres de certaines matières premières, devraient donc suffire à motiver la France et le Canada. Cependant, il est évident que les deux pays ne peuvent pas se contenter d'être renforcés par l'objectif stratégique de la coopération économique. Ils doivent aussi chercher à dépasser les limites de la coopération traditionnelle et à passer à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Royaume-Uni, l'Allemagne, peut-être le Japon, et aussi la France, dont les techniques et les disponibilités industrielles en ce domaine se comptent à l'avantage et celles de tout autre pays ne pourraient en entraver un accord de coopération technique entre la S.N.C.F. et les Chemins de fer nationaux du Canada? Paris et Ottawa ne pourraient-ils conclure un accord de coopération technique entre les industries du matériel ferroviaire des deux pays en fonction des besoins de l'un et de l'autre?

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

## Au service des intérêts nationaux

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.

Il ne s'agit pas de dépasser les limites de la coopération traditionnelle, mais de les dépasser. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse. C'est-à-dire de passer d'une coopération limitée à une coopération plus étroite, plus intégrée, plus ambitieuse.



Supplément

## MEXIQUE

## Une mosaïque de peuples et de terres

## A l'heure de la croissance

Par MARCEL NIEDERGANG

LE PRÉSIDENT LUIS ECHEVERRÍA ALVAREZ  
Pour une politique de dialogue.

« Notre pays est une mosaïque géographique et humaine. La meilleure façon de le servir est d'en connaître toutes les formes, toutes les nuances, en s'en nourrissant et en dialoguant avec ses habitants... » Cette phrase, extraite du discours prononcé le 1<sup>er</sup> septembre 1974 à Mexico par le président Luis Echeverría Álvarez, qui présentait le bilan de sa quinquennale menée de gouvernement aux députés et aux électeurs de la nation mexicaine, exprime une vérité première : aucune autre nation latino-américaine ne présente une telle complexité et une telle diversité.

L'histoire mexicaine plonge dans un passé dont la profondeur réveille nous échappe encore. La rencontre hispano-latino-américaine, entre les conquistadors espagnols et l'empire aztèque et mayas, a été une offre de la plus grande diversité. Dans le somptueux Musée national d'anthropologie, voisin avec raison par le président Lopez Mateos, la salle réservée au peuple mexicain, fondateur de Tenochtitlan (Mexico), comme la place d'honneur dans la Tzuculcan « pyramide », point de rendez-vous

des amérindiens du monde entier, Tolèques, Mixèques, Zapotèques, Mayas : la connaissance des autres peuples précolombiens ayant permis cette terre violente et tourmentée de villes, de pyramides et de temples dédiés à des dieux sanguinaires ou bienfaisants, a singulièrement progressé ces dernières années. Mais c'est aujourd'hui seulement que la vérité se dessine. C'est sur le côté, au sud de la Vera, et plusieurs millénaires avant notre ère, que la civilisation olmèque est apparue. Tout procède de ce peuple raffiné et mystérieux qui a bâti des statues géantes dont les fidèles évoquent un même l'Amérique et la Bonddha. Ainsi les Aztèques ne sont que le dernier maillon connu, le plus guerrier, le plus parfait, la plus passionnément dévoué à sa mythologie et à sa cosmogonie.

Assaillies par des voisins qui contestaient leur suprématie politique et redoutaient leur soit inébranlable de sang, les Aztèques, qui étaient à l'origine des deux de plus en plus exigeants, s'inclinèrent

devant les Espagnols. Cet événement est illustré par une épigraphe à la fois reconstruite à Mexico les trois cultures : l'Aztlèque, l'hispano-latino-américaine et l'espagnole ; c'est sur cette place des Trois Cultures qu'en octobre 1988 la révolte aztlèque fut noyée dans le sang. C'est là aussi qu'est née, pendant une nuit sans bruits que celle de Cortés doubla de sa victoire, la réflexion de tout un peuple qui se déboucha sur la tentative de remise en cause de structures dépassées.

Aujourd'hui, conquérants et conquises figurent pendant des siècles traversés de brèves jacqueries paysannes. Au Mexique, Cortés le vainqueur et Moctezuma le vaincu sont en fait encore les deux pôles d'une même inspiration. Le marché de Tenochtitlan, reconstruit en respectant le Musée national d'anthropologie, c'est une sensibilité différente de celle de Toléca, capitale de l'Etat de Mexico, à 800 mètres d'altitude. Mêmes visages, mêmes costumes, mêmes hiérarchies, mêmes herbes, mêmes nourritures, ont dominé le maïs, le haricot noir et le piment.

est spectaculaire et a profondément modifié les données économiques et sociales. Pour la première fois cette année, la Mexique va exporter du pétrole au Mexique. L'Etat a une croissance de 7 % par an et les exportations ont augmenté de 10 %.

(Lire la suite page 23.)

## RESSERRER LES LIENS AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

Par EMILIO RABASA, ministre des affaires étrangères

DANS son message à la nation du 1<sup>er</sup> décembre 1970, le président Echeverría s'était déclaré fermement décidé à resserrer « nos liens fraternels et notre coopération avec les peuples de la communauté latino-américaine du continent ». Fidèle à son propos, dès le mois de mai 1971, le premier magistrat procéda à une série de rencontres personnelles avec les chefs d'Etat des pays d'Amérique centrale, de Panama, du Pérou et du Chili. Cette année même, en juillet, son voyage en Amérique du Sud, qui l'a conduit au Costa-Rica, en Equateur, en Panama, en Argentine, au Brésil, au Venezuela et à la Jamaïque, visait, entre autres objectifs, l'intégration du processus d'intégration régionale.

L'activité diplomatique déployée par le président du Mexique se fonde sur sa conviction que l'union est venue pour les pays latino-américains du continent. Les efforts faits pour la poursuite de buts qui leur sont communs, il y a quelques années était épuisée, non sans légitimité, l'objectif de Bolívar de constituer une Amérique (1) à laquelle il appartenait de tracer la ligne de conduite à suivre dans nos relations avec le reste du monde. Aujourd'hui, avec la même légitimité, il est affirmé qu'il n'y a pas d'unité latino-américaine et qu'il y a autant d'Amérique latine que d'Etat qui la compose. Il est vrai que la carte géographique de la région se présente à nos yeux comme une mosaïque de couleurs : d'un pays à l'autre les différences sont parfois énormes, tant au plan du développement économique que du point de vue du progrès social. De telles différences ne peuvent manquer de se refléter dans la philosophie politique des gouvernements respectifs et dans les objectifs qu'ils se proposent d'atteindre. Nous pensons cependant, quant à nous, que reconnaître cette diversité et l'admettre n'est pas une fin en soi, mais, en quelque sorte, une mise en condition appelée à permettre à nos pays d'entreprendre la tâche d'identification des intérêts qui leur sont communs. Ayant fait table rase, nous serons en mesure d'essayer notre solidarité sur des bases solides.

Le Mexique attache un grand prix aux organismes créés au cours des dernières années dans la domaine économique et qui, sous la Commission économique de coopération latino-américaine (CECLA), ont favorisé le consensus latino-américain, ou tel le petit ardent ferment de la coopération et accélèrent l'intégration des pays de la région concernée. Des expériences analogues devraient, selon nous, être tentées sur le plan politique, à mesure que la planification bilatérale permet de déceler l'existence de domaines offrant des possibilités d'action commune.

Nous ne saurions perdre de vue, dans ce contexte, les nations des Caraïbes, récemment nées à l'indépendance. Elles sont rattachées, géographiquement, à notre continent, et bien que leurs cultures diffèrent de la nôtre, nos expériences historiques présentent bien des analogies. Considérant qu'elles font partie de notre famille, nous ne saurions tenir conseil sans qu'elles y participent de droit.

Les hauts plateaux rabotés du Centre, où l'histoire s'est faite depuis quatre siècles à coups de cloches, d'expéditions coloniales et de marches forcées, nous ont permis ? El Grillo, la cri de l'indépendance, se célèbre alors chaque 15 septembre à Mexico, sur le Socalo où l'explosion de l'enthousiasme populaire répondait à son grave de la cloche de Mexico. A droite, vers le Guerrero, hier refuge de Zapata, aujourd'hui de groupes de guérilleros, à gauche vers Vera-Cruz et le Tehuacan. Au Sud enfin, vers l'Oaxaca, le Tehuantepec et le Chiapas profond, dont on fête cette année le cent cinquantième anniversaire du rattachement à la République.

vers les plaines tropicales et les forêts du sud, dans les climats chauds, les temples mayas, et la longue plaine formée par les affrontes les ouragans aux noms de femmes dans les Caraïbes.

Cette histoire multiforme, cette boussole de climats, cet enchevêtrement de rocs et de plaines ont donné naissance à un homme mexicain triste et gai, introverti et exalté, fidèle et détaché, courageux et obéissant par le mort. Les Mexicains sont aujourd'hui cinquante-huit millions. Leur taux de croissance démographique de 2,5 % est l'un des plus élevés du monde. L'espérance de vie est aujourd'hui de soixante-trois ans. M. Mario Mora Palencia, ministre mexicain du Président, qui représentait son pays à la conférence mondiale sur la population de Bucarest en août dernier, a sans doute pu ajouter, après avoir donné ces chiffres, que le Mexique venait de créer un conseil national de la population afin de « rationaliser » et de « régulariser » la croissance, source de richesses mais aussi de conflits.

Cette explosion démographique, les énormes disparités de niveau de vie, les déséquilibres régionaux, la lutte pour l'indépendance économique et la conquête des véritables centres de décision, les

## LE PROBLÈME AGRAIRE

## Passé et avenir de la terre mexicaine

Par ROBERT ESCARPIT

QUAND le président Echeverría, lors de son intervention en 1970, a prononcé son discours-programme, on a pu noter que des applaudissements particulièrement vigoureux saluèrent les rangs serrés des vignerons militants payans lorsqu'il a annoncé qu'il maintiendrait la ligne de la révolution agraire mexicaine.

Le Mexique a beau être maintenant un grand pays industriel, qu'on ne peut plus qualifier de sous-développé et auquel l'expression de « pays en voie de développement » supplique d'un euphémisme, la révolution terricienne reste l'axe inébranlable de son développement.

Quand on parle du problème agraire au Mexique, il faut avoir l'air d'un homme d'Etat. Dès le 11 novembre 1911, quand le plan d'Ayala jeta les bases de la réforme agraire au lendemain de la révolution de 1910. Ensuite, le 6 janvier 1915, date de la loi par laquelle le président Carranza institua, ou plutôt rétablit la propriété collective des ejidos. Puis le 5 février 1917, date de la promulgation de la Constitution actuelle en vigueur de nos jours, dont l'article 27 constitue la chartre de l'agriculture.

Les deux dernières dates sont moins officielles, mais tout aussi importantes. En 1934, le président Lázaro Cárdenas relança la collectivisation, dont le rythme n'a jamais été aussi lent et

(Lire la suite page 23.)

## COMPAGNIE FRANÇAISE DE PROMOTION INDUSTRIELLE

## « COFIE »

Tour Atlantique

Cedex n° 6

92080 PARIS LA DEFENSE

Tel. 775.33.34



## USINE CGR AU MEXIQUE

Poursuivant un plan de développement dont le succès débouche le centre des spécialités de l'industrie médicale, CGR a décidé d'implanter une installation sur le continent américain en ouvrant au Mexique une unité de production d'appareils à Rayons X. Le lieu retenu est la ville de Querétaro.

Cette nouvelle usine, qui s'ajoute aux unités industrielles en service au Canada et aux U.S.A., doit ouvrir la production de CGR sur l'Amérique latine, où elle a installé, avec succès, dans ces territoires des filiales ou des représentations commerciales.

Parvenue en quelques années au tout premier plan du marché européen, CGR, par ce nouvel investissement, confirme ses prétentions sur le marché mondial et illustre une fois encore le modernisme et le dynamisme de ses conceptions en matière de stratégie commerciale et industrielle.

Elle participe en outre à l'effort d'équipement d'un pays ami de la France.

## PLANTA CGR EN MEXICO

Pursuiviendo un plan de desarrollo cuyo éxito ya se conoce fuera de los especialistas de la industria médica, CGR ha decidido ampliar su presencia en América por la creación en México de una fábrica de aparatos de rayos X.

Se instalará la fábrica en la ciudad de Querétaro (Qro).

La nueva planta que tendrá a adosarse a las fábricas ya trabajando en Canadá y U.S.A. debe fortalecer la penetración de CGR en América Latina, donde ya, con éxito, ha instalado, con éxito, en estos territorios filiales o representaciones comerciales.

Alcanzando rápidamente el primer lugar en el mercado europeo, CGR, por su nueva inversión, afirma sus pretensiones en el mercado mundial y muestra, de nuevo, el modernismo y el dinamismo de sus concepciones en la estrategia comercial e industrial.

Además contribuye al desarrollo de un país amigo de Francia.

COMPAGNIE GENERALE  
DE RADIOLOGIE  
13, square Max-Hymont,  
PARIS (15<sup>e</sup>)



COMPANIA GENERAL  
DE RADIOLOGIA  
S.A. de C.V.  
Antonio Sola n° 18 Col. Condesa  
MEXICO II, D. F.

# Nous pouvons vous offrir les mêmes services que votre banque.

## et même davantage !

Nous connaissons le pays. Pour les questions de commerce extérieur, c'est pratique. Egalement pratiques sont nos services complets et spécialisés du genre auquel vous êtes habitués. Nous avons 90 années d'expérience, plus de 380 succursales dans tout le Mexique et des correspondants dans le monde entier. Si vous choisissez une banque mexicaine avec autant de soins que la vôtre, vous nous choisirez certainement.



## La Banque du Mexique

Private Institution of Deposits, Savings and Trust with Branches throughout the Country.

## DIVISION INTERNATIONALE

Isabel la Católica 44-3er. Piso, Mexico 1, D. F. Tél. : 518-90-20

## BUREAUX A L'ETRANGER

AGENCE DE NEW-YORK : 45 Wall Street, N.Y., U.S.A.

FRANCFORT (Allemagne) : 6000 Frankfurt am Main Bockenheimer Landstrasse 51-53

PARIS (France) : 99, avenue des Champs-Élysées

MADRID (Espagne) : Alcalá Num. 45

LOS-ANGELES (Californie) U.S.A. : 458 South Spring St.

TOKYO (Japon) : Kokusai Binn, 1-1 Marunouchi 3 Chome, Chiyoda-Ku, Tél. : 213-5257, 5258

## BUREAUX FRONTALIERS AU MEXIQUE

Nagales, Sonora, Av. Obregon 28  
Tijuana, B.C. Calle 3a. No. 1939-2



## RESSERRER LES LIENS AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

(Suite de la page 23)

La conférence de Tlatelolco, qui s'est déroulée au Mexique du 18 au 23 février 1974, et à laquelle ont pris part tous les ministres des affaires étrangères d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a prouvé concrètement qu'il peut exister une unité réelle entre pays latino-américains et des Caraïbes, puisque, à l'occasion de cette réunion, ils ont proposé d'un commun accord huit points d'une importance politique et économique fondamentale : 1) coopération en faveur du développement ; 2) mesures coercitives de caractère économique ; 3) restructuring du système interaméricain ; 4) solution à apporter à la question du canal de Panama ; 5) structure du commerce international et du système monétaire ; 6) entreprises transnationales ; 7) transfert de technologie ; 8) panorama général des relations entre l'Amérique latine et les Etats-Unis d'Amérique.

### Pour renforcer la coopération économique

La proposition faite par le président Echeverría lors de son récent voyage en Amérique du Sud, en vue de créer un organisme latino-américain de consultation et de coopération économique appelé à élargir en permanence, et elle aussi, une importance considérable. Un tel organisme, en effet, aurait pour mission de : étudier les stratégies de développement ; tracer des politiques de coopération ; organiser la défense des prix des produits de base ; coordonner les stratégies de commercialisation et d'utilisation des ressources naturelles ; renforcer le pouvoir d'achat de biens de capital et de technologie ; garantir la fourniture d'articles nécessaires et de denrées alimentaires ; orienter et stimuler les divers processus d'intégration régionale ; définir, orienter et appuyer les accords de complémentarité et les investissements industriels communs ; promouvoir et organiser la recherche scientifique et technologique et la formation de spécialistes et de techniciens ; enfin, concevoir et mettre sur pied des institutions financières propres à stimuler des activités d'importance primordiale pour les pays latino-américains.

Telles sont les deux questions d'importance capitale qui, si elles sont résolues, à mon sens, à justifier le dialogue que le voyage du président Echeverría a permis d'établir. Il y a lieu d'y ajouter l'examen — dont il a fourni l'occasion — des moyens les plus propres à accélérer l'accomplissement, dans le cadre de l'Association latino-américaine de libre commerce, du processus d'intégration ; la signature, à la Jamaïque, d'un accord sur les termes auquel a été instituée la commission mixte Mexique-Communauté des Caraïbes et la confirmation au Pérou, en Equateur et au Venezuela des liens établis antérieurement avec le Groupe andin ; enfin, la conclusion de l'inter-équinoxial accord concret de caractères économiques et culturels ou de coopération technique.

Les résultats sont inévitables, et si quelques-uns d'entre eux sont appelés à produire leurs effets dans l'avenir immédiat, d'autres nécessitent des démarches complémentaires, des études et des décisions ultérieures. En dernière instance, la réussite d'une telle entreprise — dont le but primordial n'est pas d'obtenir des bénéfices immédiats, ni même immédiats, mais bien de promouvoir l'unité et la solidarité latino-américaines — ne dépend pas d'une volonté unique, mais de l'accord collectif.

EMILIO RABASA.

(PUBLICITE)

1.495.381.873 passagers transportés depuis 1971 et, pendant la même période, 25.157.960 kilomètres parcourus sur 37 kilomètres de lignes. Un taux de croissance annuel moyen de 13,5 %. Au service du public, pas un seul accident.



Le Métro de Mexico est l'orgueil des Mexicains de ses collaborateurs et de ses amis français

SISTEMA DE TRANSPORTE COLECTIVO  
(METRO)

مركز الامن لايمل

## LE PROBLÈME AGRAIRE

# Passé et avenir de la terre mexicaine



(Suite de la page 23)

Une moitié de la surface du Mexique est occupée par de grands pâturages (au nord, un quart par des forêts (dans la région tropicale), un septième par des déserts. Cela ne laisse que 20 à 25 millions d'hectares cultivables. Encore, faut-il distinguer les terres hervaseras, naturellement arrosées, qui représentent à peine 2 millions d'hectares, les terres de riego, réversibles par irrigation, et les terres de temporal, vouées au hasard du régime des pluies. Il est clair que la politique qui s'impose est de transformer le maximum de terres de temporal et de terres de riego. C'est pourquoi le président Alemán a créé de 1966 un ministère des ressources hydrauliques. Vers 1969, 9 millions d'hectares seulement étaient en mesure de produire une récolte. Pour un pays qui

avait alors trente millions d'habitants, cela représentait 0,30 hectare par habitant, chiffre inférieur à celui des pays européens les moins favorisés. Les trois quarts de cette surface produisaient du maïs pour moitié, du blé, du riz et de la canne à sucre, mais en quantité insuffisante pour une population toujours croissante. Le Mexique était importateur de céréales et ne se suffisait à lui-même que pour le coton et encore partiellement pour les produits tropicaux, sans parler du frijol, le fameux haricot rouge qui est avec le maïs la base de la nourriture traditionnelle du Mexique. Il est clair qu'un deuxième axe de la politique agricole mexicaine devait être l'amélioration du rendement par l'adoption de techniques modernes. C'était là, avec l'eau, le problème vital des années 60.

On pourrait aussi mentionner le financement. La révolution mexicaine a prévu un système très complet de banques « étatiques » et de banques d'Etat, mais les besoins sont énormes et les investissements ne sont jamais démentés.

On pourrait enfin mentionner l'infrastructure économique. Faute de routes, faute de systèmes de distribution, beaucoup d'étidos sont tombés entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux. La Sociedad Nacional Regadora y Distribuidora, fondée en 1941, a été longtemps qu'un palliatif peu efficace.

Mais le facteur peut-être le plus déterminant a été celui de l'équipement (dans le cadre d'ail-

leurs, cela représentait 0,30 hectare par habitant, chiffre inférieur à celui des pays européens les moins favorisés. Les trois quarts de cette surface produisaient du maïs pour moitié, du blé, du riz et de la canne à sucre, mais en quantité insuffisante pour une population toujours croissante. Le Mexique était importateur de céréales et ne se suffisait à lui-même que pour le coton et encore partiellement pour les produits tropicaux, sans parler du frijol, le fameux haricot rouge qui est avec le maïs la base de la nourriture traditionnelle du Mexique. Il est clair qu'un deuxième axe de la politique agricole mexicaine devait être l'amélioration du rendement par l'adoption de techniques modernes. C'était là, avec l'eau, le problème vital des années 60.

On pourrait aussi mentionner le financement. La révolution mexicaine a prévu un système très complet de banques « étatiques » et de banques d'Etat, mais les besoins sont énormes et les investissements ne sont jamais démentés.

On pourrait enfin mentionner l'infrastructure économique. Faute de routes, faute de systèmes de distribution, beaucoup d'étidos sont tombés entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux. La Sociedad Nacional Regadora y Distribuidora, fondée en 1941, a été longtemps qu'un palliatif peu efficace.

Mais le facteur peut-être le plus déterminant a été celui de l'équipement (dans le cadre d'ail-

leurs, cela représentait 0,30 hectare par habitant, chiffre inférieur à celui des pays européens les moins favorisés. Les trois quarts de cette surface produisaient du maïs pour moitié, du blé, du riz et de la canne à sucre, mais en quantité insuffisante pour une population toujours croissante. Le Mexique était importateur de céréales et ne se suffisait à lui-même que pour le coton et encore partiellement pour les produits tropicaux, sans parler du frijol, le fameux haricot rouge qui est avec le maïs la base de la nourriture traditionnelle du Mexique. Il est clair qu'un deuxième axe de la politique agricole mexicaine devait être l'amélioration du rendement par l'adoption de techniques modernes. C'était là, avec l'eau, le problème vital des années 60.

On pourrait aussi mentionner le financement. La révolution mexicaine a prévu un système très complet de banques « étatiques » et de banques d'Etat, mais les besoins sont énormes et les investissements ne sont jamais démentés.

On pourrait enfin mentionner l'infrastructure économique. Faute de routes, faute de systèmes de distribution, beaucoup d'étidos sont tombés entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux. La Sociedad Nacional Regadora y Distribuidora, fondée en 1941, a été longtemps qu'un palliatif peu efficace.

On pourrait aussi mentionner le financement. La révolution mexicaine a prévu un système très complet de banques « étatiques » et de banques d'Etat, mais les besoins sont énormes et les investissements ne sont jamais démentés.

On pourrait enfin mentionner l'infrastructure économique. Faute de routes, faute de systèmes de distribution, beaucoup d'étidos sont tombés entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux. La Sociedad Nacional Regadora y Distribuidora, fondée en 1941, a été longtemps qu'un palliatif peu efficace.

Mais le facteur peut-être le plus déterminant a été celui de l'équipement (dans le cadre d'ail-

### Poussée démographique et propriété privée

Le premier problème est démographique. Le Mexique de 1920, décliné par la révolution et la misère, avait environ quatre millions d'habitants. De 1920 à 1930, la population augmenta d'un million tous les cinq ans, de 1930 à 1940 d'un million tous les trois ans, de 1940 à 1950 d'un million tous les deux ans, de 1950 à 1960 d'un million tous les ans. Il a franchi la barre des cinquante millions en 1970, et c'est sans exagération aucune que le président Echeverría peut prévoir un Mexique de cent millions d'habitants pour l'an 2000.

Cela signifie toujours plus de bouches à nourrir, toujours plus d'enfants à scolariser, une charge toujours plus lourde pour la population active, mais surtout cela implique de prodigieuses bouleversements sociaux, notamment en ce qui concerne l'équilibre de la population rurale et de la population urbaine.

Un point de crise a été atteint en 1960, ou aux environs de 1960, mais cela, pour des raisons qui ne sont pas seulement démographiques. La révolution de 1910 avait eu pour but de liquider les latifundios. L'article 27 de la Constitution affirme que la terre est propriété de toutes les parties du territoire national. La propriété privée n'est donc qu'une concession révoquée, et la Constitution ordonne le fractionnement des grands domaines.

Sous l'influence du communisme agraire de l'époque et par référence au calpulli, propriété collective des Aztèques, Carranza entreprit à partir de 1915 de distribuer les terres soit à des petits propriétaires, soit surtout aux fermes collectives, les ejidos (du nom qu'on donnait au pays communal en Espagne).

Entre 1915 et 1930, 37 millions d'hectares (dont un quart de terres cultivables) furent répartis. Vingt millions furent sous la seule présidence de Carranza (1914-1920). Vers 1930, les ejidos représentaient un tiers des terres recensees et nettement plus de

la moitié des terres cultivables. La petite propriété représentait moins de 1 % des terres recensees, mais 5 % des terres cultivables. La grande propriété avait le reste, c'est-à-dire quelque 40 % des terres cultivables et d'immenses espaces de terres de temporal, de forêts dans la zone tropicale ou de steppes à élevage d'intensité dans le Nord.

Des erreurs grossières furent commises dans les premiers temps,



Contrée très vive, pour ne pas tromper.

La moitié de la population agricole est encore composée de paysans sans terres.

et notamment celle d'un morcellement excessif qui détruisait le système d'irrigation des grandes haciendas, qu'il aurait fallu au contraire améliorer. De présidence en présidence, on voit la dimension moyenne de la parcelle par bénéficiaire passer de 4 hectares sous Carranza à 67 hectares sous Cárdenas, entre 1940 et 1960. Au même temps, cette dimension se module. Elle était au minimum de

leurs se retrouvent tous les autres). Un recensement de 1940 permet d'établir un tableau eloquent (voir col. 1 et 2). Dix ans plus tard, l'équipement était évidemment amélioré d'une manière globale (vingt-trois mille tracteurs au total dans le pays en 1950), mais la disproportion entre la grande propriété privée et la propriété collective s'était accrue.

Des lors, il apparaissait que la poursuite du mouvement se heurterait à un blocage si le Mexique n'était pas en mesure de poursuivre le virage décisif du développement à commencer par l'industrialisation.

C'est sur le thème de l'industrialisation que le président

L'énergie était la clef du développement industriel. Celui-ci possédait des bases solides avec les aciéries de Monterrey, créées en 1924 et modernisées en 1938. Plusieurs autres complexes sidérurgiques furent créés et développés dans le Nord et sur la côte Pacifique après la guerre afin d'exploiter les richesses considérables du sous-sol. Entre 1938 et 1955, la production mexicaine d'acier quadrupla.

Se posa alors le problème de la création d'industries de fabrication non métalliques, liées pour les biens de consommation qu'elles gèrent à l'urbanisation accélérée du pays qui réduisait les équipements nécessaires à l'économie et notamment à l'agriculture.

Cela ne pouvait se faire sans investissements étrangers. Il y en eut d'européens (en particulier français), mais ils furent surtout nord-américains. Les Etats-Unis faisaient une rentrée en force. Tout le problème des trois présidents qui succédèrent à Miguel Alemán (Rufin Cortines, Lopez Mateos et Díaz Ordaz) fut de maintenir son élan à la Révolution mexicaine sans effrayer le capital américain ni inquiéter outre mesure ce redoutable voisin que sont les Etats-Unis.

Le Mexique est habitué à cette navigation à vue, qui suppose une planification rigoureuse mais souple. Mais le jeu du commerce, cette fois du fait d'un sort, de l'apparition de mouvements plus dynamiques et plus exigeants que la vieille machinerie d'Etat révolutionnaire industriel, d'autre part des profonds bouleversements de la société mexicaine, qui de 1960 à 1968, ont entraîné dans les centres urbains, et notamment à Mexico (qui quintupla sa population en vingt-cinq ans), un état d'agitation quasi permanent.

Le régime n'a pas pour autant sérieusement ébranlé. C'est qu'il a su garder pour lui, malgré de sévères difficultés dans le Guerrero par exemple l'appui de la masse paysanne. Même dans un pays industriel et urbanisé comme le Mexique moderne, cet appui reste la clef du pouvoir.

Le personnel du candidat présidentiel choisi par l'équipe dirigeante reflète toujours la conjoncture. Luis Echeverría, l'homme de 1970, est le premier président d'une génération trop jeune pour avoir connu l'époque héroïque de la révolution agraire, mais il a en des son inventure l'aval officiel du vieux héros de cette révolution, Lázaro Cárdenas, qui devait mourir quelques mois plus tard.

Refaisant les étiquettes politiques, louvoyant entre les courants divers de l'organisation des Etats américains diversifiant les investissements et les mariages, Luis Echeverría a, en quelques années, donné au Mexique la dimension d'un pays qui demande un développement. Il se pose maintenant en chef d'Etat de premier plan qui ne peut être ni vraiment dirigé par les « progressistes » ni sérieusement mis en danger par les forces plus ou moins clandestines de l'ordre nord-américain.

**Le Mexique est un pays qui produit et exporte beaucoup plus qu'on ne croit ...et pas seulement de la couleur locale : automobiles, camions, autobus, pièces détachées, moteurs, motocyclettes, bicyclettes, wagons de chemin de fer, téléviseurs, récepteurs radio, électrophones, etc...**

Le Mexique est aussi le producteur mondial n° 1 de fluorine ; il vient également au troisième rang de la production mondiale de plomb et d'antimoine, et au quatrième rang de la production d'argent. Ce vaste marché doit vous intéresser, soit en tant qu'importateur ou exportateur, soit en effectuant des investissements dans l'industrie ou le tourisme : hôtels, immeubles en copropriété, résidences secondaires dans les régions côtières et tous développements de centres touristiques.

Pour tous renseignements, écrivez aux adresses suivantes :

**BANCO DE COMERCIO, S.A.**

Bureau international  
Boulevard V. Carranza - México 1, D.F. - MEXICO

Une banque est déjà moderne

### RESEAU BANCOS DE COMERCIO



35 banques commerciales avec plus de 500 bureaux dans tout le pays :  
FINANCIERA BANCOMER, Banque pour le développement  
HIPOTECARIA BANCOMER, Banque hypothécaire

Bureaux de représentation à l'étranger :

**LONDON** 800 Wilshire Boulevard 540 Madison Avenue  
London E.C. 3 V-00Y Suite 1080  
New York, N.Y. 10022  
England  
Mr. Henri E. Moquette Mr. Howard P. Klein, Jr.

**MADRID** Alcala 30  
2<sup>e</sup> P<sup>te</sup> Oficina 11  
Madrid 14, España  
Lic. Manuel Justo Sierra Mr. Ryohki Kato

**TOKYO** Shinjuku Bldg. Room 842  
2<sup>e</sup> F<sup>te</sup>, Marunouchi, 3-Chome  
Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan  
Lic. Manuel Justo Sierra Mr. Ryohki Kato

## Votre expansion passe par le Crédit Lyonnais.

- 2400 agences en France.
- Représentations, filiales et participations dans les cinq continents.



Affaires Internationales  
19 bd des Italiens, Paris 2<sup>e</sup> - Tél. 508.70.00

Représentation au Mexique :  
Monseigneur André Grimaldi d'Esdra  
Paseo de la Reforma 445, Mexico 5 D.F. - Tél. 5-33-03-00

Europariétaires :  
Banco di Roma - Banco Hispano Americano - Commerzbank - Crédit Lyonnais.



## *La tradition indienne et le choc du progrès*

**L**es visiteurs étrangers qui rejoignent du Mexique, selon leurs impressions, le plus intéressant des pays d'Amérique latine. Ils ont ramené des images bien déssemblables : leurs d'affaires, l'universitaire, auront rencontré dans la capitale ou dans les grandes villes de province le modernisme le plus pénétré par la civilisation nord-américaine, une efficacité technique remarquable, tout comme au Brésil ; entre deux voyages, les progrès sont évidents. Les touristes, en particulier les Européens, d'ailleurs, ont bien compris, depuis dix ans, qu'ils se trouvent au contraire l'étranger d'une civilisation - indienne - qu'ils croient immuable depuis les temps

précolombiens, certains ethnologues ont noté qu'il y a eu, dans ce monde radicalement différent.

En réalité, les contrastes du Mexique sont hérités d'une longue histoire dont les différents apports se combinent de façon tout différente d'un point à l'autre du pays, aucune campagne ni aucune ville n'ignorant complètement ni la pensée indigène ni la pénétration actuelle du capitalisme national et international. Ce pays est donc un monde complexe, tend à s'écarter actuellement de son rôle des pouvoirs publics ont dû prendre conscience pour chercher à y remédier.

Par CLAUDE BATAILLON \*

[illegible][illegible][illegible]

C'est sans doute le centre du pays qui connaît les plus violents contrastes, en particulier entre milieu urbain et milieu rural. Ce dernier, dans l'ensemble, est dominé par la multitude de lieux de la réforme agraire.

## La frontière et l'industrialisation

CRACÉE au marché des grandes villes, l'agriculture irakienne a développé une agriculture moderne et prospère, comme dans la Baïle : elle n'est pas toujours axée sur les produits tropicaux, mais la plantation, nouveau venu de la terre dont la sont les parcs locaux, étant abritée du subside d'épaveurs et de la culture de la terre, elle est assez spectaculaire dans le centre du pays, où la plupart des cités croissent, se modernisant, accueillant des visiteurs et des investisseurs. Cette croissance urbaine, le fait de la capitale est dénoté : l'aire métropolitaine de Mossoul dispose probablement de la plus grande agglomération d'habitants, faisant longtemps la capitale des autres villes, ce dont on peut se rendre compte en traversant l'ouest de l'Irak, où la capitale guizaine d'Amman, la plus grande que les autres villes plus proches n'industriel que par ses services, est la capitale de la capitale de la capitale.

# ET REN

### Pauvreté paysanne et croissance urbaine

A INSI s'explique la méfiance du peuplement « indigène » : dans le Casanari, il s'agit de villages souvent déjà bilingues, habitués dès avant la colonie à respecter un pouvoir politique central, en proie parfois à la plus prolongée pauvreté : dans les montagnes de la Mitiktha, sèches et dévorées par l'érosion, on compte le fruit désolateur des cultures de maïs par l'aristocratie du trocasse de la palme pour chapelier de la guerre, qui rendait à ceux qui lui offraient des revenus quotidiens inférieurs à 1 franc, sous le contrôle d'élites de Tahouana et de Danc. Ces aristocrates, autour de Cristobal, les communistes bien sûr, les chefs du Gustamali ont gardé leurs costumes nelo — introduits par les évangélistes, — leur barbe mais perché complètement par un cent

Le contraste des niveaux de vie entre campagnes et villes du centre de la France a été l'un des facteurs à l'origine des migrations à l'intérieur des villes : quartiers résidentiels de villas à l'arrière-plan, une riche bourgeoisie, une élite d'industriels et de hauts fonctionnaires, ont pu profiter de la situation. Les milieux populaires (colonies populaires), étudiants, familles modestes, ont dû se contenter de logements sociaux, de services publics (écoles, sports ou loisirs) et encore parfois assez défectueux quand la ville occupait par des quartiers. Entre ces deux types de milieux, il y avait une zone intermédiaire, celle des villes moyennes, d'une classe moyenne pourvue de ressources stables, peut-être parvenues à l'équilibre. Les villes moyennes ont donc été les plus à bénéficier de la situation.

1. 1.000  
 2. 1.000  
 3. 1.000  
 4. 1.000  
 5. 1.000  
 6. 1.000  
 7. 1.000  
 8. 1.000  
 9. 1.000  
 10. 1.000  
 11. 1.000  
 12. 1.000  
 13. 1.000  
 14. 1.000  
 15. 1.000  
 16. 1.000  
 17. 1.000  
 18. 1.000  
 19. 1.000  
 20. 1.000  
 21. 1.000  
 22. 1.000  
 23. 1.000  
 24. 1.000  
 25. 1.000  
 26. 1.000  
 27. 1.000  
 28. 1.000  
 29. 1.000  
 30. 1.000  
 31. 1.000  
 32. 1.000  
 33. 1.000  
 34. 1.000  
 35. 1.000  
 36. 1.000  
 37. 1.000  
 38. 1.000  
 39. 1.000  
 40. 1.000  
 41. 1.000  
 42. 1.000  
 43. 1.000  
 44. 1.000  
 45. 1.000  
 46. 1.000  
 47. 1.000  
 48. 1.000  
 49. 1.000  
 50. 1.000  
 51. 1.000  
 52. 1.000  
 53. 1.000  
 54. 1.000  
 55. 1.000  
 56. 1.000  
 57. 1.000  
 58. 1.000  
 59. 1.000  
 60. 1.000  
 61. 1.000  
 62. 1.000  
 63. 1.000  
 64. 1.000  
 65. 1.000  
 66. 1.000  
 67. 1.000  
 68. 1.000  
 69. 1.000  
 70. 1.000  
 71. 1.000  
 72. 1.000  
 73. 1.000  
 74. 1.000  
 75. 1.000  
 76. 1.000  
 77. 1.000  
 78. 1.000  
 79. 1.000  
 80. 1.000  
 81. 1.000  
 82. 1.000  
 83. 1.000  
 84. 1.000  
 85. 1.000  
 86. 1.000  
 87. 1.000  
 88. 1.000  
 89. 1.000  
 90. 1.000  
 91. 1.000  
 92. 1.000  
 93. 1.000  
 94. 1.000  
 95. 1.000  
 96. 1.000  
 97. 1.000  
 98. 1.000  
 99. 1.000  
 100. 1.000

Les supermarchés

Le nord du Mexique laisse peu à peu l'impression d'être celui qu'on obtient dans le centre du sud tout du pays : le drame des rures qui vivent au nord de la frontière n'est pas différent de celui des rures qui vivent au sud. L'huile, plante à fibre dure de la steppe à caecatois, est une production importante. On trouve aussi une carotène de l'Académie nationale médecine sous la plus étroite dépendance à l'égard des États-Unis. Les États-Unis ont une grande quantité de ce qui sont les plus grands éléments de base, de plus en plus intense et plus en plus intense. Les États-Unis ont une grande quantité de ce qui sont les plus grands éléments de base, de plus en plus intense et plus en plus intense. Les États-Unis ont une grande quantité de ce qui sont les plus grands éléments de base, de plus en plus intense et plus en plus intense.

## Contrôler le flot "naturel" des investissements

CES contrats régionaux sont, carottures, par leur brutalité, de ceux que connaissent l'Argentine du Nord, la Grèce ou l'Italie au contact de l'Europe industrialisée. Mais, à l'instar de la République, Lute Scherwin, a sa prise conscience et l'aie d'y remédier : ces mesures destinées à traiter par la croissance de la région, des déclarations, se sont jouées des déclarations destinées à ramener la vapeur derrière les régions dépeuplées ; les entreprises nouvelles à leur localisation hors des secteurs déjà pollués ; financement systématique des infrastructures ; et, enfin, l'emploi, en particulier en réduisant le travail des masses sous-employées et en cessant d'utiliser de technologie coûteuse.

En fait, ces contrats régionaux ont permis à certaines régions dépeuplées du sud (l'ethnie de Tehuantepec en particulier) : désaffectation d'activités scientifiques ; déqualification importante ; destruction en partie des vestiges moyennes écartés de la capitale, de Monterrey ou de Guadalajara.

Si l'on envisage le cadre social et politique dans lequel on réalise le processus, on peut se demander si le volontarisme manifesté au cours de l'acte de planification, à même d'agir de façon invincible, ne se trouve au cours de ce que l'on, depuis le fin du siècle dernier et surtout pendant la 2<sup>e</sup> moitié de la 20<sup>e</sup> siècle, a appelé la "Rot - économique", public ou privé, qui a permis de produire cette croissance ; et cependant, au dire du président Echeverría, la grande dépopulation est à ce prix.

## EXPORT - IMPORT - FINANCEMENT

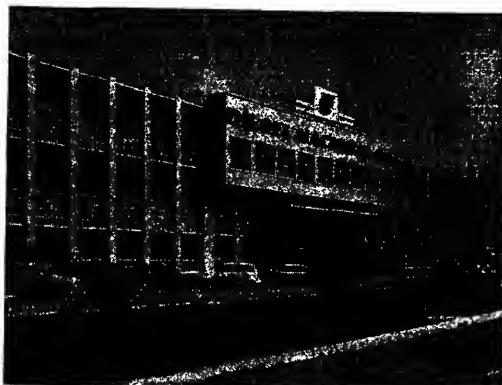
Le Groupe Financier del Atlantico met à votre disposition sa grande expérience dans le financement du Commerce International entre Mexico et le reste du Monde.

Les interventions sur le marché financier et les émissions d'actions et obligations sont une autre de nos spécialités. Nous pouvons aider vos filiales au Mexique dans ce domaine.

**Banque Associée à la Banque Nationale de Paris.**

**GRUPO FINANCIERO DEL ATLANTICO**  
Division Internationale  
V. Carranza No. 48  
Mexico 1, D. F.  
Tel: 585-31-00  
TELEX: BANATLAN MEX 017 71 305  
BANATLAN MEX 017 72 456

هڪڙو من راجي



# DINA ET RENAULT



Ainsi que dans les pays en voie de développement on discute avec passion, et ceci non sans raisons, des avantages et des désavantages des investissements étrangers, on pourrait citer au Mexique les résultats positifs obtenus par l'association d'entreprises d'Etat françaises et mexicaines.

Actuellement, personne ne conteste que l'association réalisée entre Diesel Nacional S.A., entreprise appartenant au gouvernement mexicain, et la Régie nationale des usines Renault, entreprise nationale, a donné des résultats franchement satisfaisants pour les deux parties, et l'on peut affirmer que les relations entre les deux entreprises se sont renforcées et élargies, permettant de consolider un « modus operandi » grâce auquel les deux parties ou les deux associés s'appuient mutuellement pour atteindre leurs objectifs, réaliser un développement industriel plus important et effectuer une pénétration plus large du marché automobile mexicain.

Au cours de ces années de travail en commun, le succès obtenu par les automobiles Renault auprès du public mexicain n'a fait que se développer. Ce succès a décidé Diesel Nacional

et la Régie nationale des usines Renault à développer leurs installations.

La construction de la nouvelle usine d'automobiles de Diesel Nacional, située à Ciudad Sahagún (à 100 km de la ville de Mexico), prévue pour atteindre une production de 40 000 véhicules par an, a commencé en 1974.

Cette nouvelle usine, étudiée pour un développement important et conforme aux nécessités du marché, sera équipée des machines les plus modernes de la technique automobile, ouvrant ainsi la possibilité de fabriquer les modèles actuels et futurs de la gamme Renault dont la conception est à l'avant-garde de l'industrie automobile.

De plus, la fabrication des modèles Renault 4 se poursuivra dans leurs deux versions. Ce sont les véhicules les plus économiques qui existent sur le marché mexicain. La fabrication de la Renault 8 et de la gamme Renault 12 (Renault 12 TL et Renault 12 Guayin), se poursuivra également.

Les progrès du groupe automobile Dina-Renault constituent un exemple montrant comment la coordination entre deux entreprises d'Etat peut donner des résultats constituant un

bénéfice pour l'ensemble des pays intéressés et permet d'offrir sur le marché d'un pays comme le Mexique des véhicules automobiles de la qualité la plus élevée à un prix très raisonnable.

Pour réaliser cette production qui doit plus que doubler, Renault Mexicana S.A. de C.V., qui est l'organisation commerciale qui centralise la distribution et la vente des véhicules fabriqués par l'association, prend les mesures nécessaires pour le renforcement de son réseau de distributeurs pour couvrir l'ensemble du pays.

## RENAULT MEXICANA S.A. DE C.V.

1. Ventes de véhicules neufs .....	1970	13 900 véhicules
—	1971	14 700 véhicules
—	1972	14 800 véhicules
—	1973	16 300 véhicules
Prévision 1974	19 500 véhicules	
1975	22 000 véhicules	
2. Ventes de pièces détachées : 72 millions de pesos.		
3. Personnel : 500 personnes.		
4. Réseau de distribution et service : 40 distributeurs ;		
Nouveaux distributeurs en 1974 : 18		
Total .....	108	

## BREF RÉSUMÉ HISTORIQUE

1960 — Dans le but d'utiliser un pourcentage élevé de pièces et de fabrications mexicaines, la Régie nationale des usines Renault signe avec Diesel Nacional un accord concernant le montage et la distribution du modèle Dauphine.

1962 — Le modèle Renault 4 est présenté sur le marché mexicain.

1963 — Le premier bloc moteur d'origine mexicaine est fabriqué pour la nouvelle Renault 8.

1966 — Dina et Renault se répartissent les activités techniques et commerciales dans le cadre de nouveaux accords signés au mois de novembre. Dina continuera la fabrication des modèles Renault alors qu'une nouvelle organisation, la Renault Mexicana, se chargera de leur commercialisation.

1970 — Le désir qu'a le gouvernement de développer sa politique d'industrialisation se manifeste très clairement. D'autre part, la croissance du potentiel économique du marché automobile mexicain offre de nouvelles perspectives à l'industrie et à Renault.

1971 — Le nouveau modèle Renault 12 est présenté simultanément sur le marché mexicain et en France.

1972 — Les deux entreprises signent d'importants accords pour la constitution d'une association en participation entre Dina et la Régie Renault, ce qui entraîne un investissement initial de 100 millions de pesos et un investissement de 25 millions de pesos dans une seconde étape.

1973 — Présentation de la Renault 12 Guayin.

1974 — Le réseau de commercialisation de Renault Mexicana compte 100 distributeurs avec leurs installations de vente et de services.

Au cours de cette même année, la construction de nouveaux ateliers de montage commence à Ciudad Sahagún, Etat de Hidalgo, dont la production annuelle prévue est de 40 000 unités et qui profitera des progrès les plus récents de la technologie automobile.

De ce fait, le pourcentage de pièces et main-d'œuvre mexicaines incorporées aux modèles Renault atteindra 70 %. Une augmentation appréciable des exportations vers l'Amérique centrale et l'Amérique du sud sera réalisée.

L'association Dina-Renault est devenue l'une des entreprises dynamiques de l'industrie automobile qui, grâce à son action, apporte une contribution importante au développement industriel du Mexique d'aujourd'hui et de demain.



## RYTHME DE CROISSANCE SOUTENU, ESSOR DES EXPORTATIONS

## Vers un nouveau



En dépit de conditions adverses — instabilité monétaire internationale et cyclone climatique de l'été 1973 — l'économie mexicaine a réussi à maintenir en cours des trois dernières années — les trois premières du mandat du président Echeverría — le rythme d'expansion extrêmement élevé qui est le sien depuis le début des années 1960.

Le taux d'accroissement du produit national brut en 1973 — 7,5 % — est même supérieur d'un demi-point à la moyenne annuelle de la dé-

cennie 1963-1972. L'expansion économique conserve une large avance sur le taux d'accroissement démographique, qui est cependant l'un des plus élevés du monde (2,5 %).

LES progrès les plus notables ont été constatés, comme à l'accoutumée, dans la secteur secondaire. La production industrielle s'est accrue dans la proportion de 8,2 % en moyenne. En ce qui concerne les produits manufacturés, le rythme s'est fait légèrement ralenti par rapport à l'exercice précédent (8 % en

1973, 8,7 % en 1972). L'industrie sidérurgique reste très dynamique (5,4 % d'accroissement en 1973) mais marque cependant une baisse sensible par rapport au chiffre exceptionnel de l'année précédente (15,8 %) au cours de laquelle la HEMSA (des hauts fourneaux du Mexique) avait atteint le volume de production le plus élevé de leur histoire. L'essor en secteur du complexe sidérurgique de Las Truchas accroît considérablement, en ce domaine, la capacité de production du pays.

Dans l'industrie pétrochimique,

le rythme de croissance reste exceptionnel (15 %), bien que légèrement en baisse, lui aussi, par rapport à l'année précédente.

A l'inverse, dans le secteur minier, le taux d'accroissement moyen demeure faible (2,5 %), mais marque un léger progrès par rapport à 1972 (1,5 %). Au reste, les inégalités sont considérables à l'intérieur de ce secteur. Tandis que la progression se ralentit en ce qui concerne certains métaux non ferreux comme l'antimoine, l'étain et le tungstène, la hausse est au contraire sensible dans le cas du plomb (2,1 %) et surtout du soufre (58 %). Forte expansion également en ce qui concerne la manganesse (21,1 %), dont la production va passer sous le contrôle du secteur public à la suite de l'opération de « mexicanisation » qui assure à Nacional Financiera, 51 % des actions de la société Ant. Cette firme, la plus grande du pays en ce secteur, exporte 80 % de sa production vers les États-Unis, le Japon et la France.

La fabrication de matériel de transport (autos, camions, autocars, wagons à moteur de fer...) a progressé dans la proportion de 21 % au lieu de 8 % en 1972. Le déficit des citadines de la firme anglaise

Perkins, établie depuis de longues années au Mexique, de se constituer en société mixte, moyennant un apport de capital mexicain, constitue un pas important vers la « mexicanisation » de l'industrie automobile.

Dans le domaine des biens d'équipement, la production marque, en 1973, des progrès déjà très sensibles, qui vont s'accroître au cours des années à venir. Pour freiner les importations d'équipement, qui pèsent lourdement sur la balance commerciale, la Nacional Financiera a en effet mis au point, avec la coopération du CONACYT (Conseil national des sciences et de la technologie) un programme de production de machines qui permettront d'économiser 35 % des dépenses consacrées jusqu'à ces importations.

Le secteur le plus dynamique de l'activité industrielle est celui de la construction, dont le rythme de croissance fut, en 1973, de 15,5 % grâce aux investissements du secteur public et, en particulier, aux efforts déployés par l'INFONAVIT (Institut du logement) pour construire des cités ouvrières. Ce rythme de croissance accéléré a stimulé à son tour les industries annexes de production de matériaux (verre, ciment).

Par contre, sur le plan agricole, les taux d'expansion restent faibles : 5 % pour l'exploitation forestière, 2,5 % pour l'élevage et 1,7 % pour l'agriculture. La faiblesse des résultats d'ensemble obtenus en 1973 s'explique, dans une certaine mesure, par des conditions climatiques défavorables (sécheresse suivie d'inondations). Mais cette année, l'importance des réserves accumulées dans les barrages à la suite des pluies catastrophiques de l'an dernier a favorisé les récoltes de la campagne 1973-1974.

Le retard de l'agriculture sur l'industrie a d'ailleurs été, jusqu'à ce jour, une constante au Mexique. Constante dont la cause véritable doit être trouvée dans les prix de garantie des cultures et dans les faibles pouvoirs publics pour des raisons sociales. Et, de fait, les secteurs où l'on a constaté un progrès en 1973 sont précisément ceux où la nouvelle politique des « prix réalistes » a été mise en vigueur. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la culture de l'agave, producteurs ont commencé à amortir leurs dettes accumulées au cours de la période antérieure, et la récolte s'est accrue de 10 %, atteignant en 1973 la chiffre sans précédent au Mexique de 2 590 000 tonnes. Les nouveaux barèmes ont également stimulé certaines cultures viticoles, en particulier le *frjol* (haricot noir) et le maïs, dont la production s'est accrue en 1973 de 8,7 % et 8,1 % respectivement. L'augmentation a été particulièrement spectaculaire dans le secteur du blé (18,4 % en 1973 et 20 % en 1974). La moisson de cette année, qui s'élève à 2 400 000 tonnes, est la plus importante de l'histoire du Mexique.

Par ailleurs, l'effort méthodique mis en œuvre dans le domaine du café et qui s'est traduit par une augmentation moyenne de 180 000 sacs par an au cours des cinq dernières années, a permis d'atteindre en 1973 le chiffre de production de 3 700 000 sacs. La poursuite de ce plan, dans les dix années à venir, devrait conduire en 1982-1983 à un volume de production de 8 millions de sacs.

L'agriculture mexicaine offre, certes, une large marge de possibilité, mais, dans un pays qui se caractérise par une superficie cultivable relativement exiguë et un taux d'accroissement démographique exceptionnellement élevé, on devra tôt ou tard faire appel, pour l'alimentation, à d'autres ressources. Le président Echeverría va cesser de proclamer que pour le Mexique, qui possède 10 000 kilomètres de côtes ouvertes sur deux océans, la mer constitue la grande réserve de l'avenir. D'où les tentatives de la diplomatie mexicaine pour développer, sur le plan international, la doctrine de la mer patrimoniale, d'une étendue de 200 milles marins. Les efforts en vue de stimuler la pêche (plan national de pêche, investissements, aménagement des ports, construction et acquisition d'embarcations...) commenceront à donner des résultats.

## "Le meilleur investissement"

LES progrès réalisés dans l'industrie sont principalement dus à l'augmentation massive des investissements du gouvernement fédéral, de la Banque du Mexique et des autres banques du secteur public. Mais l'expansion industrielle a également été favorisée par la nouvelle politique de développement et de libération du chômage mise en œuvre par le président Echeverría, qui a encouragé les investisseurs étrangers et à encourager la création en terre mexicaine, à proximité des grandes concentrations de main-d'œuvre, de nouvelles entreprises mixtes, mexicaines et étrangères. Cette politique trouve son expression dans l'expansion « au Mexique, le meilleur investissement » qui se tient actuellement à Mexico (du 26 juin au 20 octobre 1974) et qui a pour objet de montrer comment une foule d'articles, jusqu'alors importés, pourraient être fabriqués à meilleur

compte au Mexique, par des entreprises créées avec participation étrangère, dans le cadre de la nouvelle législation sur les sociétés mixtes et les transferts de technologie.

Cette politique, à long terme, dont les résultats ne seront réellement perceptibles que dans les années à venir, tend à créer les conditions propices à une seconde étape dans l'expansion. Le très léger ralentissement du taux d'accroissement observé dans certains secteurs industriels, après le bond en avant de 1972, montre, en effet, que l'industrie avait atteint un niveau optimal qu'il s'agit maintenant de dépasser sans réforme structurelle. Ce freinage constitue d'ailleurs la conséquence logique de la rapidité de l'expansion. La production atteint, dans certains cas, la limite de la capacité installée et elle est entravée, dans d'autres secteurs, par l'insuffisance des produits énergétiques.

## Plan d'urgence pour les produits énergétiques

ANISI la production électrique (qui s'est accrue de 8,5 % en 1973) reste inférieure aux besoins du secteur industriel, le déséquilibre s'aggrave surtout par la politique des hautes taxes mise en œuvre pendant de longues années, de telle façon que la Commission nationale de l'électricité n'a pas été en mesure de procéder aux investissements nécessaires. A la suite du relèvement sensible des tarifs intervenu en octobre 1973, les pouvoirs publics ont mis au point, pour les trois années à venir, un programme de financement d'un montant total de 32 400 millions de pesos (13 milliards de francs suisses) qui va permettre de porter la production à 97 925 millions de kilowatts-heure (dont 65 % pour les besoins industriels).

La production pétrolière a constitué, pour l'industrie mexicaine, un autre goulet d'étranglement. Le taux d'expansion en ce secteur était, depuis de longues années, inférieur à celui de l'expansion industrielle, la production de PEMEX (offices nationaux des pétroles), qui, jusqu'en 1971, atteignait un niveau exportable réduit d'année en année, a été rejointe par la demande en 1972, puis dépassée par celle-ci en 1973. Il fallut recourir pour la première fois aux importations au moment où les barèmes pétroliers subissaient la hausse que l'on sait.

Dans ce secteur aussi, le rythme des progrès était modéré par des prix maintenus artificiellement à un bas niveau, depuis quinze ans. L'adoption de nouveaux tarifs, plus réalistes, a servi de prétexte à l'élaboration, pour la période 1974-1976, d'un plan d'urgence qui prévoit un investissement de 1 500 millions de pesos dans des travaux de forage sans en cours dans vingt et un bassins de l'Amérique et dans la plate-forme sous-marine, dans le Golfe du Mexique, qu'a fondé l'océan

Pacifique. Plus de sept cents puits ont été explorés et l'on espère porter la production de 560 000 barils par jour à la fin de l'année 1973 à 767 000 en 1976. A la fin du premier trimestre 1974, la production quotidienne atteignait déjà 583 600 barils. Ce résultat est dû, en une large mesure, à la productivité des gisements récemment découverts dans les États de Chiapas et Tabasco. Leur production quotidienne est évaluée à 100 000 barils. Les efforts entrepris en 1973 à mars 1974 de 71 200 barils à 105 400, et doit, selon les experts, être porté d'ici à la fin de l'année à 170 000 barils par jour, soit

près de 30 % de la production totale. L'expansion générale s'est traduite par des progrès sensibles dans le secteur pétrolier. Le rythme d'accroissement a été de 9,4 % en moyenne pour les transports et de 15,5 % pour les communications. Les taux d'accroissement les plus élevés ont été constatés dans le domaine des transports aériens (15,5 %) et dans celui du téléphone (15,5 %).

En ce domaine le taux d'accroissement a été de 8 % en 1973. Les progrès ont été particulièrement sensibles dans les prises de sardines (23,8 %) et de thon (23,8 %).

« Nous avons été des pays exportateurs de pauvreté ; nous sommes maintenant des pays importateurs de croissance », a déclaré le président Echeverría à la conférence des pays non alignés (Algier, sep-

INTERMEX  
International Mexican Bank Ltd.

INTERMEX est une merchant-bank récemment fondée par :

Banco Nacional de México, S.A.  
Bank of America Limited  
Deutsche Bank A.G.  
Infat S.A. de C.V. (Groupe Senderos)  
Paribas International, S.A.  
The Dai-Ichi Kangyo Bank Limited  
Union de Banques Suisses

et spécialisée dans le financement d'opérations à court, moyen et long terme au Mexique, et en Amérique Latine.

Capital souscrit : £5,000,000

International Mexican Bank Ltd.

Président : Agustín F. Legorreta,  
Directeur Général : Gérard Lagrain,  
Directeur Général Adjoint : Francisco O. Willy.



INTERMEX

Buckdenbury House, 8 Queen Victoria St., London EC4N 8HP, Téléphone : (01) 238 2141, Télex : 887141/12

FABRICATION  
DES VOITURES  
DESTINÉES  
AU MÉTRO  
DE MEXICO

Le gouvernement mexicain a encouragé la création d'un important ensemble industriel qui, sous plusieurs aspects, constituera le pivot de la fabrication d'une série de produits essentiels au développement du pays. Cet ensemble industriel se trouve installé à Ciudad Sahagún, à 100 kilomètres de distance de la capitale. L'une des entreprises participantes est **Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.**, où sont fabriqués différents matériels destinés au transport ferroviaire. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, cette entreprise est la propriété du gouvernement mexicain. L'on effectue actuellement des travaux d'extension de la halle principale de l'usine destinés à permettre le commencement de la fabrication des voitures destinées par le métro de la ville de Mexico, dont le matériel actuellement en service est de fabrication française.



Installations de Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A. à Sahagún, Mexico, où seront construites les voitures pour le métro de la ville de Mexico.

**Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.** compte sur l'assistance technique des sociétés suivantes pour la fabrication des voitures destinées au métro : Société Générale des Constructions Électriques et Mécaniques ALSTHOM S.A. et Compagnie Industrielle de Matériel de Transport C.I.M.T. LORRAINE S.A., qui se chargent de fabriquer ou d'acheter en France les pièces qui seront encore importées, ceci sous surveillance technique du contrôle de qualité et des prix de la Société Française d'Études et de Réalisations de Transports Urbains S.F. SORFRETU (entreprise d'Etat française). La première série sera de 345 unités, qui seront destinées à intensifier le service sur les lignes actuelles

du métro de la ville de Mexico et à couvrir les besoins de deux extensions. Cette série de voitures commencera à circuler sur les lignes du métro de Mexico au mois de novembre 1975, selon le programme de fabrication en cours de **Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.** D'autre part, des négociations ont commencé avec les autorités de Jalisco pour préparer un programme de fabrication de voitures du métro de la ville de Guadalajara. La part de matériel mexicain dans les voitures sera augmentée graduellement en fonction d'un programme soigneusement établi et aux termes duquel le nombre des pièces fabriquées au Mexique augmentera graduellement jusqu'à atteindre 80 % de la valeur totale.

Un rythme de croissance exceptionnel dans la pétrochimie. 767 000 barils de pétrole par jour en 1974.

مركز الامم المتحدة







## panthéon aztèque

[illegible]

À l'époque actuelle, Québécois comme tous les habitants du Canada, le pentathlon, et c'est en fait, nous semble-t-il, que s'incarnent toutes les tensions vers une application plus grande de la religion. Il régit sur les catholiques, ces colporteurs de la religion, qui ont la parole de la bible, marquée, alors qu'une autre partie, nous l'appelons, est la religion des colporteurs militaires.

Dans le questionnaire, les adhérents de la tribu avaient été relatés pour rendre l'histoire et la religion conformes à la religion. Les colporteurs militaires, nous sont parvenus, nous sont jamais et bruis, si sont passés dans la religion, nous sommes sophistes, ce qui explique combien il est difficile de les à décider à

[illegible]

Mais cette religion très joyeuse

laissent peu de place à la spiritualité. La mort même n'était qu'un passage, et le destin de l'âme dans l'« Au-delà » dépendait déjà de ce que les dieux avaient décidé dès la naissance. Le réponse au poids du monde, pour les disciples de Quetzalcoatl, devait se trouver dans la méditation, la réflexion de l'homme sur l'univers et sur la beauté. L'un d'entre eux, le roi philosophe de Texcoco, Nezahualcoyotl, pousse la démarche si loin qu'il aboutit non sans doute à un monothéisme comme on l'a dit, mais à la valorisation d'un principe créateur : il éleva une tour de neuf étages à l'*e tlaton* pure.

Mais d'autres réponses étaient aussi possibles. Parallèlement à la division que nous avons vue entre peuples d'agriculteurs et peuples de nomades, il va maintenant s'en créer une seconde qui reflète cette fois les deux pôles d'une société en pleine évolution. L'élite est partagée entre les prêtres, sous la tutelle de Quetzalcóatl, et les guerriers, sous celle de Tescatlipoca. Pour ceux-ci, seules comptent les valeurs guerrières.

la mystique de conquête et d'expansion — pour les autres, la méditation religieuse sur le destin de l'homme. Pour les uns, il faut trouver une réponse dans le combat, la capture de prisonniers, la mort à la guerre ou sur la pierre des sacrifices qui permettra à l'homme d'accompagner le soleil dans sa course au séthit — pour les autres, seules la prière, la réflexion, l'auto-sacrifice et la vie droite aboutissent à intégrer l'homme à son univers.

Ainsi Quetzalcoatl, dieu de la végétation et du vent et héros historique, fait-il à la fin figure de symbole de la pensée philosophique et de l'aspiration (tout au moins d'une élite) vers une pensée plus spiritualisée, vers des valeurs où la dignité et la morale auront leur place.

**MIREILLE SIMONI-ABRAT**

\* Chargée du département d'Amérique au Musée de l'Homme.

### AFFLUX DES TOURISTES EUROPÉENS

## La séduction de l'Amérique précolombienne

Par ARTURO GARCIA FORMENTI •

**L**e développement spectaculaire du tourisme offre les caractéristiques d'un phénomène social et économique transversible, à moins d'un doublement profond et complet de la civilisation industrielle de consommation. On a calculé qu'en 1980, l'ensemble des mouvements mondiaux se situera entre 780 et 1 050 millions d'arrivées de visiteurs dans les pays de tourisme, contre environ 450-600 millions en 1969.

Les voyages internationaux représenteraient alors entre 250 et 280 millions des mouvements touristiques, contre environ 150 millions en 1970 (1).

Le Mexique ne pouvait pas rester en marge de ce mouvement, avec toutes ses conséquences économiques, sociales et politiques, surtout si l'on tient compte de sa position géographique dans l'hémisphère nord et l'hémisphère occidental : au nord, les Etats-Unis et le Canada, les deux pays qui procurent le plus grand nombre de touristes longue distance ; au

sud, l'Amérique centrale jusqu'où se prolonge une partie du Mexique, puis l'Amérique du Sud. A l'est, l'océan Atlantique, survolé par de nombreux charters et les avions de huit compagnies aériennes qui, venant d'Europe, assurent régulièrement des vols commerciaux vers le Mexique. Enfin à l'ouest, l'océan Pacifique ouvert récemment à l'ajout non négligeable des touristes japonais.

Situé au centre du monde, le territoire de la République mexicaine remplit donc les conditions pour être le véritable carrefour des routes du tourisme international. Mais à cet atout s'ajoutent une grande variété de climats allant du tropical, avec toutes ses variantes, au polaire, et la diversité de paysages qui se succèdent sur une superficie de 1 972 547 kilomètres carrés.

Quiconque se rend au Mexique peut choisir paysage et climat convenant à son goût et cela à toute époque de l'année.

délégations créées par M. Miguel Aleman, ancien président du Mexique, actuellement président du Conseil national

Ces dernières années, la place du Mexique dans le tourisme mondial se situe entre le quatrième et le sixième rang, d'après les entrées de devises enregistrées. Pour ce qui est du continent américain, il arrivait tout de suite après les Etats-Unis mais sans aide négative dans sa balance de compte voya-

**গণনা:**

Sur le territoire, des sites et des pièces archéologiques sont constamment mis au jour. Dans toute la mesure du possible, les œuvres déjà connues sont conservées et restaurées; elles font partie du patrimoine culturel du Mexique offert non seulement à la recherche des spécialistes, mais aussi au plaisir des visiteurs.

voyageurs, et plus particulièrement des Européens, surtout Français et Allemands, dont l'intérêt se porte sur les civilisations précolombiennes qui, malgré les nombreuses recherches dont elles ont été l'objet, renferment toujours des énigmes. Il existe onze mille sites archéologiques catalogués.

## Aux premières places

**L**e tourisme est l'une des principales activités économiques du Mexique, des plus dynamiques et produc-

compter les visiteurs frontali-  
ers qui séjournent moins de  
soixante-douze heures et dont  
le nombre dépasse à présent

L'investissement hôtelier a triplé au cours de ces dix dernières années. En 1971, il atteignait l'équivalent de 1 160 millions de dollars, avec la construction de 50 000 chambres d'hôtel.

En ce qui concerne les visiteurs venus d'Europe, leur effectif est passé de 29 138 en 1962 et de 30 801 en 1963 à 150 000 environ en 1973, les Européens qui se rendent au Mexique en passant par les

Actuellement, le nombre de chambres est de 166 107 et l'on compte 298 900 lits. Pour 1980, 185 000 nouvelles chambres de qualité sont envisagées.

Etats-Unis d'Amérique, le Canada et l'Amérique centrale n'étant pas inclus dans ce nombre. Depuis l'ouverture en Europe, en 1963, des bureaux du Conseil national du

En 1962, 941 297 touristes s'étaient rendus au Mexique : ils furent 2 912 234 en 1972, et 3 301 000 en 1973, sans

du tourisme et du département  
du tourisme du Mexique, le  
tourisme européen a donc  
augmenté de presque 387 %.  
Le Mexique a été le premier

\* Délégué général pour l'Europe du Conseil national du tourisme et du département du tourisme du Mexique.

pays latino-américains à faire, d'une manière organisée, acte de présence dans divers pays du Vieux Continent avec huit

# LA VILLE DE MEXICO ENTREPREND DES TRAVAUX GIGANTESQUES

Le Grand-Métro, qui rassemble aujourd'hui quelque dix millions d'habitants, aura bientôt rasé dix kilomètres des plus grandes villes. La croissance démographique : celle de l'évacuation des eaux usées et pluviales. Cela se fera d'abord par la construction d'un des plus longs tunnels hydrauliques du monde, qui reviendra à environ 5 milliards de pesos. La longueur totale de l'ouvrage sera de 102 kilomètres. Il s'étendra, dans un premier temps, sur 68 kilomètres ; cette première section — déjà achevée à 94 % — pourrait être mise en service dès cette année. Ce système de drainage permettra d'éviter que les fortes inondations urbaines, menaçant toute la région à l'abri d'une catastrophe naturelle,

Depuis 1970, date à laquelle Mexico ne comptait qu'un demi-million d'habitants, l'explosion démographique — une des plus fortes jamais enregistrées en milieu urbain — mais aussi l'effolement progressif du sous-sol avaient contribué à aggraver le problème de l'écoulement des eaux. Le grand canal d'évacuation, dont le niveau se trouve désormais

ou-dessous du niveau de la plate-forme urbaine, assurait de plus en plus difficilement sa fonction. Les eaux usées s'écoulaient dans les fossés par des systèmes de pompage complexes et coûteux. On avait dû renforcer le vial central par d'autres ouvrages hydrauliques, notamment l'ensemble de barrages édifiés à l'aval de la ville, pour éviter les débordements d'importance intolérables en d'autres zones, au encore en recouvrant le río Churubusco. Le projet en cours de réalisation prévoit le recouvrement de ce canal, dont les services seront relayés par le nouveau système de drainage profond de la ville de Mexico constituée une démonstration de la technique moderne. Plus de sept mille ingénieurs et ouvriers, dotés d'équipements modernes et précédés par des systèmes de surveillance d'urgence, travaillent à des profondeurs atteignant 250 mètres.

Dans sa première phase, le tunnel — construit grâce aux ressources de l'administration métropolitaine, relayées par le ministère de l'Intérieur — du District fédéral — est constitué par un collecteur central de 49 699 mètres de long et de 6,50 mètres de diamètre. Une de ses branches est longue de 10 170 mètres, tandis que la branche centrale mesure 7 730 mètres; toutes deux ont un diamètre de 5 mètres. A la fin des travaux, ces deux conduits d'alimentation auront une longueur respective de 27 et de 25 kilomètres. Recueillis les écoulements provenant des zones de captage, ces conduits rejoindront les ouvrages auxiliaires, ils les déverseront dans le collecteur central. Ce dernier assurera le déverse-



capacité de débit de 200 mètres cubes à la seconde. Or les besoins actuels ne sont que de 150 mètres cubes par seconde. Si la profondeur moyenne du collecteur central est de 120 mètres, elle atteint le double à son point maximal (section 13). Pour l'excavation de la galerie, on utilise des boucliers en acier qui avancent par pression et sont munis d'énormes crocs de perforation qui attaquent le terrain par oscillations de 70 degrés.

A la fin de la première étape de cet ouvrage gigantesque, le volume des déblais devrait se monter à 3,5 millions de mètres cubes. Les matériaux extraits — essentiellement des grilles, des tufs, des ondesites et des réalites — serviront de ballast pour les voies ferrées ainsi que pour la construction de routes et le nivellement de terrains de culture.

# PEMEX

Une entreprise industrielle...  
pouvant disposer de plus de  
3 milliards de dollars U.S. à son actif.  
C'est la richesse énergétique du pays...  
LE MEXIQUE a non seulement  
trouvé son autonomie en  
matière de pétrole, mais  
peut déjà en exporter.

**PETRÓLEOS MEXICANOS**  
MARINA NACIONAL 329 MEXICO 17. D. F.

Service des Relations Publiques  
du "DÉPARTAMENTO DEL DISTRITO FEDERAL"







## *La Révolution a-t-elle été trahie ?*

Par CLAUDE FELL

[illegible][illegible][illegible]

ennellantes et les formes de l'ibère-  
intérieure d'écarter tout ce qui  
conjuguer avec le rock, qui a  
est le joyau, disons, et une  
nécessité qu'on voit avec les formes  
réservées de nos systèmes » (1).

La poésie porte évidemment la  
propre présence et fructueuse d'Oma-  
Pac, précieux disponible  
gargues, éternel infatigable, dont  
des critiques vont prolonger l'ac-  
soutiens. « C'est qu'elle, il le  
résultat de deux langages, écrit Julio  
Mancera, au premier et deuxième  
poèmes porteurs du vrai Verbe,  
sautèrent les sources les plus  
saines de l'histoire, les alpages  
d'occident ou exotiques, cherchant  
réponse qui s'élevaient dans le  
d'un dans un relief de l'écriture  
de Konner, dans une méthode  
cruelle, dans la partie de son  
poème d'un tel de l'écriture  
le poèmes latino-américains,  
la mythologie d'un Fernando Pessoa  
dans Julio Carrasco » (2). Cette  
série faite de sensualité et de lutte  
re le monde, d'hommage à la  
de la recherche de l'unité de  
homme, se retrouve dans un long  
en prose publié en 1968, Par-  
l'homme dans d'autres pays latino-  
américains dans d'autres pays latino-  
américains, au assise au Mexique à

tion d'une poésie « esthétis-  
sante », ouverte au monde, qui é  
le respect de l'actualité et l'attaché  
des grands problèmes contem  
poreux sont le gendre, le père, le  
cœur de la sollicitude : ses meilleu  
rés écrivains actuels sont d'ailleurs  
nés et José Emilio Pacheco, pri  
mier de poésie 1988, avec *Me me*  
prends bien comment passe le  
temps, livre sur la lutte fratricide  
et les désastres de ce monde  
qui nous est aussi révélateur sur le  
si et sur les places dans le cœur  
humain. Pour terminer, il faut  
re citer deux autres d'abord,  
Carlos Barrera, qui s'est tou  
jours, à trente-trois ans, dans une  
forme de volubilité et d'écrit on a  
l'un des meilleurs auteurs poétiques,  
réfute l'indifférence de Claudel,  
et d'André Breton. Pour ce qui  
de l'U.S. Elle, mais où ap  
prouve une voix très pure,  
un certain historique poétique, et  
rendre les liens de l'amour ou  
l'association des villes. Enchaî  
né, André Montoya de Oaxaca  
a déjà impressionnément, que  
on se surverse à grand renfort  
de béatitudes et j'en profite.

Bernie Davidson, Mexico, n° 55.  
L'Espresso, 10-17, 1974.  
Le Monde, 15 janvier 1971, p. 17.

## Le labyrinthe universel

[illegible][illegible][illegible]

**is mexicaines :**

...veloppement d'appartements-  
bâtiments balnéaires, ayant déjà  
PULCO, 2 à VALLARTA et en  
des plus belles zones bal-  
NEO, le concept nouveau et  
originaux exceptionnels :

...résidences de quatre stories !  
...la beauté de l'océan à  
PULCO, 2 à VALLARTA. Et vous  
à GIRASOL dans l'une de

...tions, où que votre Compagnie  
...tions publiques, ce concept  
...tions supplémentaires, vous  
...à vos besoins spécifiques.

...le parfait entretien de votre  
...si vous le désirez, et vous

...avec climatisation d'air.  
...mètres carrés, à PUERTO

**Girasol Hotel  
Las Torres Sonora**

[illegible]

Comme l'uni-  
de de Carlos

[illegible]

1950 — *Annuaire*, publié en 1950.  
 une collection de poèmes et  
 incantations qui débouchent sur  
 poésie et sur la théorie, pour  
 les Fuentes a écrit plusieurs  
 poèmes, dont le premier, *La*  
 donné en 1970 avec succès au  
 d'Avignon, puis à Paris.  
 1951 — *Incantations*, plusieurs  
 crises sur le rôle capital du lan-  
 que, qui doit permettre à l'écrivain  
 d'échapper à la réalité, machine  
 dégradation des jeunes romanciers.  
 les plus importants sont, ceux  
 1952 — *La casa de los*, 1952  
 1953 — *La casa de los*, 1953  
 1954 — *La casa de los*, 1954  
 1955 — *La casa de los*, 1955  
 1956 — *La casa de los*, 1956  
 1957 — *La casa de los*, 1957  
 1958 — *La casa de los*, 1958  
 1959 — *La casa de los*, 1959  
 1960 — *La casa de los*, 1960  
 1961 — *La casa de los*, 1961  
 1962 — *La casa de los*, 1962  
 1963 — *La casa de los*, 1963  
 1964 — *La casa de los*, 1964  
 1965 — *La casa de los*, 1965  
 1966 — *La casa de los*, 1966  
 1967 — *La casa de los*, 1967  
 1968 — *La casa de los*, 1968  
 1969 — *La casa de los*, 1969  
 1970 — *La casa de los*, 1970  
 1971 — *La casa de los*, 1971  
 1972 — *La casa de los*, 1972  
 1973 — *La casa de los*, 1973  
 1974 — *La casa de los*, 1974  
 1975 — *La casa de los*, 1975  
 1976 — *La casa de los*, 1976  
 1977 — *La casa de los*, 1977  
 1978 — *La casa de los*, 1978  
 1979 — *La casa de los*, 1979  
 1980 — *La casa de los*, 1980  
 1981 — *La casa de los*, 1981  
 1982 — *La casa de los*, 1982  
 1983 — *La casa de los*, 1983  
 1984 — *La casa de los*, 1984  
 1985 — *La casa de los*, 1985  
 1986 — *La casa de los*, 1986  
 1987 — *La casa de los*, 1987  
 1988 — *La casa de los*, 1988  
 1989 — *La casa de los*, 1989  
 1990 — *La casa de los*, 1990  
 1991 — *La casa de los*, 1991  
 1992 — *La casa de los*, 1992  
 1993 — *La casa de los*, 1993  
 1994 — *La casa de los*, 1994  
 1995 — *La casa de los*, 1995  
 1996 — *La casa de los*, 1996  
 1997 — *La casa de los*, 1997  
 1998 — *La casa de los*, 1998  
 1999 — *La casa de los*, 1999  
 2000 — *La casa de los*, 2000  
 2001 — *La casa de los*, 2001  
 2002 — *La casa de los*, 2002  
 2003 — *La casa de los*, 2003  
 2004 — *La casa de los*, 2004  
 2005 — *La casa de los*, 2005  
 2006 — *La casa de los*, 2006  
 2007 — *La casa de los*, 2007  
 2008 — *La casa de los*, 2008  
 2009 — *La casa de los*, 2009  
 2010 — *La casa de los*, 2010  
 2011 — *La casa de los*, 2011  
 2012 — *La casa de los*, 2012  
 2013 — *La casa de los*, 2013  
 2014 — *La casa de los*, 2014  
 2015 — *La casa de los*, 2015  
 2016 — *La casa de los*, 2016  
 2017 — *La casa de los*, 2017  
 2018 — *La casa de los*, 2018  
 2019 — *La casa de los*, 2019  
 2020 — *La casa de los*, 2020  
 2021 — *La casa de los*, 2021  
 2022 — *La casa de los*, 2022  
 2023 — *La casa de los*, 2023  
 2024 — *La casa de los*, 2024  
 2025 — *La casa de los*, 2025

«Girasol» signifie tournesol en espagnol

(A découper)

**PLAYASOL S.A.**  
Passeo de la Reforma 76-1701  
Mexico 6, D. F. Mexique

Veuillez m'adresser gratuitement  
sur le nouveau concept GIRASOL, à  
Acapulco 1, Puerto-Vallarta  
Las Hedas-Manzanillo

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse complète \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_

(A découper)

**GIRASOL :** c'est la copropriété  
appartement-hôtel, vous permettant  
Du soleil, de la mer  
Des charmes nombreux du Mexique  
Des revenus d'un tourisme en  
D'un séjour en quatre lieux différents

**PLAYASOL**

téléphone : 5-66-33-00

  
ire brochure en couleur  
 :  
 l , Cancun ( l ,  
 o ( ).

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

forme  
prolifier



in essor  
nts.

**DL<sup>S</sup>**

télé n° 01773162 Mexico

Mirasol Valleria

---

[illegible]



## *Sur les traces de l'armée portugaise*



**partir** — celui d'un paysanne que nous avons prise en stop a, nous trouvait les ruines de Guileje (un village des années 18) abandonné et nous faisions une brève halte pour les examiner. Guileje a joué un rôle de premier plan dans la guerre qui vient de finir. Tout jusqu'en juillet 1973 par une garnison quatre fois plus nombreuse que les (des Blancs pour le plupart), la base de Guileje a longtemps fait barrage aux communications entre l'A.R.D. et les républicains du Guinée, réduisant ainsi tout le soutien logistique qui allait dans toutes ces régions. De Guileje, il n'est resté plus aujourd'hui que des débris, ce qui finit au moins de la végétation que bientôt fini de disparaître. Les soldats de l'A.R.D. ont seulement réussi à s'échapper, en fuyant à travers la forêt. Le commandant, de la base état du nombre ; de sévères sanctions furent prises à son égard. On ne sait pas si c'est lui qu'il nous a amené à se faire voir sur place.

Après avoir quitté Guilleje, nous rencontrons l'estuaire du Cacheux, large mirail d'argent où la petite matinoine trace des rides. Voici le port-fluvial qui sert de débouché à la production agricole et à assurer le ravitaillement de Guilleje. Le gouffard est évacué depuis quatre jours ; nous y rencontrons quand même quelques soldats portugais qui ont été surpris par les Portugais. Ils ne peuvent plus longer, un opérateur radio, un cuisinier, ils sont heureux d'être encore vivants, heureux aussi de se voir libérés. Les Portugais ont été tués ou encore pour une semaine à peu près. A part eux, Gdomalot est aux mains d'un petit détachement armé de fusils, mais sans les drogues. Il n'y a pas non plus principal du commerce, il n'y a que 500 mètres carrés environ, on s'engage dans les broussailles et des hangars aux portes blanches ; les Portugais ont été tués, les Portugais ont été tués, ce peut laisser derrière elle une garnison évacuée. Plus tard, à Bissau, j'ai rencontré le capitaine qui était avec moi à Bissau, il m'a dit qu'il avait vu Gdomalot. « Un des endroits les plus dangereux touchés », m'a-t-il précisé, localement. Il y a eu beaucoup de morts, lui aussi, d'une étreinte sur vivante.

Après Gadamael, nous obliquons vers le sud et nous prenons une affreuse piste qui semble ne jamais devoir finir et qui conduit à Camaoande, une autre base portugaise évacuée. Le premier jour, de la proximité de la base et une montagne de balles de bière et de bouteilles de vin vides entassées sur le bord de la piste, qui témoignent de l'ennui et de la détresse auxquels furent si longtemps réduits les Portugais assiégés. Ensuite, nous reprenons vers l'est, par l'estuaire inférieur du Cacu, et nous nous dirigeons vers la ville de Cocine.

## Médiocre héritage

**G**ADAMAEL et Camaconde n'étaient peut-être rien. Mais Cacine, c'est autre chose ; dans le camion, nous sommes tous dans l'expectative. Après tout, Cacine était la deuxième base portugaise du pays, un port fluvial d'une indéniable importance stratégique, défendu par une garnison remarquablement nombreuse. Deux ans auparavant, je m'en suis approché de tout près en faisant le tour par la forêt ; moi aussi, je suis dans l'expectative. Si la « Guinée meilleure » promise par le général Spiloto a eu son sens, ça qu'un semblant d'existence en dehors de Bissau, ça ne peut être que là.

Nous sommes tous désespérément. L'armée portugaise a fait de son mieux pour laisser derrière elle le plus grand nombre possible d'installations en état de marche. Mais, comme le dit le général de l'armée portugaise, « la terre brûlée » ne l'a même pas effleurée, ce qui est une preuve de bon sens. Mais, d'autre part, les Portugais ont fait de leur mieux pour grand-chose à laisser derrière eux. Côté terre, derrière les lignes de défense portugaises, voyez les trous de mitrailleuse, les trous de canon, les trous de chars ont été regagnés. Combien de paysans ont été chassés de leur camp en attendant, pour être remplacés par des soldats. Combien de villages ont été brûlés, la maison s'est arrêtée et les opérations de destruction sont terminées ? Je pose la question à l'Armée qui, elle-même, ne peut pas répondre. Mais, elle aide à présent le comité politico-administratif que le P.A.I.C.C. vient de mettre en place. Les Portugais ont évacué des milliers de réfugiés depuis trois jours. Il ne peut pas s'il continuait ou non à exercer des fonctions militaires. La population locale n'a rien contre lui personnellement. Il m'indique que l'indépendance existe présentement mille fois

C'est énorme. Je me rappella alors que la présence de cette masse de paysans concentrée du seul côté où l'on pouvait approcher de Cocine par la voie terrestre avait contribué à empêcher le P.A.I.G.C. d'attaquer la garnison. Cette dernière était logée au bord du fleuve. Nous y trouvons les baraquements où étaient logés les fusiliers marins, quelques blockhaus en béton, deux bars à soldats, les quartiers des officiers, l'hôpital et, tout au bout, le port.

Le port... c'est un mot qui évoque bien des choses, mais là, quelle dérision ! Dérision que souligne encore l'inscription en céramique de couleur qui se détache sur la façade blanche de la façade de l'hôpital : « Colombie portuaise de 1946 - 1946 - 300<sup>e</sup> anniversaire de la découverte » (celle qui fait Nuno Tristão en arrivant en vue de cette même côte, en l'an de grâce 1446). Ainsi donc, il aura fallu cinq siècles pour aboutir à ce « port », qui se résume à un petit môle à demi effondré, une seule grue flottante, dont la pulsance n'a jamais dû exéder 1 tonne et qui n'a d'ailleurs plus de treuil, six petits canots à moteur et une douzaine de barges métalliques à fond plat qui croustillent dans la vase. Il y a aussi une école : elle se compose d'une salle minuscule et

[illegible]

vino, de voir notre bon matériel s'en aller comme ça ! » Mais nous ne sommes que trop contents quand la voiture arrive.

## Le sort des mercenaires

EN nous désorient vers le centre de la ville, nous passons devant les baraquements des Forces spéciales africaines. Que sont donc devenus ces troupes officielles levées par les commandants politiques ? Les soldats sont-ils toujours les mêmes ? Le général Sissako sourit ? Nous allons le savoir, car, cette fois, elles auraient compris, paisiblement, le rôle de la télévision. Elles ont vu les images de leur peuple. Plusieurs milliers d'entre eux étaient des jeunes embaïqués de force dans le « milieu » des troupes. Ils ont vu leurs frères, leurs frères restés moines ; ceux-là, quand la population ne se sent pas obligée de rendre les armes, la population s'empare d'eux. Ils ont vu les images de leurs frères d'autres étaient des jeunes gens qui accomplissaient leur service militaire dans l'armée traditionnelle. Ils ont vu les images de leurs frères qui pouvaient tarder à le faire. Restaient encore les six cents troupes purement entraînés que le général Sissako avait recrutés pour former les Forces spéciales africaines. Ils ont vu les images de leurs frères dans les zones libérées. Ils accompliront leur tâche avec



### *A Bissau : les difficultés de la relève*

on voit tel ou tel « notable » se muer tout à coup en « résistent » de la dernière heure.

Les vieux militants qui animent les services de liaisons du P.A.I.G.C. — Juvenio, Julino, Boru et leur groupe — prennent tout cela avec flegme. Tous ont à Bissau des amis, des parents ; et là, la joie éclate, inoubliable. Des mères, des sœurs, des frères ont leur fils ou leur frère, miraculeusement sain et sauf après des années d'absence souvent très épuisantes. Julino, toujours sur le pied de guerre, est appelé sans arrêt à sortir pour de multiples missions. Pendant ce temps-là, Juvenio quitte peu le centre, dort sur une simple bonne matras, fait l'entretien des armes, mais pour ne faire face la tournée des villes voisines, en voiture, car la pluie nous empêche d'utiliser l'événement que le haut commandement portugais a mis à notre disposition.

[illegible]

## Des militants moins bien préparés

**B**ARIU m'emmène à une réunion à laquelle participent cinquante et un membres des vingt-quatre comités politico-administratifs qui sont en train d'entrer en fonctions à Bissau. La réunion n'en finit pas de commencer : elle languit... Mais



## *Le Cap-Vert dans l'attente*

Dans les files, la lutte armée n'était pas possible. Le P.A.I.G.C. a été contraint d'y travailler clandestinement, dans des conditions très dures. Il y a constitué une infrastructure clandestine à partir du début des années 60 ; beaucoup de militants du P.A.I.G.C. du Cap-Vert portèrent combattre pour

la libération du territoire frère de Guinée-Bissau, préalable indispensable à la libération des îles.

Les habitants « ont pleinement conscience de leur insularité, et ils la revendiquent fièrement. Toutefois, des siècles d'histoire commune lient indissolublement leur destin à celui de la Guinée-Bissau.

Le système colonial refuse de reconnaître la réalité géographique et humaine du monde qu'il s'accommoder; mais ce refus ne change rien. A cet égard, il faut noter que les Portugais avaient désigné nommée la future Guinée-Bissau « Les Rias da Cabo Verde », référence « voilée » aux capitales des îles. Cette dénomination, qui n'a jamais quitté le continent sur les îles. Les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la lutte armée sur le continent o montre en bien des occasions que l'insularité des noirs du Cap-Vert était moins forte que leur solidarité insipative avec le pays d'origine.

La position du P.A.I.G.C. vis-à-vis du Cap-Vert contestée aujourd'hui par un ou deux groupes issus de la bourgeoisie compradore des îles ; ces groupes tendraient — pour autant que leurs attitudes permettant d'en juger — à accepter les chimères de l'« Afrique lusitannienne » du général Spínola. Tout laisse à prévoir qu'ils n'auront guère de succès. En tout cas, de ce cas, il émit déjà

évident à la fin du mois d'août qu'une grosse majorité de la population des dix îles habitées approuvait avec enthousiasme les positions du P.A.I.G.C. Il est clair que c'est ce facteur-là qui incita les autorités portugaises à accepter dès la mi-juillet l'éventualité d'une proclamation imminente de l'indépendance du Cap-Vert. Au stade où nous en sommes, seule une répression militaire massive pourrait y faire obstacle ; et ce genre de répression est dorénavant impossible.

En principe, des élections générales doivent être organisées dans les îles aussitôt que les mesures administratives indispensables auront été prises. Il s'agit notamment d'établir des listes électorales, puisqu'il n'en existe pas encore. De ces élections doit sortir l'Assemblée nationale constituante, à laquelle il reviendra de proclamer l'indépendance des îles du Cap-Vert. Par la suite, au bout d'un temps plus ou moins long (mais rien ne presse), le Cap-Vert lui-même pourra décider de se séparer. S'il reste indépendant, il continuera à être un pays séparé. Si se transforme, ainsi que le préconise le programme du P.A.I.G.C., en une unité autonome associée au sein d'une fédération à une Guinée-Bissau pleinement autonome.

## Un problème stratégique

L'A dictature déchu avait fait grand cas de l'« importance stratégique » des îles du Cap-Vert, sans doute afin d'obtenir un surcroît d'aide de l'OTAN. On dit même que le Pentagone aurait été inquiet de l'absence d'accepter les bases militaires de la dictature, qui souhaitait voir l'OTAN ou, à défaut, la marine américaine installer une base sur une des îles. Mais, finalement, il n'en fut rien, et il apparaît aujourd'hui que l'importance stratégique des îles du Cap-Vert est infiniment moindre que ne l'avaient laissé entendre certains commentateurs intéressés. Quoi qu'il en soit, le P.A.I.G.C. a annoncé sans équivoque que le Cap-Vert indépendant « aura de base à offrir à toute puissance étrangère ».

zèle et se firent partout haïr pour leur violence  
et leur cruauté.

Risquons-ils de poser un problème sérieux? Tout le monde en était persuadé. Mais aujourd'hui (le 20 août) les six cents mercenaires sont en train de quitter leurs baraquements et de rendre leurs uniformes. Ensuite, ils seront dispersés. Le général Fabio est venu en personne les démobiliser, mais le mérite en revient surtout au P.A.I.G.C. Les plus anciens commandants a passé une semaine à la fois à l'entraînement sur les 1, et à le faire si bien qu'ils ont fini par le battre, et à le faire si pacifiquement du monde. A présent, les Forces spéciales n'existent plus; dans une semaine, au deux, leurs anciens baraquements seront occupés par des soldats du P.A.I.G.C.

Et ceux qui ont commis des crimes ou lésés des raldeis sur les villages des zones libérées, des crimes du même type que le massacre de Wirinyamu, au Mozambique, comme en un village portugais, c'est un sujet à débattre, mais qu'avec réticence, peut-être à cause du caractère général qui voudrait qu'on abliste toutes ces horreurs, faute de ne rien pouvoir changer. Mais, l'explication que je reçoive : « Ces hommes, sont d'un responsable militaire du P.A.I.G.C., se sentent coupables d'accès criminels alors qu'ils travaillent pour les Portugais. Eh bien, les Portugais font la guerre et ils ont tué des gens. C'est leur première nouvelle connaissance par des procès et des exécutions ! » En conséquence de quoi les assommes naitales sont condamnés à l'exil ; il semble même que l'un des plus capotieux d'entre eux ait été condamné à mort avant que la diabolisation des commandos.

Daru est un homme à la personnalité électrique; ses dons de persuasion lui ont déjà permis de convaincre (et ce n'était pas une mince affaire!) les membres des Forces spéciales de sa disparition sans incident; peu à peu, il trauffait vite la parole et les idées, et les gens se mettaient à l'exposant leurs principaux problèmes; le plus difficile, pour eux, de toute évidence, est de se heurter à l'apollitisme et à la démissionnisme de la part de la police. Mais, au lieu de laisser les tâches qu'il leur faut accomplir, bêtifier de nouvelles formes d'autogouvernement, appliquer les mots d'ordre du parti, s'opposer à toute espèce de « réformes de structures », surmonter les « crises d'indignation », instaurer la discipline alors « caduques » instaurer la discipline administrative... Tout cela ne se fera pas sans mal, d'autant que les militants qui participent à cette réunion sont encore loin d'être conscients de la puissance de leur mouvement. Ils ne retrouvent pas dans les comités des « anciennes » zones libérées.

C'est évident : le reste encore beaucoup de chemin à faire ici. En principe, chaque comité politico-administratif doit compter en moyenne deux hommes pour une femme, et ce quota est généralement respecté dans les « onclénies » zones libérées. Mais sur les cinquante et un participants à cette réunion, il n'y a pas une seule femme. On ne me dit pas pourquoi. M. Aristides Pereira, qui est un homme au jugement très pénétrant et un réaliste comme on en voit peu, pensait sans doute à ce genre de choses quand il déclara devant moi, une semaine plus tôt : « Nous enverrons dans une

A Bissau, notre groupe se sépara. Certains restèrent à Silivô pour y mener à bien diverses missions de liaison et d'exploration. D'autres, dont j'étais — s'envolèrent à destination des îles du Cap-Vert. Le 25 août, nous débarquâmes à l'aéroport de Sol, une île sans un seul arbre et entièrement déserte, à l'exception de l'aéroport, où se pressait une foule de porteurs du P.A.I.G.C. qui nous fûnt une ovation. Silvino da Luz et ses camarades sont portés en triomphe ; je les perds de vue. Ils doivent ensuite reprendre l'avion pour l'île de Sao-Tiogo, où se trouve la ville de Praia, capitale du pays. Les habitants de Praia, les militaires leur souhaiteront la bienvenue. Le tchèque qui leur a été assigné est de donner le coup de queue à la libération des îles.

On peut supposer que le passage de l'aéroport de Sai sous le contrôle du P.A.I.G.C. provoque un certain dépit en République Sud-Africaine car les avions sud-africains étaient autorisés à s'y poser, contrairement à ce qui se passe dans le reste de l'Afrique, où l'O.U.A. leur interdit l'accès des aéroports. Mais, là encore, l'importance de Sai peut paraître relativement minime, du moins si l'on en juge par le nombre extrêmement réduit des vols sud-africains qui y avaient réellement une escale.

En attendant, les habitants du Cap-Vert s'apprêtent à prendre en main leur propre avenir. Déjà, l'espoir renaît de pouvoir un jour résoudre le terrible problème de la pauvreté endémique dans les îles, comme l'illustre bien le seul fait que quelque deux mille émigrés du Cap-Vert ont regagné leurs îles natales depuis le mois de mai. Bien entendu, la transition ne va pas sans poser de multiples problèmes — ceux-là mêmes qu'on retrouve en Guinée-Bissau.

(Live in suite page 36.)

**A VENDRE  
APPARTEMENTS DE LUXE  
A PARIS**

- 2° MONCEAU. Vue sur tout Paris :  
 — Duplex 5/6 pièces ;  
 — 5/6 pièces avec terrasse.  
 15° MONTMARNESSE. Vue sur tout  
 Paris :  
 — 2/5 pièces 150 m<sup>2</sup>  
 + terrasse 120 m<sup>2</sup> autour apparte-  
 ment.  
 16° HAMEAU BERANGER.  
 — Duplex 5 p. terrasses.  
 17° GEORGES MANDEL.  
 — Plus 300 m<sup>2</sup>.  
 18° CHEVALIER DE LA BARRE.  
 — 5 pièces duplex plein sud.  
 Vue exceptionnelle.
- MICHEL BERNARD











## Le jeu de la diplomatie américaine

[illegible]

que les modalités d'un règlement définitif de la question palestinienne, la résistance, Israël, de son côté, ne peut pas ignorer non plus que l'absence du dialogue compromettrait tout espoir d'un règlement.

Cette opportunité formidale de réunir à Genève les deux camps pour parvenir à un accord *pragmatique*, stipulant par exemple que l'OLP renonce à la lutte armée et que l'O.N.U. renonce à ses résolutions 242 et 338, se présente à ce titre aux négociations de Genève, sans que l'OLP ait eu le temps de se prononcer en contrepartie, que l'O.L.P. renonce à toute action suggérant qu'il est prêt à renoncer à la lutte armée, et dans l'état actuel des réalités dans la région, il est d'ailleurs périlleux de nous laisser aller à imaginer que l'OLP, une fois qualifiée de « terroristes », soit aptes à extorquer l'Israëlite béneux, et que l'absence de dialogue soit motivée par le refus de celui droit au dialogue.

Palestiniens.

Le Conseil national palestinien en terres occupées a demandé à l'O.L.P. d'assister à Genève et d'y exprimer l'appui de la population palestinienne à l'O.N.U. sur la Palestine. Cet incident

ans l'application du plan de partage des zones d'influence, et d'éviter la « guerre froide », la « guerre des mensurables », guistie à négocier le G-7, les confins mutuellement acceptables des deux Etats en présence, et d'écarter les « options » de rejet des accords possibles pour une paix crédible dans un avenir proche. L'absence de l'URSS, et le fait que cette paix ne soit, un jour ébranlée dans des conditions forcément différentes, ne sont pas des arguments jusqu'à présent : le fait que l'objectif déclaré du communisme mondial est de supprimer le système capitaliste, et que les Etats socialistes, les capitalistes et les « libéralistes » ou d'« occidentalistes » et les pays socialistes, les Etats socialistes et la communauté internationale, de la coexistence pacifique.

un problème d'acquisition territoriale et de refonte de ses sites, en raison du caractère saint de la ville pour les trois grandes religions. Une chose est certaine : s'il est vrai que plus vite le problème palestinien recevra l'attention qu'il mérite, mieux cela vaudra pour la percée vers la paix, par contre le problème de Jérusalem trouvera difficilement une solution acceptable pour toutes les parties avant l'établissement des grandes lignes d'un règlement concernant les autres aspects du conflit.

**DE-MARS**

Messieurs les  
Membres du Corps  
Diplomatique  
et des Organismes  
Internationaux, se  
tiennent à leur entière  
disposition pour tout  
enseignement qu'il leur  
faut (Téléph. : 567.99.20)  
7817 - (Citraën-Paris).

**CITROËN^SM**

de leurs éleveurs, eux-mêmes  
idéologues de père en fils

\_\_\_\_\_

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

... ..













## L'INFLATION MONDIALE

### Infarctus monétaire ou remède industriel ?

Par BERNARD CARRÈRE \*

Cette nouvelle carte du pouvoir d'achat à l'échelle mondiale appelle désormais une nouvelle géographie de la production ; car les inégalités de développement vont devenir un puissant facteur d'inflation : certaines industries des pays riches ne pourront s'étendre qu'à côté croissants. La lutte contre l'inflation passe ainsi par la réduction des disparités au niveau international, si l'on veut prévenir la coexistence d'industries à prix grandissants et de marchés insolvables.

La crise des paiements, première onde de choc de la bataille de l'argent, préside l'urgence des solutions.

La hausse des hydrocarbures a ouvert des brèches étonnantes dans les capacités de paiement des pays industriels : environ 70 milliards de dollars pour les pays de l'O.C.D.E.

La parade du moment est un endettement massif sur les marchés financiers, pour payer les importations en attendant de retrouver une position équilibrée exportatrice. En dix-huit mois, le volume net des eurodollars est passé de 105 à 170 milliards de dollars. La crise de l'Italie et quelques incidents de parcours de l'euro-marché ont signé que l'indulgence des clients de l'économie pourrait se lasser.

Le répit que procure l'emprunt est de courte durée. Il ne s'agit pas seulement de financer une mauvaise passe ; le changement apporté par la nouvelle économie de l'énergie et des matières premières est structurel : un pan entier de notre appareil industriel est rejeté dans une zone de rendements décolorés, alors que les besoins de financement pour la reconversion augmentent considérablement.

Il est aussi évident que les pays à déficit ne pourront pas accroître simultanément leurs exportations. La capacité d'achat des pays clients, qu'ils soient ou non producteurs de pétrole, est déjà fortement entamée, et les pays industriels eux-mêmes voient leur croissance ralentir. Un forçage des exportations reviendrait au mieux à déplacer des déficits au sein d'une même zone globalement déficitaire.

Enfin, la préférence pour l'endettement ne peut mieux exprimer l'acceptation par le monde industriel d'une inflation ininterrompue. L'impasse des emprunts, joints au soul des prêteurs de se couvrir contre l'inflation monétaire, pousse le loyer de l'argent à des sommets historiques. En trois mois, le taux de l'emprunt à six mois est passé de 10,25 à 14%.

C'est gonflement de l'euro-marché, pressé de répondre à toutes les urgences, intolère les milieux financiers. Il traduit la néfaste des agents économiques à l'égard de tout engagement à long terme. Certes, les dépôts à vue ou à très court terme continuent d'être allégrement transformés en crédits à moyen terme. Mais l'affaiblissement du marché des euro-dollars, qui aurait dû normalement assurer ce rôle, montre clairement que cette conversion se fait à l'insu des pays prêteurs, et bien moins sûr. Le marché des eurodollars ne suffit plus à sa tâche d'aléa à dix-huit mois ou deux ans. Cet événement récent du président de la Chase Manhattan Bank, M. David Rockefeller, doit donner à réfléchir.

En attendant, tout le monde tire agacement de cette drogue, et c'est bien là le danger : les pays industriels qui essaient leur crise de solvabilité, et les pays producteurs qui placent leurs fonds à des taux records sans renoncer à la liquidité.

Or cette solution ne répond pas aux vrais problèmes des uns et des autres. Les pays industriels ont besoin de capitaux à long terme pour remodeler leur industrie. De leur côté, les pays producteurs satisfont la demande d'hydro-

carbures mais se retrouvent avec des excès financiers pour lesquels le réajustement, et c'est bien naturel, l'emploi le plus économe. C'est leur apport de rendement et la sécurité, la compensation peut-être à l'avenir à la liquidité qui constitue un élément de leur rapport de force.

Dés lors, les solutions purement monétaires ou commerciales sont notoirement insuffisantes. On est conduit à un dialogue sur le long terme, autrement dit un dialogue industriel.

LES récents accords de participation d'intérêts intervenus dans le groupe pétrolier allemand Veba et dans les aciéries Krupp signifient une première voie de solution : une coopération industrielle par développement croisé des activités. La participation des pays producteurs dans certains secteurs des pays industriels mérite un examen sérieux au moment où l'endettement arrive à son point limite.

Une telle orientation répondrait d'abord à la préoccupation de réajustement des paiements et de freinage de l'inflation. Une part de notre croissance serait financée avec des capitaux associés, et non avec des emprunts dont les charges de remboursement pèsent lourdement sur les balances des paiements et sur les coûts de production.

Celle-ci, la perspective d'apports massifs de capitaux extérieurs motive des prévisions. Voyons ce qu'il en est. En ce qui concerne les pays de la C.E.E., si le tiers du déficit attendu pour 1974 était comblé par un afflux de capitaux, cela représenterait un montant de 7 milliards de dollars, soit seulement 4% de la formation de capital de ces pays.

Mais, surtout, on peut d'attendre à ce que ces capitaux arrivent de toute façon dans une Europe asséchée de moyens d'investissement, par intérêt américain interposé, sous leur contrôle, et sans possibilité de les voir pour l'Europe de nouer des relations privilégiées avec les pays producteurs.

Les mesures de libéralisation du marché financier de New-York au mois de janvier 1974 ont pour effet de réajuster le lien entre le marché de New-York et le marché des eurodollars ; la place de New-York est désormais en mesure de jouer le rôle de point de concentration d'une fraction des capitaux flottants, puis de redistribution par les grandes entreprises américaines. Celle-ci n'est pas cachée : en 1974, elles préviennent d'investir 24 milliards de dollars à l'étranger, principalement en Europe et en Asie.

Or l'investissement américain est peu intéressant en termes de balance des paiements. Plus que tout autre, l'accompagnement de brevets, de consultations, d'études, qui donnent lieu à autant de flux retour. Pour l'année 1972, durant laquelle les États-Unis ont investi 6 milliards de dollars dans la C.E.E., les seules dépenses, honoraires et redevances ont représenté un revenu de 2,9 milliards. Enfin, les filiales américaines à l'étranger ont toujours puissamment favorisé les exportations de l'économie américaine. En 1970, 22,4% des achats de la C.E.E. aux États-Unis étaient des commandes des filiales américaines à leurs mères ; ces mêmes filiales ne contribuaient qu'à 8,7% des exportations communautaires vers les États-Unis.

La poussée américaine vers l'étranger prendrait ainsi appui sur la masse de manœuvres financières accumulées par les pays producteurs. Les économies de l'Europe et de l'Asie bénéficieraient de 12 milliards de dollars de bono du gouvernement américain signifiant la pénétration des courants financiers et des politiques de coopération novatrices ne sont pas proposées aux pays producteurs.

LA carte du partage des actifs industriels des pays développés n'est pas jouable dans des conditions. Pour les pays producteurs d'énergie, elle est une reconnaissance à la liquidité, mais aussi une contribution à la crois-

sance des pays industriels, dont certains sont épuisés ou à se plaindre. La coopération ne consisterait qu'en un échange en jeu une seconde carte : la pleine participation des pays producteurs à l'avenir industriel.

Le changement des coûts de production à l'échelle mondiale déplace le type de partage des activités industrielles entre zones développées et zones non développées. Les industries épuisées se tournent à des trimes de plus en plus coûteux : aspects limités, capitaux rarifiés, énergie et matières premières éloignées. Une politique obsessionnelle de « rattrapage » des coûts accroit aujourd'hui le risque de consolider des choix industriels contestables dans un espace déjà congestionné. Le redéploiement de certaines industries vers les régions disposant d'un avantage comparatif, notamment en énergie et matières premières, commence à se réaliser.

Une telle dynamique industrielle qui rapproche de l'optimum mondial — produire là où cela revient le moins cher — dévoile un immense avantage collectif en termes de plus-value, de développement, et de pression contre l'inflation.

Cette redistribution des rôles industriels pousse à la concertation les pays producteurs de matières de base et les pays consommateurs, chacun négociant librement le degré de dépendance tolérable et le champ de croissance pour lequel il se prodigue.

LA crise pétrolière a illustré la nécessité d'un tel débat collectif. Après vingt années d'énergie à bon marché, un relèvement substantiel des prix était indispensable pour développer de nouvelles sources d'énergie. Mais quel pays aurait pris le risque de pénaliser unilatéralement son économie par une politique d'énergie chère ? Les événements nous ont donc conduit à un dialogue. Ils nous ont apporté aussi une situation améliorée : un stock énergétique mondial accru, un marché unifié des formes d'énergie à partir duquel des arbitrages dans le temps sont désormais possibles, et surtout un début d'égalisation des chances de développement.

Autrement dit, pour un coût économique certain, qui n'est en somme qu'un sacrifice de quantité, le monde obtient un gain évident de qualité. Peut-on en tirer la leçon ? Les seuls pays industriels ne détiennent pas les solutions d'un ordre mondial ; par leurs exigences, les autres pays poussent au progrès des situations, apportant au débat la dimension mondiale et collective qui conditionne les solutions d'avenir.

SOYONS alors attentifs à ses voix de la raison qui viennent d'au-delà des mers. La pétrole est trop précieux pour être brisé. « La prise du pétrole est trop bas, il compromet notre avenir énergétique. » Nous ne sommes pas favorables à ce qu'on se débrouille individuellement la spirale des prix du pétrole international, que les pays consommateurs stabilisent le prix des produits et nous serons heureux d'en faire autant pour le pétrole. » Ces déclarations de dirigeants de pays producteurs doivent convaincre que le rapport des forces est aussi un rapport d'idées ; et que, sur des problèmes aussi vastes, la raison ne peut être que collective. Le long terme et le pluriséculaire ne sont pas des lra que l'« autre » est présent : les autres sociétés de la communauté mondiale à leur place et dans leur rôle. La future, en définitive, c'est l'autre.

\* Consultant industriel.

### Dans ce numéro :

- P. 2 et 3 : **LENDREMAINS DE DICTATURE EN GRECE**. Les conditions d'une véritable démocratisation, par Ilios Yamasakakis. Une économie tributaire du modèle néolibéral, par Spiros Papadimitriou.
- P. 4 : En Yougoslavie, nouveaux appels à la vigilance, par Bernard Fém.
- P. 5 : Une foule de Marie Lavigne sur le COMECON (B.F.).
- P. 5 : **MÉRITES ET LIMITES DES NATIONS UNIES**, par Jean-J. Schmitz et Pierre Juvigny.
- P. 6 à 8 : **LA GRANDE-BRETAGNE OU L'INCERTITUDE DEVANT LES ÉCHANGES**, par Marcel Barang.
- P. 9 à 14 : **Fin de l'article de Wilfried Brandt sur l'art de « déstabiliser » un gouvernement.**
- P. 14 : **ALERTE AUX FANGERS. L'ÉCHEC DES POLITIQUES AGRICOLES**. L'humanité sur la corde raide, par Adolphe R. Bourne. « États-Unis » (C.E.E.) : la redistribution des cartes, par Gérard Gauran. Les contradictions de la « révolution verte » en Inde, par Mohan Rao. La victoire du peuple chinois sur la sécheresse, par Neville Maxwell. Le transfert de la technologie instrument du néo-capitalisme, par René E. Jeckel. — Les inégalités structurelles de l'économie mondiale de la banane, par Frédéric F. Clément.
- P. 14 : **Cambodge** : la dégradation croissante du régime Lon Nol, par Myron R. Chanda.
- P. 15 à 20 : **La Serré (Supplément).**
- P. 21 : **CINÉMA POLITIQUE**. Amérique latine, histoire et culture populaire, par Jean-René Ballan et Serge Toubiana. Armando More. Ignacio Ramonet.
- P. 22 : **LE CANADA SE TOURNE VERS L'EUROPE**, par Claude Lemelin.
- P. 23 à 33 : **Le Mexique (Supplément).**
- P. 34 à 36 : **DEMOCRATIE AFRICAINE**. Rapports de Basil Davidson.
- P. 37 et 38 : **Le Mouvement de graves difficultés attendent le gouvernement de transition**, par Virgilio Delmon.
- P. 37 et 38 : **Le Yémen du Nord s'achemine vers un retour à la vie démocratique**, par Chris Kuschner.
- P. 38 et 39 : **Un film de Hany Scour sur le Dhafer**, par Ignace Ramonet.
- P. 40 : **Fin de l'article de Mohamed Sid-Allah sur les nouvelles chances d'un règlement en Proche-Orient.**
- P. 41 à 43 : **Les livres du mois.**
- P. 41 à 43 : **L'activité des organisations internationales.**
- P. 41 à 43 : **L'école de Cambridge et la théorie économique dominante**, par Gérard Grellet.

### FORMATIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES à usage professionnel

Langues et Affaires, organisation moderne d'enseignement à distance, riche de plus de vingt années d'expérience dans la formation linguistique, a mis au point une gamme de cours de langues étrangères (anglais, allemand, italien, espagnol) adaptés aux besoins professionnels (langue du commerce et des affaires, langue économique et contemporaine).

Quels que soient le rythme de vos activités et votre lieu de résidence, vous pouvez suivre ces enseignements sans changer en rien vos occupations quotidiennes. La construction de plus de 200 heures de cours est dispensée dans des chambres de commerce étrangères, de l'université de Cambridge (Gower et Robinson) en 2,7.6, de l'Institut Commercial, etc.

Nombreuses utilisations dans commerce et échanges internationaux, des séries de matérielles multilingues, interprétation, négociation, etc.

Méthodes audio-visuelles tous niveaux (y compris débutants). Département de Langues et Affaires (certificats privés), 35, rue Collange, 92330 Paris-La Vallée.

Téléphone : 276-81-82.

Octobre 1974

صحة لمن لا يملك